



Actualisation A.05
Éléments financiers au 30 juin 2005
de Crédit Agricole S.A.



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

sommaire

CHAPITRE

PAGE

1	PERSONNES RESPONSABLES DE L'ACTUALISATION ET DU CONTRÔLE DES COMPTES	➤ 3
	Personne responsable de l'actualisation et personne responsable de l'information financière	➤ 4
	Contrôleurs légaux des comptes	➤ 4
2	ÉVOLUTION RÉCENTE	➤ 5
	Rapport d'activité de Crédit Agricole S.A. sur le 1 ^{er} semestre 2005	➤ 7
	Résultats du 1 ^{er} semestre 2005	➤ 29
	États financiers au 30 juin 2005	➤ 75
3	TABLE DE CONCORDANCE	➤ 147



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 15 septembre 2005, conformément à l'article 212-13 du Règlement général de l'AMF. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 17 mars 2005 sous le numéro D.05-0233. Il ne pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

1

Personnes responsables de l'actualisation et du contrôle des comptes

PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION ET PERSONNE RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE > 4

- Personne responsable de l'actualisation > 4
- Attestation du responsable > 4
- Personne responsable de l'information financière > 4

CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES > 4

- Responsables du contrôle des comptes > 4

PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION ET PERSONNE RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

» Personne responsable de l'actualisation

M. Georges Pauget, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

» Attestation du responsable

« Après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les données du présent document sont, à ma connaissance, conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Crédit Agricole S.A. a obtenu de ses contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France,

à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans la présente actualisation. »

Fait à Paris le 15 septembre 2005

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A.
Georges Pauget

» Personne responsable de l'information financière

M. Denis Kleiber

Responsable Relations Investisseurs
Direction Finances Groupe de Crédit Agricole S.A.
Téléphone : +33 1 43 23 26 78

CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

» Responsables du contrôle des comptes

TITULAIRES

Barbier Frinault et Autres Ernst & Young	PricewaterhouseCoopers Audit
Société représentée par Valérie MEEUS	Société représentée par Gérard HAUTEFEUILLE
41, rue Ybry 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex	63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine Cedex
Commissaires aux comptes membres de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles	Commissaires aux comptes membres de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Paris

SUPPLÉANTS

Alain GROSMANN	Pierre COLL
41, rue Ybry 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex	63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine Cedex

BARBIER FRINAULT et AUTRES a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans et renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000.

BARBIER FRINAULT et AUTRES représenté par Valérie MEEUS est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002.

Alain GROSMANN a été désigné en tant que Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans et renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000.

Ont été nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2004, et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005, les Commissaires aux comptes suivants :

- PricewaterhouseCoopers Audit, Commissaire aux comptes titulaire ;
- PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Gérard HAUTEFEUILLE ;
- Pierre COLL, Commissaire aux comptes suppléant.

2

Évolution récente

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. SUR LE 1 ^{ER} SEMESTRE 2005	› 7
RÉSULTATS DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2005	› 29
ÉTATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2005	› 75

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.	8
• Changements de principes et méthodes comptables : application du nouveau référentiel IAS/IFRS	8
• Évolution du périmètre de consolidation	9
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.	9
• Environnement économique et financier	9
• Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.	10
STRUCTURE FINANCIÈRE DU GROUPE	11
ANALYSE DES RÉSULTATS PAR MÉTIER	12
• Présentation des pôles métiers du Groupe	12
• Règles d'allocation des fonds propres	12
• Résultats par métier	13
ÉVOLUTION RÉCENTE DU CAPITAL	21
ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES	21
• Évolutions récentes	21
ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION	24
• La gestion des risques dans le Groupe Crédit Agricole S.A.	24

Dans un environnement économique et financier contrasté, Crédit Agricole S.A. a dégagé des résultats en forte progression au cours du premier semestre 2005. Le résultat net, part du Groupe, atteint 1 865 millions d'euros, en hausse de 31,3 % sur celui du premier semestre 2004 (à normes constantes). Le ROE annualisé s'établit à 15,9 %.

Cette performance reflète de bons résultats opérationnels (progression du résultat brut d'exploitation de 11,5 %), une amélioration du coefficient d'exploitation, un coût du risque encore en diminution pour s'établir à un niveau historiquement bas, une croissance marquée (+ 27,2 %) de la contribution des sociétés mises en équivalence et une rentabilité en forte hausse.

Ces résultats sont obtenus dans un Groupe transformé en profondeur après l'achèvement de l'intégration du Crédit Lyonnais. De fait, l'exercice 2005 constitue la première année de plein exercice du Groupe dans sa nouvelle configuration. Chacun des métiers a contribué à cette croissance, portée par une activité commerciale soutenue dans les Caisses régionales et dans le réseau du Crédit Lyonnais, par un fort dynamisme des métiers de la gestion d'actifs et des services financiers spécialisés et par une forte progression des résultats de la banque de financement et d'investissement et de la banque de détail à l'international.

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

► Changements de principes et méthodes comptables : application du nouveau référentiel IAS/IFRS

En application du règlement CE n° 1606/2002 adopté par l'Union européenne le 19 juillet 2002, les états financiers consolidés de Crédit Agricole S.A. sont établis, à compter des exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2005, selon le référentiel « International Financial Reporting Standards » (IFRS) applicable au 30 juin 2005. Le Groupe applique aussi la recommandation du 30 décembre 2003 émise par le Comité des Régulateurs de Valeurs Mobilières (CESR) et requise par la recommandation AMF du 6 juillet 2004 sur la transition aux normes IFRS.

La note 1 de l'annexe aux états financiers « principes comptables » présente une description des principes retenus par le Groupe et des modalités d'application.

CONDITIONS DE CONSTITUTION DES ÉLÉMENTS CHIFFRÉS

La date de transition aux normes IFRS est le 1^{er} janvier 2004 pour l'ensemble des normes, à l'exception des IAS 32 et 39 et de l'IFRS 4 applicables à compter du 1^{er} janvier 2005. En conséquence, les rapprochements avec l'exercice 2004 sont effectués conformément à la réglementation entre normes françaises et normes IFRS hors les normes IAS 32 et 39.

Toutefois, afin de rendre les comparaisons pertinentes, les données 2004 ont été également estimées y compris l'effet des normes IAS 32 et 39 et de la norme IFRS 4. Ces estimations n'ont pas fait l'objet de travaux de la part des Commissaires aux comptes.

Les états financiers sont donc présentés sous deux formats :

- un jeu de comptes « réglementaire » examiné par les Commissaires aux comptes, qui présente les comptes au 30 juin 2005 aux normes IFRS (référentiel complet) comparés aux comptes de 2004 retraités aux normes IFRS applicables en 2004 (c'est-à-dire hors normes IAS 32 et 39 et IFRS 4). Les données chiffrées de ces deux périodes ne sont donc pas directement comparables ;
- le second, produit pour des besoins de comparabilité, présente les comptes au 30 juin 2005 comparés aux comptes de 2004 à normes constantes. Ces données n'ont fait l'objet d'aucun travail de la part des Commissaires aux comptes.

Sauf indication contraire, dans ce rapport d'activité pour le premier semestre 2005, l'analyse des évolutions est faite à normes constantes ; celles-ci sont calculées par rapport aux données 2004 estimées selon les normes IAS/IFRS y compris les normes IAS 32 et 39 et IFRS 4.

IMPACTS DU NOUVEAU RÉFÉRENTIEL IAS/IFRS SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. EN 2004 ET AU 1^{ER} JANVIER 2005

Les impacts du passage aux normes IAS/IFRS sur les capitaux propres et les résultats de l'exercice 2004 ont fait l'objet d'une communication spécifique de Crédit Agricole S.A. le 22 avril 2005, reprise dans l'actualisation A.02 du document de référence de Crédit Agricole S.A. déposée auprès de l'AMF le 4 mai 2005.

Le montant des capitaux propres estimé au 1^{er} janvier 2005 (y compris les normes IAS 32 et 39 et IFRS 4) communiqué à cette occasion (26 603 millions d'euros) a fait l'objet d'une correction à la baisse de 493 millions d'euros correspondant principalement aux impacts des sociétés cotées dans lesquelles le Groupe détient une participation minoritaire qui n'avaient pas encore rendu public les impacts de leur conversion aux IAS/IFRS (cf. tableau de passage des capitaux propres dans les états financiers).

Les tableaux de passage du résultat au 30 juin 2004 en normes françaises au résultat en normes IFRS hors IAS 32 et 39 et IFRS 4 d'une part et y compris IAS 32 et 39 et IFRS 4 d'autre part sont présentés en notes 30 et 31 des annexes aux états financiers.

➤ Évolution du périmètre de consolidation

Au 30 juin 2005, le périmètre de consolidation du Groupe comprend 413 filiales et participations.

Depuis le 31 décembre 2004, il a peu évolué (se reporter à la note 2 de l'annexe aux états financiers « périmètre de consolidation »).

Les principales variations de périmètre affectant les comptes entre le 1^{er} semestre 2004 et le 1^{er} semestre 2005 sont les suivantes :

- dans l'affacturage, Crédit Agricole S.A. a porté de 49,1 % à 98,2 % sa participation dans Eurofactor en rachetant, en toute fin d'année 2004, la participation que détenait Euler Hermes. Le changement de méthode de consolidation des résultats dans les comptes de Crédit Agricole S.A. est intervenu en date du 31 décembre 2004 : au 31 décembre 2004, les résultats d'Eurofactor étaient encore consolidés par la méthode de l'intégration proportionnelle. En revanche, le bilan était consolidé globalement à cette date ;
- en banque de détail à l'international, Calyon a cédé, le 30 juillet 2004, 42 % des 51 % de sa participation dans la Banque Libano-Française SAL. Aussi, ses résultats étaient encore pris en compte dans ceux de Crédit Agricole S.A. au premier semestre 2004 ;
- dans l'assurance, Pacifica a porté à 40 % sa participation dans les Assurances Fédérales IARD. AF IARD est consolidée par mise en équivalence à compter de juin 2005, mais l'impact sur les résultats n'est pas significatif (1,7 million d'euros).

Les autres modifications affectant le périmètre du Groupe entre les premiers semestres 2004 et 2005 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes. Il s'agit de la consolidation en direct d'entités précédemment consolidées sous un palier. Il s'agit aussi de fusions d'entités dans le cadre de la réorganisation du Groupe.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

➤ Environnement économique et financier

L'environnement économique et financier est resté globalement contrasté au premier semestre 2005.

Les États-Unis ont affiché une forte croissance du PIB (+ 3,6 % en moyenne sur le premier semestre 2005). La consommation des ménages, tirée par le rebond de l'emploi, reste bien orientée mais avec un certain essoufflement par rapport au semestre précédent. L'investissement des entreprises, malgré une évolution erratique, affiche aussi une performance flatteuse. Au total, les États-Unis conservent leur rôle de locomotive de la croissance mondiale mais les déséquilibres (double déficit courant et public) restent prégnants.

En Europe, la croissance est nettement plus modeste (+ 0,4 % en moyenne sur le premier semestre). Après un premier trimestre satisfaisant (la dynamique de la demande mondiale ayant permis une bonne progression des exportations), le deuxième trimestre affiche un ralentissement transitoire. Si les causes sont multiples (ralentissement de la demande mondiale, absence d'une politique budgétaire de soutien, déstockage industriel), deux éléments ont joué plus fortement : un choc de compétitivité (lié à la hausse marquée de l'euro au premier

trimestre), un choc de prix (hausse du coût des matières premières avec un impact négatif sur le pouvoir d'achat des ménages et les marges des industriels). En outre, la demande des ménages continue d'afficher des performances modestes dans la zone euro suite à l'évolution atone de leur revenu dans un contexte où l'emploi peine à redémarrer. En France, cependant, la consommation résiste mieux malgré une confiance des ménages très faible et un marché du travail difficile : ponction dans l'épargne, recours accru à l'endettement, bonne tenue du marché immobilier (effet de richesse, plus-values) expliquant les bons résultats.

Sur les marchés financiers, on note une bonne progression des marchés actions européens dans un contexte de persistance de taux d'intérêt bas et d'une croissance non inflationniste (en dépit de la hausse des prix du pétrole). Aux États-Unis, la politique de remontée graduelle des taux d'intérêt se poursuit (+ 100 points de base au premier semestre) mais l'impact sur les taux longs est très faible. Ces derniers restent sur des niveaux particulièrement bas de part et d'autre de l'Atlantique. En Europe, le maintien d'un statu quo par la BCE en matière de taux d'intérêt et les perspectives de croissance modeste expliquent en partie la faiblesse des taux longs et l'écartement du spread de taux d'intérêt à long terme (à la faveur des États-Unis).

➤ Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Rappelons que, dans l'analyse des résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. présentée ci-après, les évolutions sont calculées par rapport aux **données estimées¹ du premier semestre 2004**.

Le résultat net, part du groupe, de Crédit Agricole S.A. sur le premier semestre 2005 s'élève à 1 865 millions d'euros, en hausse de 31,3 %

sur celui de la même période de 2004. Avant prise en compte des coûts liés au rapprochement entre Crédit Agricole S.A. et le Crédit Lyonnais, il atteint 1 963 millions d'euros et s'accroît de 27,9 % sur celui du premier semestre 2004. Le résultat du second trimestre (1 026 millions d'euros) confirme la tendance avec une progression de 9,5 % sur celui du premier trimestre 2005 et de 18,1 % sur celui du second trimestre 2004.

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS SYNTHÉTIQUE

(en millions d'euros)	S1 2004 estimé ¹ IAS/IFRS	S1 2005	variation 2005/2004
Produit net bancaire	6 274	6 694	+ 6,7 %
Charges générales d'exploitation	(4 273)	(4 463)	+ 4,4 %
Résultat brut d'exploitation	2 001	2 231	+ 11,5 %
Coût du risque	(309)	(261)	- 15,5 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	580	738	+ 27,2 %
Autres éléments hors exploitation	(29)	19	n.s.
Résultat courant avant impôts	2 243	2 727	+ 21,6 %
Coûts liés au rapprochement CA S.A./Crédit Lyonnais	(164)	(144)	- 12,2 %
Impôt sur les bénéfices	(502)	(541)	+ 7,8 %
Résultat net	1 577	2 042	+ 29,5 %
Intérêts minoritaires	(157)	(177)	+ 12,7 %
Résultat net part du Groupe	1 420	1 865	+ 31,3 %
Résultat net part du Groupe avant coûts liés au rapprochement CA S.A. - Crédit Lyonnais	1 535	1 963	+ 27,9 %

Cette performance traduit une augmentation sensible de la contribution de tous les métiers. La forte dynamique commerciale des activités de banque de détail en France permet aux Caisses régionales et au Crédit Lyonnais de dégager des résultats opérationnels en forte hausse ; la gestion d'actifs enregistre un très bon niveau de collecte et une très bonne rentabilité ; les Services financiers spécialisés bénéficient de la combinaison positive d'une croissance organique forte et de la politique d'acquisition engagée ; les revenus et les résultats de la Banque de financement et d'investissement (BFI) sont en hausse et son coefficient d'exploitation en très nette amélioration ; la banque de détail à l'international profite de l'excellente contribution de Banca Intesa.

Le **produit net bancaire** s'établit à 6 694 millions d'euros. Sa croissance de 6,7 % est tirée notamment par le bon niveau d'activité des métiers de gestion d'actifs et de BFI, les effets relatifs aux impacts de change et de périmètre se compensant totalement.

Les **charges d'exploitation** sont contenues à 4 463 millions d'euros, en augmentation de 4,4 % par rapport au premier semestre 2004 où la base de coûts était significativement réduite. Cette évolution des charges est liée en grande partie à la très bonne tonicité des activités

de la BFI, les synergies réalisées permettant d'absorber l'essentiel de la hausse des charges liées à la croissance organique.

En conséquence, le **résultat brut d'exploitation** ressort à 2 231 millions d'euros, enregistrant une progression de 11,5 % par rapport au premier semestre 2004 (+ 11,5 % également à taux de change et périmètre constant). Le coefficient d'exploitation continue de s'améliorer, passant de 68,1 % au premier semestre 2004 à 66,7 % au premier semestre 2005 (- 1,4 point).

Le **coût du risque** représente 261 millions d'euros ; dans un environnement de risque toujours très favorable, il s'inscrit en recul de 15,5 % par rapport à celui de la période correspondante de 2004. Les créances douteuses s'élèvent à 8,5 milliards d'euros au 30 juin 2005 contre 8,7 milliards d'euros en 2004, représentant 3,5 % des créances brutes sur la clientèle et les établissements de crédit contre 4,2 % sur l'année 2004. Elles sont couvertes à hauteur de 87,5 % par des provisions (84 % en 2004), dont 69,1 % hors provisions collectives.

La **contribution des sociétés mises en équivalence** est en hausse de 27,2 %, passant de 580 millions d'euros au premier semestre 2004 à 738 millions d'euros. Cette forte croissance provient pour l'essentiel

1. Afin de rendre les comparaisons plus pertinentes, les données relatives au premier semestre 2004 ont été estimées en normes IAS/IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4. Ces données n'ont fait l'objet d'aucun travail de la part des Commissaires aux comptes.

de la progression de 18,3 % de la quote-part des résultats des Caisses régionales et de la contribution des banques de détail à l'international (+ 34,8 % par rapport au premier semestre 2004) dont principalement Banca Intesa.

Avant coûts liés au rapprochement, le **résultat avant impôts** s'élève à 2 727 millions d'euros, en hausse de 21,6 % sur la même période de 2004 et le **résultat net part du groupe** atteint 1 963 millions d'euros, en hausse de 27,9 %, conduisant à un **ROE** annualisé de 15,9 % (hors plus-values latentes) pour le Groupe. La rentabilité des capitaux propres alloués aux métiers s'établit à 20,2 %.

Les coûts bruts générés par le rapprochement de Crédit Agricole S.A. et du Crédit Lyonnais et comptabilisés en résultat au cours du premier semestre 2005 s'élèvent à 144 millions d'euros (soit 98 millions d'euros nets d'impôt). Ils financent les projets destinés à concrétiser les synergies (rationalisation du dispositif immobilier et des systèmes informatiques, accompagnement social).

Les synergies réalisées (soit 612 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice 2005 acquises dès le 30 juin 2005) sont en ligne avec les objectifs de réduction de coûts attendus (620 millions d'euros pour 2005 et 760 millions d'euros pour 2006).

STRUCTURE FINANCIÈRE DU GROUPE

Au 30 juin 2005, les **capitaux propres**, part du Groupe, (y compris le résultat de l'exercice) s'élèvent à 27,7 milliards d'euros.

Leur augmentation depuis le 1^{er} janvier 2005 (+ 1,6 milliard d'euros) s'explique pour l'essentiel par le résultat du semestre (1,9 milliard d'euros), diminué des dividendes versés par Crédit Agricole S.A. au titre de l'exercice 2004 (813 millions d'euros après dividendes reçus des Caisses régionales et des filiales). Elle résulte aussi des gains latents du semestre sur les titres disponibles à la vente et des écarts de conversion.

Les **fonds propres bruts** (capitaux propres, dettes subordonnées et assimilées) du Groupe atteignent 51,9 milliards d'euros (contre 48,8 milliards d'euros au 1^{er} janvier 2005), en augmentation de 3,1 milliards d'euros sur le semestre en liaison avec l'accroissement des capitaux propres et des dettes subordonnées (+ 1,4 milliard d'euros).

Après déduction de la part des intérêts minoritaires (1,1 milliard d'euros hors actions de préférence), la part du Groupe dans les fonds propres atteint 50,8 milliards d'euros.

Au 30 juin 2005, le **ratio international de solvabilité** s'établit à 8,2 % contre 8,0 % au 31 décembre 2004 estimé après application des normes IAS/IFRS (8,6 % en normes françaises). Le ratio de solvabilité Tier One s'inscrit à 7,8 % contre 7,4 % au 31 décembre 2004 estimé aux normes IFRS (8,0 % en normes françaises).

RATIO INTERNATIONAL DE SOLVABILITÉ DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

	31/12/2004 publié normes françaises	30/06/2005
<i>(en milliards d'euros)</i>		
Risques		
Risques de crédit	195,0	217,6
Risques de marché	20,6	18,3
- Risques de taux	14,3	14,5
- Risques actions	2,4	0,5
- Risques de change	1,5	0,6
- Risques sur les matières premières	0,0	0,0
- Risques évalués par modèle interne	2,4	2,7
Total des risques pondérés (dénominateur)	215,6	235,9
Fonds propres disponibles		
Tier 1	17,6	18,9
Tier 2	14,2	15,2
Tier 3	1,2	1,1
Déductions	- 14,5	- 15,8
Total des fonds propres disponibles	18,5	19,4
Ratio de solvabilité Tier 1	8,0 %	7,8 %
Ratio de solvabilité global	8,6 %	8,2 %

L'évolution des différentes composantes du ratio s'analyse comme suit :

■ les risques pondérés s'élèvent à 235,9 milliards d'euros au 30 juin 2005 en progression de 20,3 milliards d'euros sur le premier semestre 2005 (+ 9,4 %). Cette évolution reflète pour l'essentiel la progression des risques pondérés de la Banque de financement et d'investissement (+ 4,1 % hors effet dollar) et l'incidence de l'augmentation du cours du dollar (+ 2,5 %) ;

- les fonds propres durs (Tier 1) s'élèvent à 18,9 milliards d'euros au 30 juin 2005, en hausse de 1,3 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2004 essentiellement en raison du résultat conservé de la période, de l'émission de titres super subordonnés réalisée au mois de janvier et des écarts de conversion positifs constatés au premier semestre ;
- les fonds propres complémentaires (Tier 2) augmentent de 1 milliard d'euros, à 15,2 milliards d'euros, sous l'effet des émissions de TSR et de TSDI (997 millions d'euros au total) ;

- les fonds propres surcomplémentaires admis au ratio (Tier 3) sont quasiment stables ;
- les déductions augmentent de 1,3 milliard d'euros (dont près de 500 millions d'euros dus à la hausse des capitaux propres des sociétés mises en équivalence résultant du passage aux normes IAS).

ANALYSE DES RÉSULTATS PAR MÉTIER

➤ Présentation des pôles métiers du Groupe

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les activités sont organisées en sept secteurs :

- Banque de proximité en France - Caisses régionales ;
- Banque de proximité en France - Le Crédit Lyonnais ;
- Services financiers spécialisés ;
- Gestion d'actifs, assurances et banque privée ;
- Banque de financement et d'investissement ;
- Banque de détail à l'international ;
- Gestion pour compte propre et divers.

Les résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. sont analysés par grande ligne de métiers selon les conventions décrites dans le rapport de gestion sur l'exercice 2004.

Suite aux réorganisations internes consécutives à l'intégration du Crédit Lyonnais dans le Groupe, les découpages d'activités entre les pôles métiers ont subi quelques modifications. Ces réaffectations ont fait l'objet de retraitements dans les comptes de l'exercice 2004 ; elles sont marginales : au premier semestre 2004, elles affectent pour 0,5 million d'euros le résultat brut d'exploitation de la BFI (soit 0,09 %), pour 2,5 millions d'euros le résultat brut d'exploitation du métier de Gestion d'actifs (soit 0,3 %), pour 5 millions d'euros le résultat brut d'exploitation de la Banque de détail à l'international (soit 13,7 %) et pour 2 millions d'euros le résultat brut d'exploitation du Compte propre et divers (soit 0,6 %). Les principaux soldes intermédiaires de gestion des métiers concernés par ces réaffectations de produits et de charges sont indiqués pour 2004 « à périmètre et conventions comparables à 2005 ». Toutes les données suivies d'un astérisque (*) sont calculées sur cette base.

Par ailleurs, l'affectation de l'activité de Capital-investissement a été modifiée. Cette activité, réalisée par Crédit Agricole Private Equity et IDIA, antérieurement intégrée au métier de Banque de financement et d'investissement, est rattachée au pôle « Gestion pour compte propre

et divers » à compter de l'exercice 2005. De même, le périmètre du pôle de Banque de détail à l'international a fait l'objet de changements limités, certaines filiales (BFCAG, UBAF, Yémen, Égypte) ayant été transférées vers d'autres métiers. Les résultats 2004 de ces métiers ont été retraités en conséquence, de même que l'allocation des fonds propres.

➤ Règles d'allocation des fonds propres

La méthodologie d'allocation des fonds propres par pôle et de calcul des retours sur fonds propres ou ROE (return on equity) est celle en vigueur au 31 décembre 2004 dont les règles sont décrites dans le rapport de gestion sur l'exercice 2004 (voir document de référence 2004 « Présentation des pôles métiers du Groupe » et « Règles d'allocation des fonds propres »).

RISQUES PONDÉRÉS RETENUS POUR L'ALLOCATION DES FONDS PROPRES

<i>[en milliards d'euros]</i>	30/06/2004	30/06/2005
Banque de proximité en France	87,9	93,3
- Caisses régionales	50,7	53,8
- Le Crédit Lyonnais	37,2	39,5
Services financiers spécialisés	31,2	35,8
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	11,8	13,1
Banque de financement et d'investissement	116,8	125,3
Banque de détail à l'international	3,6	3,2

FONDS PROPRES ALLOUÉS PAR MÉTIERS

(en milliards d'euros)	30/06/2004	30/06/2005
Banque de proximité en France	5,4	5,8
- Caisses régionales	3,2	3,4
- Le Crédit Lyonnais	2,2	2,4
Services financiers spécialisés	1,9	2,1
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	5,3	5,8
Banque de financement et d'investissement	7,2	7,7
- Banque de marchés et d'investissement	2,4	2,6
- Banque de financement	4,8	5,1
Banque de détail à l'international	2,4	2,4
Fonds propres alloués aux métiers	22,2	23,8

(en %)	30/06/2004	30/06/2005
Banque de proximité en France	24,2 %	24,2 %
Services financiers spécialisés	8,6 %	8,9 %
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	24,1 %	24,5 %
Banque de financement et d'investissement	32,4 %	32,5 %
Banque de détail à l'international	10,7 %	9,9 %
Fonds propres alloués aux métiers	100 %	100 %

Pour chaque métier, le ROE est obtenu en divisant le résultat net du métier - après refacturation des excédents ou déficits de fonds propres - , avant coûts liés au rapprochement Crédit Agricole S.A. - Crédit Lyonnais, par le montant des fonds propres, fin de période, alloués à ce métier.

➤ Résultats par métier

CONTRIBUTION DES MÉTIERS AU RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.
(avant coûts liés au rapprochement)

(en millions d'euros)	30/06/2004* estimé ¹ IFRS	30/06/2005
Banque de proximité en France		
- Caisses régionales	375	444
Banque de proximité en France		
- Le Crédit Lyonnais	376	425
Services financiers spécialisés	340	384
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	715	856
Banque de financement et d'investissement	585	869
Banque de détail à l'international	191	240
Compte propre et divers	(339)	(491)
Total résultat	2 243	2 727

1. BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - CAISSES RÉGIONALES

La contribution des Caisses régionales au résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. enregistre une croissance de 18,3 % à 373 millions d'euros.

Rappelons que le résultat de Crédit Agricole S.A. n'intègre que 25 % des résultats des 41 Caisses régionales consolidées par mise en équivalence ; leur impact apparaît uniquement au travers du poste « Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence ». Au total, le métier Banque de proximité en France - Caisses régionales contribue ainsi pour plus de 16 % au résultat courant avant impôts du Groupe (hors coûts liés au rapprochement Crédit Lyonnais - Crédit Agricole).

(en millions d'euros)	S1 2004 estimé ¹ IFRS	S1 2005	variation 2005/2004
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	375	444	+ 18,3 %
Résultat avant impôt	375	444	+ 18,3 %
Impôt sur les bénéfices	(60)**	(71)**	+ 18,3 %
Résultat net	315	373	+ 18,3 %
ROE (en % des fonds propres alloués)		20,6 %	

****.** Impact fiscal des dividendes perçus des Caisses régionales, les dividendes des CCI et CCA ne bénéficiant pas du régime fiscal mère-fille.

Cette progression du résultat du métier reflète la poursuite de la dynamique de croissance de l'activité des Caisses régionales, des charges d'exploitation bien maîtrisées et une couverture prudente des risques. Les résultats opérationnels sont en progression constante.

Le produit net bancaire des Caisses régionales progresse de 6,7 % à 6,3 milliards d'euros (données sociales agrégées) et de 4,4 % hors dividendes et assimilés reçus de Crédit Agricole S.A. De fait, elles ont réalisé une activité très soutenue au premier semestre 2005 sur l'ensemble de leurs marchés.

L'activité de collecte bilan et hors-bilan a continué de se développer à un rythme soutenu : + 9,1 milliards d'euros depuis le début de l'année et + 6,9 % de juin 2004 à juin 2005 pour atteindre un encours total de 436,4 milliards d'euros.

L'augmentation des **dépôts bancaires** est toujours portée par les livrets : + 7,9 % (à 54,1 milliards d'euros), plus particulièrement les comptes sur livrets ordinaires (+ 12,2 %) et les livrets « jeunes » (+ 9,2 %) ainsi que par le succès du produit épargne retraite « Capital Vert Croissance » qui a drainé plus de 600 millions d'euros de collecte sur le semestre. De même, les dépôts à vue enregistrent une progression significative : + 5,7 % sur un an.

1. Afin de rendre les comparaisons pertinentes, les données relatives au premier semestre 2004 ont été estimées en normes IAS/IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4.

*. Elles ont été, par ailleurs, établies à périmètre et conventions comparables.

Ces données n'ont fait l'objet d'aucun travail de la part des Commissaires aux comptes.

La collecte hors-bilan des Caisses régionales a fortement augmenté (+ 10,1 % par rapport à juin 2004) grâce aux performances de l'assurance vie (avec une croissance des encours de 10,6 % sur un an) et des valeurs mobilières (+ 9,5 % pour les OPCVM, FCPE et SCPI et + 9,7 % pour les titres).

La forte croissance de l'activité de crédit ne se dément pas dans un contexte de taux d'intérêt favorable aux emprunteurs. Les réalisations de prêts à moyen et long terme (hors prêts à la consommation) des Caisses régionales atteignent 26 milliards d'euros, en hausse de 11,9 % par rapport à celles du premier semestre 2004. La production bénéficie d'une demande toujours aussi tonique sur les marchés de l'habitat (15,7 milliards d'euros soit + 16,8 % sur la même période de 2004), des entreprises (+ 18,4 %) et des professionnels (+ 13,5 %).

Les encours des prêts bruts des Caisses régionales enregistrent une croissance vigoureuse de 8,9 % entre juin 2004 et juin 2005, supérieure à celle observée l'année précédente (+ 8,5 %) ; ils atteignent 252,1 milliards d'euros au 30 juin 2005. La hausse des encours concerne tous les secteurs, avec une accélération de la croissance des prêts à l'habitat (+ 12,9 % sur un an), des prêts aux entreprises (+ 6,5 %) et aux professionnels (+ 4 %).

Ce développement des crédits s'accompagne d'une légère baisse du taux de créances douteuses et litigieuses qui ne représente plus que 3,3 % des encours de crédits contre 3,7 % un an auparavant. Néanmoins, le provisionnement reste prudent, le taux de couverture des créances douteuses et litigieuses passant de 69,2 % au premier semestre 2004 à 73,0 % au premier semestre 2005.

L'évolution du produit net bancaire bénéficie de la solide progression des commissions de la clientèle (+ 6,8 %), tirée par les commissions liées aux activités d'assurances (+ 8,9 %) et aux opérations sur les OPCVM (+ 14,6 %).

La progression des charges est bien maîtrisée (+ 2,3 % par rapport à la même période de 2004), à 3 307 millions d'euros, ce qui permet de dégager un résultat brut d'exploitation (corrigé des dividendes et assimilés reçus de Crédit Agricole S.A.) en progression de 7,5 % sur un an, et un coefficient d'exploitation à 58,2 %, en amélioration continue (- 1,2 point par rapport au premier semestre 2004).

Après prise en compte du coût du risque en baisse de 7,8 % à 345 millions d'euros (soit 23 points de base) et de l'impôt sur les sociétés, le résultat net cumulé (hors dividendes et assimilés reçus de Crédit Agricole S.A.) des 41 Caisses régionales atteint 1 112 millions d'euros, en progression de 10,6 % sur un an.

Après passage aux normes IFRS des comptes individuels des Caisses régionales, intégration des comptes de leurs filiales et retraitements de consolidation, la contribution au résultat consolidé de Crédit Agricole S.A. passe de 375 millions d'euros au premier semestre 2004 à

444 millions d'euros au premier semestre 2005 (+ 18,3 %). La rentabilité des capitaux propres alloués au métier ressort à 20,6 %.

2. BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - LE CRÉDIT LYONNAIS

(en millions d'euros)	S1 2004 estimé ¹ IFRS	S1 2005	variation 2005/2004
Produit net bancaire	1 696	1 737	+ 2,4 %
Charges d'exploitation et amortissements	(1 240)	(1 240)	0,0 %
Résultat brut d'exploitation	456	497	+ 9,1 %
Coût du risque	(80)	(72)	- 8,9 %
Résultat avant impôts	376	425	+ 12,9 %
Impôt sur les bénéfices	(115)	(127)	+ 10,4 %
Résultat net	261	297	+ 14,0 %
ROE (en % des fonds propres alloués)		25,1 %	

Le Crédit Lyonnais enregistre un résultat brut d'exploitation en croissance sensible (+ 9,1 %).

Le produit net bancaire du semestre atteint 1 737 millions d'euros, en hausse de 2,4 % sur un an. La période est marquée par la poursuite d'une bonne dynamique commerciale, tant dans le domaine de la collecte que du crédit dans un contexte de forte concurrence.

Les encours de collecte bilan et hors-bilan se sont accrus de 5,9 % sur un an et atteignent 122,3 milliards d'euros. La hausse est plus marquée pour les produits d'épargne de bilan (+ 7,3 %) sous l'effet principal de l'attrait des livrets (+ 19,0 % sur un an) et, notamment, du livret « Cerise », ainsi que des comptes à terme (+ 8,6 %). La croissance annuelle des dépôts à vue s'accélère aussi passant de + 3,3 % fin mars à + 5,2 % fin juin grâce aux liquidités des entreprises.

La collecte en assurance vie poursuit sa progression à un rythme soutenu avec une collecte nette en hausse de 30 % sur celle du premier semestre 2004 et des encours en hausse de 9,8 % à 31,2 milliards d'euros.

En matière d'opérations sur titres, le Crédit Lyonnais s'est montré particulièrement performant au cours du premier trimestre dans le placement des titres SANEF obtenant une part de marché (20 %) très supérieure à sa part de marché dans l'épargne.

La production de crédits aux particuliers reste soutenue notamment pour le financement de l'habitat dont les encours progressent de 9,4 % sur un an. La croissance annuelle des crédits aux professionnels accélère passant de 2,6 % fin mars à 4,3 % fin juin 2005 sous l'impact des prêts à l'équipement. La reprise de la demande de crédits à moyen et long terme des PME, constatée au premier trimestre, se confirme au second ; la production est en hausse de 34 % par rapport à celle du premier semestre 2004 et les encours de 11,9 %. Au total, les encours

1. Afin de rendre les comparaisons plus pertinentes, les données relatives au premier semestre 2004 ont été estimées en normes IAS/IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4. Ces données n'ont fait l'objet d'aucun travail de la part des Commissaires aux comptes.

de crédits progressent de 6,6 % sur un an pour atteindre 50,3 milliards d'euros au 30 juin 2005.

Hors éléments exceptionnels, la hausse du produit net bancaire est portée par les commissions perçues qui progressent de 4,2 % notamment celles sur les opérations d'assurance (+ 6,5 %) et la gestion mobilière (+ 5,7 %). Les commissions liées à la gestion des comptes enregistrent aussi un rebond notable au second trimestre 2005 (+ 11,7 % par rapport à la même période de 2004). Les commissions représentent ainsi 46 % du produit net bancaire du semestre.

Les **charges d'exploitation** sont restées stables d'une période à l'autre à 1 240 millions d'euros ; les avancées du projet d'entreprise se traduisent par une baisse des charges structurelles permettant d'absorber les coûts des investissements commerciaux (poursuite du programme d'optimisation du réseau d'agences, montée en puissance des plates-formes téléphoniques, lancement de la nouvelle marque « LCL »).

Le résultat brut d'exploitation s'établit donc à 497 millions d'euros au premier semestre 2005, en augmentation de 9,1 % sur celui du premier semestre 2004 et le **coefficient d'exploitation** de 71,4 % est en amélioration notable de 1,7 point sur un an.

La **charge du risque** est en retrait de 7,1 millions d'euros sur celle du premier semestre 2004 (- 8,9 %). Mesuré par rapport aux encours pondérés, le coût du risque (y compris provisions collectives) passe de 45 points de base en 2004 à 36 points de base fin juin 2005 mais le ratio de couverture des risques continue de se renforcer à 80,3 %.

Le **résultat net** du semestre s'établit à 297 millions d'euros, en progression de 14 % sur celui du premier semestre 2004. Le ROE annualisé atteint 25,1 % sur le semestre.

3. SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2004 estimé ¹ IFRS	S1 2005	variation 2005/2004
Produit net bancaire	1 130	1 197	+ 5,9 %
Charges d'exploitation et amortissements	(592)	(632)	+ 6,8 %
Résultat brut d'exploitation	538	565	+ 5,0 %
Coût du risque	(189)	(183)	- 3,2 %
Résultat d'exploitation	349	382	+ 9,4 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(3)	2	n.s.
Autres éléments hors exploitation (hors coûts liés au rapprochement)	(6)	0	- 100 %
Résultat avant impôts	340	384	+ 12,8 %
Impôt sur les bénéfices	(120)	(129)	+ 7,7 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	220	255	+ 15,6 %
ROE (en % des fonds propres alloués)		23,7 %	

Le groupe Crédit Agricole S.A. poursuit son renforcement dans ce pôle, notamment dans le crédit à la consommation et dans l'affacturage.

Dans l'affacturage, Crédit Agricole S.A. a porté de 49,1 % à 98,2 % sa participation dans Eurofactor en rachetant fin décembre 2004 la participation que détenait Euler Hermes. Le changement de méthode de consolidation qui en résulte (méthode globale au 1^{er} semestre 2005 contre intégration proportionnelle en 2004) impacte les résultats du métier.

Ainsi, la consolidation globale d'Eurofactor dans les comptes au 30 juin 2005 de Crédit Agricole S.A. génère une augmentation du **produit net bancaire** du pôle de 3 points sur une croissance totale du PNB de 5,9 % (à 1 197 millions d'euros) ; elle explique aussi 4 points d'augmentation des charges d'exploitation sur une hausse totale de 6,8 % (à 632 millions d'euros). Le **résultat brut d'exploitation** atteint 565 millions d'euros, en hausse de 5,0 % et de 2,7 % hors l'impact de l'intégration globale d'Eurofactor.

Le pôle **affacturage** du Groupe poursuit son amélioration avec un chiffre d'affaires facturé de 14,9 milliards d'euros, en croissance de 15,0 % par rapport au premier semestre 2004 (hausse supérieure à celle du marché). Les encours atteignent 5,2 milliards d'euros, avec une progression nettement plus marquée à l'étranger (+ 13,8 %), notamment en Allemagne (3^e sur son marché) et en Belgique.

Les activités de crédit à la consommation génèrent plus de 85 % du résultat brut d'exploitation du pôle.

La **production de crédit à la consommation** s'élève à 11,3 milliards d'euros sur le premier semestre 2005, en très forte croissance par rapport au 1^{er} semestre 2004 (+ 18,4 %). Elle est particulièrement dynamique à l'étranger (+ 45,6 %), avec des performances remarquables en Italie (Agos Itafinco : + 65 %) et en Allemagne (Creditplus : + 28 %).

1. Afin de rendre les comparaisons plus pertinentes, les données relatives au premier semestre 2004 ont été estimées en normes IAS/IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4. Ces données n'ont fait l'objet d'aucun travail de la part des Commissaires aux comptes.

Au 30 juin 2005, les encours de crédits atteignent 34,2 milliards d'euros, en hausse de 15,2 % sur un an. En France, la coopération avec le réseau se développe à un rythme rapide : + 25,1 % avec les Caisses régionales et + 13,7 % avec le Crédit Lyonnais. À l'étranger, les encours des filiales marquent une progression de plus de 41 % et représentent désormais près de 32 % du total contre moins de 26 % il y a un an.

Les projets d'acquisition se poursuivent. Conformément à l'accord qui avait été conclu fin décembre 2004, Sofinco a finalisé, début juillet, la prise de contrôle de la société financière Credilar, filiale de la banque portugaise Millennium bcp, spécialisée en équipement de la maison. Cette opération permet à Sofinco de renforcer sa présence au Portugal en y devenant ainsi le leader des établissements généralistes de crédit à la consommation.

Sofinco a annoncé également, début juillet, la signature d'un accord portant sur l'acquisition de 100 % de la société C.P. Leasing en République tchèque (se reporter au communiqué de presse du 7 juillet 2005 - voir Perspectives/Tendances récentes).

Dans le domaine du **crédit-bail**, les encours de Crédit Agricole Leasing (nouvelle dénomination de la filiale Ucabail) sont relativement stables à 12,6 milliards d'euros fin juin 2005. L'activité connaît cependant une légère reprise (+ 5,6 % par rapport à la production du premier semestre 2004), plus soutenue à l'international (+ 12,7 %), notamment en Pologne au travers d'EFL, particulièrement dynamique sur les financements automobiles et l'équipement. En France, la production semestrielle de Crédit Agricole Leasing augmente de 5 % grâce au développement du crédit-bail mobilier et du financement des investissements publics et de projets liés à l'environnement.

Le **coût du risque** de l'ensemble du pôle représente 183 millions d'euros, en recul de 3,2 % sur un an, imputable à l'amélioration des risques constatée en crédit-bail et en crédit à la consommation.

Avant coûts liés au rapprochement, le **résultat avant impôt** ressort à 384 millions d'euros, en hausse de 12,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2004 et le **résultat net** s'établit à 255 millions, en hausse de 15,6 %. Le ROE ressort à 23,7 % au 30 juin 2005 et le **coefficient d'exploitation** du métier à 52,8 %.

4. GESTION D'ACTIFS, ASSURANCES ET BANQUE PRIVÉE

Le pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée a enregistré de bonnes performances au premier semestre 2005. Le **résultat brut d'exploitation** du pôle progresse de 16,4 % par rapport au premier semestre 2004 à 841 millions d'euros. Cette évolution résulte d'une progression de 10,5 % du produit net bancaire en liaison avec une activité soutenue. Elle résulte aussi d'une hausse des charges d'exploitation de 4,0 % sous l'effet d'éléments non récurrents (honoraires, réévaluation des provisions pour indemnités de départs et de retraites...).

(en millions d'euros)	S1 2004* estimé IFRS	S1 2005	variation 2005/2004
Produit net bancaire	1 384	1 529	+ 10,5 %
Charges d'exploitation et amortissements	(662)	(688)	+ 4,0 %
Résultat brut d'exploitation	722	841	+ 16,4 %
Coût du risque	(11)	4	n.s.
Résultat d'exploitation	711	844	+ 18,8 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	4	13	X 3,5
Autres éléments hors exploitation (hors coûts liés au rapprochement)	0	(2)	n.s.
Résultat avant impôts	715	856	+ 19,8 %
Impôt sur les bénéfices	(237)	(272)	+ 14,6 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	478	584	+ 22,4 %
ROE (en % des fonds propres alloués)		20,2 %	

Les **encours sous gestion** croissent de 15 % entre juin 2004 et juin 2005 pour dépasser 461 milliards d'euros (hors doubles comptes), soit + 55,7 milliards d'euros en six mois. Les performances commerciales et financières sont excellentes et le développement à l'international s'accélère.

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, l'encours total du Groupe (géré par les entités du groupe Segespar, BFT et Equalt) atteint 395,8 milliards d'euros au 30 juin 2005. Sur un an, la croissance des actifs gérés atteint 15,8 % hors apports intra-groupe et à périmètre constant. La progression a été particulièrement forte sur le semestre avec une hausse de 41,5 milliards d'euros à périmètre et méthode de valorisation inchangés. Elle a été alimentée par la performance des marchés sur la période et par une collecte nette proche de 21 milliards d'euros, concentrée principalement sur les fonds obligataires et alternatifs et largement dynamisée par les entreprises et les institutionnels.

Au cours du semestre, Crédit Agricole Asset Management a préparé la rationalisation de son offre d'OPCVM, enrichi sa gamme de nouveaux fonds à performance absolue (CAAM Dynarbitrage, obligations « Dynamo » gérées par CAAM et commercialisées par BNP Paribas), de produits structurés (Protein¹, Biathlon, Magnesium, Acti PEA, Selecta) et lancé sur Euronext un nouveau tracker (ETF CAC40 Indexis).

En outre, le processus de rapprochement entre les deux sociétés de gestion d'actifs immobiliers pour compte de tiers, Uniger et CLAM Immobilier, a pris juridiquement effet le 1^{er} juillet. Il donne naissance à Crédit Agricole Asset Management Immobilier, acteur de premier plan sur le marché des sociétés civiles de placement immobilier (SCPI), avec un encours de 2,2 milliards d'euros et une part de marché de 15 % (source ASPIM). Il développe, par ailleurs, à destination de la clientèle gestion privée, une activité de diversification patrimoniale combinant les savoir-faire respectifs des deux entités rapprochées.

1. Afin de rendre les comparaisons pertinentes, les données relatives au premier semestre 2004 ont été estimées en normes IAS/IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4.

*. Elles ont été, par ailleurs, établies à périmètre et conventions comparables.

Ces données n'ont fait l'objet d'aucun travail de la part des Commissaires aux comptes.

Les filiales internationales de gestion d'actifs ont également poursuivi leur rôle de relais de croissance avec une progression des encours plus forte (+ 47,6 %) qu'en France (+ 13,0 %), résultat de la montée en puissance des partenariats au Japon et en Corée et de la consolidation des activités en Europe, avec de belles réussites commerciales notamment en Italie et en Espagne et un renforcement de la présence au Royaume-Uni. À fin juin, 39,6 milliards d'euros d'actifs sont commercialisés par les filiales à l'étranger soit 10 % des actifs totaux et leur contribution à la collecte nette approche 40 %.

Le pôle Gestion d'actifs est appelé à se renforcer suite à la signature, fin mai dernier, de l'accord sur la prise de contrôle majoritaire de Nextra. Cet accord, entre Crédit Agricole S.A. et Banca Intesa, porte sur la prise de contrôle par Crédit Agricole Asset Management (CAAM), à hauteur de 65 %, de l'entité issue du rapprochement de Nextra Investment Management sgr (Nextra), filiale de gestion d'actifs de Banca Intesa et de CAAM sgr, filiale de CAAM en Italie. La transaction, dont la réalisation devrait avoir lieu au cours du second semestre 2005, reste soumise à l'approbation des autorités réglementaires compétentes. À l'issue de ce rapprochement, le Crédit Agricole deviendra l'un des cinq plus importants gestionnaires d'actifs en Europe (plus de 430 milliards d'euros d'actifs gérés par le groupe CAAM) et le seul acteur y disposant d'une position de premier plan dans deux pays (France et Italie). Avec près d'un tiers de ses actifs gérés hors de France, CAAM renforcera sa position d'acteur majeur au plan international.

Dans le domaine des services financiers aux émetteurs, le Crédit Agricole et le groupe Caisse d'Épargne ont signé, début juillet, un accord définitif pour regrouper leurs activités de services financiers aux institutionnels. Cet accord, qui sera concrétisé dès l'obtention des agréments, donnera naissance à CACEIS (Crédit Agricole - Caisse d'Épargne Investor Services) qui sera détenue à parité par Crédit Agricole S.A. et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne (CNCE) (communiqué de presse du 4 juillet 2005 - voir Perspectives/Tendances récentes).

En Banque privée, le semestre a été marqué par la poursuite des travaux de rapprochement engagés depuis 18 mois au sein du métier avec d'une part, la fusion juridique, organisationnelle et informatique de Crédit Agricole Indosuez (Suisse) et Crédit Lyonnais Suisse pour créer, le 19 mars, Crédit Agricole Suisse S.A., qui se place au 2^e rang des banques étrangères en Suisse pour l'activité de banque privée. Au Luxembourg, d'autre part, Crédit Agricole Indosuez Luxembourg et Crédit Lyonnais Luxembourg ont fusionné le 1^{er} juillet pour donner naissance à Crédit Agricole Luxembourg, l'un des acteurs majeurs de la place.

Fin juin 2005, les encours totaux de fortune gérée par le Groupe dépassent 73 milliards d'euros dont 45,6 milliards d'euros à l'étranger (Suisse, Luxembourg, Monaco, Espagne, Brésil), et 27,4 milliards d'euros en France ; ils ont progressé de 5,2 milliards d'euros sur le semestre. Sur un an, leur progression ressort à 4,6 % à périmètre constant (principalement cession de CAI Private Banking Italia Spa au 3^e trimestre 2004).

L'assurance vie poursuit sa dynamique de croissance. Le chiffre d'affaires global atteint 9,7 milliards d'euros, en croissance de 12,8 % par rapport au premier semestre 2004. Ce bon niveau d'activité a été soutenu par la faiblesse des taux rémunérateurs des placements alternatifs mais aussi par le regain de dynamisme des marchés actions. Ainsi, le Groupe a notamment profité d'une forte remontée des versements sur les contrats en unités de compte qui ont bondi de 37 % sur 1 an. Au total, les encours gérés atteignent 136,6 milliards d'euros, en croissance de 10,4 %. Ces bons résultats confortent la place de numéro 2 que détient Predica, dans l'assurance vie en France.

Les assurances IARD (Pacifica et Finaref) connaissent une dynamique commerciale toujours importante. Le chiffre d'affaires semestriel progresse de 20 % par rapport à celui du premier semestre 2004. Le portefeuille total de Pacifica est porté à 4,5 millions de contrats au 30 juin 2005. Tous les secteurs d'activité sont en augmentation, plus marquée toutefois pour l'offre aux agriculteurs et aux professionnels, la garantie des accidents de la vie (GAV), la santé et la protection juridique. La sinistralité reste toujours très modérée avec, pour Pacifica, un ratio de sinistres sur cotisations (hors frais de gestion) en constante amélioration de 3,4 points sur un an à 52,1 % au 30 juin 2005 contre 55,5 % au 30 juin 2004 et un excellent ratio combiné de 90,5 % (net de réassurance).

La période a été marquée, en outre, par la prise de participation de 40 % de Pacifica dans les Assurances Fédérales IARD. AF IARD, consolidée par mise en équivalence à compter de juin 2005 apporte 1,7 million d'euros. Le résultat des sociétés mises en équivalence, au cours du semestre, profite par ailleurs du redressement des filiales portugaises.

Au total, le **résultat avant impôt** (hors coûts liés au rapprochement) du pôle ressort en hausse de 19,8 % à 856 millions d'euros et le **résultat net** à 584 millions d'euros, en hausse de 22,4 % par rapport au résultat du premier semestre 2004. **La rentabilité** des capitaux propres alloués au métier s'établit à 20,2 %.

5. BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT**

(en millions d'euros)	S1 2004* estimé ¹ IFRS	S1 2005	variation 2005/2004
Produit net bancaire	1 939	2 152	+ 11,0 %
Charges d'exploitation et amortissements	(1 375)	(1 363)	- 0,9 %
Résultat brut d'exploitation	564	789	+ 40,0 %
Coût du risque	7	24	X 3,4
Résultat d'exploitation	571	813	+ 42,5 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	36	52	+ 43,1 %
Autres éléments hors exploitation (hors coûts liés au rapprochement)	(22)	3	n.s.
Résultat avant impôt	585	869	+ 48,4 %
Impôt sur les bénéfices	(136)	(202)	+ 48,4 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	449	667	+ 48,4 %
ROE (en % des fonds propres alloués)		17,4 %	

** Les activités de Private Equity, antérieurement présentées au sein de ce pôle, sont désormais rattachées au pôle « Gestion pour compte propre et divers ». Les données 2004 ont été retraitées en conséquence.

La BFI réalise des performances financières en progression constante depuis la création de Calyon.

Le premier semestre 2005 est marqué par une très forte croissance du **résultat brut d'exploitation** (+ 40 %) par rapport au 1^{er} semestre 2004. Cette évolution est tirée par la poursuite du redressement des revenus amorcé au 4^e trimestre 2004 (+ 11 % soit + 13,5 % à périmètre et taux de change constants) et de la diminution de la base de coûts fixes (- 7 %). De fait, la mise en œuvre complète du programme de synergies impacte favorablement l'évolution des charges d'exploitation, en retrait de 0,9 % d'une année sur l'autre. Il en résulte une très nette réduction du coefficient d'exploitation qui ressort à 63,3 % soit une amélioration de 7,6 points entre les premiers semestres 2004 et 2005.

Les **coûts liés au rapprochement** sont en forte réduction (- 45,9 % sur un an) à 40 millions d'euros.

Le pôle dégage un **résultat net** avant coûts liés au rapprochement de 667 millions d'euros, en hausse de 48,4 %, contribuant ainsi pour 34 % au résultat net du Groupe et conduisant à un ROE annualisé de 17,4 %.

Ces performances financières concernent à la fois la banque de financement et la banque de marchés et d'investissement.

La banque de financement

(en millions d'euros)	S1 2004* estimé ¹ IFRS	S1 2005	variation 2005/2004
Produit net bancaire	874	924	+ 5,7 %
Charges d'exploitation et amortissements	(473)	(411)	- 13,0 %
Résultat brut d'exploitation	401	513	+ 27,8 %
Coût du risque	15	28	+ 86,7 %
Résultat d'exploitation	416	541	+ 42,9 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	36	52	+ 43,1 %
Autres éléments hors exploitation (hors coûts liés au rapprochement)	(19)	1	n.s.
Résultat avant impôts	433	594	+ 37,0 %
Impôt sur les bénéfices	(104)	(132)	+ 26,4 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	329	462	+ 40,3 %
ROE (en % des fonds propres alloués)		18,0 %	

1. Afin de rendre les comparaisons pertinentes, les données relatives au premier semestre 2004 ont été estimées en normes IAS/IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4.

* Elles ont été, par ailleurs, établies à périmètre et conventions comparables.

Ces données n'ont fait l'objet d'aucun travail de la part des Commissaires aux comptes.

Dans un environnement marqué par une faible demande de crédit et une érosion des marges, le **résultat brut d'exploitation** de la banque de financement s'accroît de 27,8 % sous l'effet d'une augmentation de 5,7 % du **produit net bancaire** (+ 7,5 % à périmètre et de taux de change constant) et d'une forte compression des **charges** de 13 % sur un an.

L'évolution du produit net bancaire tire profit du renforcement des activités à plus forte valeur ajoutée, notamment les financements structurés (financements d'acquisition, aéronautique, immobilier, préfinancements export) en hausse de 16,5 % à périmètre et change comparables. Ainsi, dans un contexte très fortement concurrentiel, la rentabilité des actifs (produit net bancaire sur encours pondérés) s'améliore d'un trimestre à l'autre, passant de 2,25 % au premier

trimestre 2005 à 2,44 % au second trimestre, illustrant le renforcement du positionnement de Calyon auprès de sa clientèle.

Le **coût du risque** est en reprise nette de 28 millions d'euros sur le semestre.

La contribution de la banque Al Saudi Al Fransi (BSF) mise en équivalence atteint 51 millions d'euros, en hausse de 45,1 % sur la même période de 2004.

Ces résultats améliorent sensiblement les ratios financiers : le **coefficient d'exploitation** se réduit de 9,6 points pour s'inscrire à 44,5 % et le **ROE** annualisé s'élève à 18 %.

La banque de marchés et d'investissement

(en millions d'euros)	S1 2004* estimé ¹ IFRS	S1 2005	variation 2005/2004
Produit net bancaire	1 065	1 228	+ 15,3 %
Charges d'exploitation et amortissements	(902)	(951)	+ 5,4 %
Résultat brut d'exploitation	163	277	+ 69,9 %
Coût du risque	(8)	(4)	- 50,0 %
Résultat d'exploitation	155	273	+ 76,1 %
Autres éléments hors exploitation (hors coûts liés au rapprochement)	(3)	2	n.s.
Résultat avant impôts	152	275	+ 80,9 %
Impôt sur les bénéfices	(32)	(70)	X 2,2
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	120	205	+ 70,4 %
ROE (en % des fonds propres alloués)		16,0 %	

Les activités de marchés et d'investissement ont réalisé un **produit net bancaire** de 1 228 millions d'euros en progression de plus de 15 % sur celui du premier semestre 2004. Cette hausse illustre le développement des activités telles que les dérivés actions (dont les revenus sont multipliés par 4), la titrisation (x 2)...

Au second trimestre, dans un environnement devenu plus difficile sur les marchés de taux et de structurés de crédit, l'augmentation du produit net bancaire s'explique aussi par la réalisation d'opérations à caractère non récurrent. Les activités de courtage ont par ailleurs dégagé des revenus de bon niveau tant en Asie (CLSA), qu'en Europe (Cheuvreux) et aux États-Unis (Calyon Financial).

Avec une hausse des charges d'exploitation de 5,4 % liée au développement de l'activité et à la croissance organique, le **résultat brut d'exploitation** bondit de 69,9 % à 277 millions d'euros.

Le coût du risque enregistre une dotation prudentielle de 4 millions d'euros.

Le **résultat net** avant coûts liés au rapprochement atteint 205 millions d'euros, en hausse de 70,4 % sur celui du premier semestre 2004, conduisant à un **ROE** annualisé de 16 %.

6. BANQUE DE DÉTAIL À L'INTERNATIONAL

(en millions d'euros)	S1 2004* estimé ¹ IFRS	S1 2005	variation 2005/2004
Produit net bancaire	144	152	+ 5,2 %
Charges d'exploitation et amortissements	(113)	(129)	+ 14,1 %
Résultat brut d'exploitation	31	23	- 26,8 %
Coût du risque	(11)	(13)	+ 12,5 %
Résultat d'exploitation	20	10	- 48,5 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	171	230	+ 34,8 %
Autres éléments hors exploitation	0	0	-
Résultat avant impôts	191	240	+ 26,0 %
Impôt sur les bénéfices	(5)	(0)	- 94,0 %
Résultat net	186	240	+ 29,2 %
ROE (en % des fonds propres alloués)		20,9 %	

Une redéfinition du pôle, depuis le début de l'exercice, a entraîné le transfert de certaines filiales (notamment BFCAG, UBAF, Yémen, Égypte) vers d'autres métiers (BFI ou Compte propre et divers). Le pôle Banque de détail à l'international est désormais composé

1. Afin de rendre les comparaisons pertinentes, les données relatives au premier semestre 2004 ont été estimées en normes IAS/IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4.

*. Elles ont été, par ailleurs, établies à périmètre et conventions comparables.

Ces données n'ont fait l'objet d'aucun travail de la part des Commissaires aux comptes.

essentiellement des entités africaines auparavant filiales du Crédit Lyonnais et des participations étrangères dont l'activité relève de la banque de détail. Les données de l'exercice 2004 ont été retraitées de ces modifications.

Le pôle a enregistré aussi une variation de périmètre résultant de la cession partielle de la participation de Calyon dans la Banque Libano-Française SAL qui n'est plus consolidée depuis le premier juillet 2004 (l'impact sur le résultat net est nul).

À 240 millions d'euros, la contribution du pôle au **résultat net** du Groupe progresse de 29,2 % sur le premier semestre 2004. Elle est essentiellement imputable au **résultat des sociétés mises en équivalence** qui s'élève à 230 millions d'euros et enregistre une hausse de 34,8 % par rapport au premier semestre 2004 grâce à la très forte amélioration des performances de Banca Intesa (+ 37,9 % à 192 millions d'euros contre 139 millions d'euros).

À périmètre constant, la diminution du **résultat brut d'exploitation** (- 9 %) masque une augmentation de la contribution des réseaux en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine. Le résultat brut d'exploitation résulte d'un produit net bancaire en progrès de 13,4 % et de charges d'exploitation en hausse de 18 millions d'euros (+ 19 %).

Le métier dégage un ROE de 20,9 %.

Par ailleurs, fin juin, Crédit Agricole S.A. a acquis une participation majoritaire de 71 % au capital de la banque serbe Meridian Bank A.D. (qui n'est pas consolidée au 30 juin 2005).

Meridian Bank A.D. jouera un rôle actif dans la banque de détail, en se concentrant particulièrement sur les particuliers et les PME, et développera les services aux entreprises. Elle aura également pour mission de pénétrer les marchés de l'assurance, du crédit-bail et du crédit à la consommation, par le biais d'entités spécialisées.

7. GESTION POUR COMPTE PROPRE ET DIVERS

<i>[en millions d'euros]</i>	S1 2004* estimé ¹ IFRS	S1 2005	Variation 2005/2004
Produit net bancaire	(19)	(72)	X 3,9
Charges d'exploitation et amortissements	(291)	(411)	+ 41,2 %
Résultat brut d'exploitation	(310)	(483)	+ 56,0 %
Coût du risque	(25)	(21)	- 16,0 %
Résultat d'exploitation	(335)	(504)	+ 50,6 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(3)	(3)	0,0 %
Autres éléments hors exploitation (hors coûts liés au rapprochement)	(1)	17	n.s.
Résultat avant impôts	(339)	(491)	+ 44,5 %
Impôt sur les bénéfices	123	215	+ 74,8 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	(217)	(276)	+ 27,3 %

La contribution du pôle Gestion pour compte propre et divers au résultat du Groupe avant coûts liés au rapprochement passe de - 217 millions d'euros au premier semestre 2004 à - 276 millions d'euros au premier semestre 2005.

Les activités de Private Equity, antérieurement présentées au sein du métier de Banque de financement et d'investissement, sont désormais rattachées au pôle « Gestion pour compte propre et divers ». Les données 2004 ont été retraitées en conséquence. Dans une période marquée par la réorganisation de l'activité de Capital-investissement, sa contribution reste modeste sur le premier semestre 2005. Le produit net bancaire de 35 millions d'euros est en recul de 4,6 millions d'euros sur celui du premier semestre 2004, de même que les charges d'exploitation (- 17 % sur un an à 12 millions d'euros).

Hors les activités de Private Equity, le pôle enregistre une forte volatilité du produit net bancaire entre les premiers semestres 2004 et 2005 (- 49 millions d'euros) qui résulte du classement en trading (imposé par les normes IAS/IFRS) d'une partie des instruments financiers de macrocouverture et de la non-réalisation de plus-values sur les titres de placement.

Il inclut par ailleurs un accroissement de 55 millions d'euros des coûts de financement des participations (à 579 millions d'euros) suite aux nouvelles acquisitions réalisées depuis le 1^{er} juillet 2004 (+ 10 % de Finaref, + 49 % d'Eurofactor...).

L'accroissement des charges d'exploitation est le reflet des effets de la restructuration du Groupe suite à l'acquisition du Crédit Lyonnais sur les fonctions centrales de Crédit Agricole S.A.

1. Afin de rendre les comparaisons pertinentes, les données relatives au premier semestre 2004 ont été estimées en normes IAS/IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4.

*. Elles ont été, par ailleurs, établies à périmètre et conventions comparables.

Ces données n'ont fait l'objet d'aucun travail de la part des Commissaires aux comptes.

ÉVOLUTION RÉCENTE DU CAPITAL

Au 30 juin 2005, le capital social de Crédit Agricole S.A. est de 4 420 567 311 euros, divisé en 1 473 522 437 actions de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées. Il n'a pas connu d'évolution depuis le 24 novembre 2003.

La structure de l'actionnariat s'est légèrement modifiée entre le 31 décembre 2004 et le 30 juin 2005. Le poids des Caisses régionales, au travers de la SAS Rue La Boétie, s'est renforcé (+ 22,4 millions d'actions), leur participation dans le capital social de Crédit Agricole S.A. étant passée de 53,9 % au 31 décembre 2004 à 55,5 % au 30 juin 2005.

Actionnariat	Nbre d'actions au 30/06/2005	% du capital	Nbre d'actions au 31/12/2004	% du capital
SAS Rue la Boétie	817 341 575	55,47 %	794 929 524	53,95 %
Titres d'auto-contrôle*	26 776 714	1,82 %	29 324 633	1,99 %
Autres titres détenus par des sociétés du Groupe**	5 055 431	0,34 %	1 839	-
Public ***	624 348 717	42,37 %	649 266 441	44,06 %
Capital	1 473 522 437	100 %	1 473 522 437	100 %

* Actions détenues directement dans le cadre des programmes de rachat placées au bilan de Crédit Agricole S.A. en couverture des options attribuées.

** Actions détenues indirectement par des sociétés du Groupe et non maintenues au bilan consolidé (CRC 2000- 02).

*** Dont, au 30 juin 2005, 68 057 250 actions (4,62 %) détenus par les salariés au travers des FCPE dédiés dans les PEE du Groupe.

En mai dernier, Crédit Agricole S.A. a lancé une augmentation de capital réservée à l'ensemble des salariés du groupe Crédit Agricole, qui s'est définitivement réalisée le 26 août. Au total, 60 000 salariés ont souscrit pour un montant global de 462,5 millions d'euros, réduits à 400 millions d'euros conformément à la note d'opération. Le nombre

d'actions nouvelles créées (23 799 864) porte à 1 497 322 301 le nombre d'actions composant le capital de Crédit Agricole S.A. dont 89 676 098 actions détenues par les salariés du groupe Crédit Agricole (soit 6 %) au 26 août 2005.

ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES

➤ Évolutions récentes

- Le Crédit Agricole et le groupe Caisse d'Épargne ont signé les accords donnant naissance à CACEIS (Crédit Agricole - Caisse d'Épargne Investor Services).

N.B. : La structure CACEIS a été définitivement créée au plan juridique le 31 août 2005.

Rappel du Communiqué de presse du 4 juillet 2005

L'accord définitif des groupes Caisse d'Épargne et Crédit Agricole pour regrouper leurs activités de services financiers aux institutionnels sera concrétisé dans quelques semaines lorsque les quelques agréments restant à obtenir seront notifiés. CACEIS (Crédit Agricole - Caisse d'Épargne Investor Services) sera détenue à parité par Crédit Agricole S.A. (CA S.A.) et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne (CNCE).

Le 17 décembre 2004, les deux groupes avaient annoncé leur projet de créer à l'horizon du 30 juin 2005 un acteur majeur dans les services financiers aux institutionnels et aux grandes entreprises en Europe, en regroupant au sein d'une structure commune l'ensemble de leurs métiers « titres » : banque dépositaire et de conservation (Crédit Agricole Investor Services Bank à Paris, Dublin et au Luxembourg, IXIS Investor Services à Paris et IXIS Urquijo à Madrid), administration de fonds (réseau européen Fastnet et IXIS Administration de Fonds) et services aux émetteurs (CA- IS Corporate Trust et Euro Émetteurs Finance). Les délais ont été tenus et l'ensemble des accords entre le Crédit Agricole et le Groupe Caisse d'Épargne ont été signés.

CACEIS sera détenue à parité par CA S.A. et la CNCE. Le nouvel ensemble bénéficiera de la puissance financière de ses deux actionnaires : il disposera de plus de 300 millions d'euros de fonds propres tier one et devrait réaliser en 2005 un produit net bancaire de l'ordre de 450 millions d'euros et un résultat brut d'exploitation de plus de

90 millions d'euros, avec un effectif d'environ 2 300 personnes, dont 40 % hors de France.

Avec CACEIS, la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et Crédit Agricole S.A. créent un acteur de tout premier rang doté d'une présence élargie en Europe (Paris, Luxembourg, Madrid, Bruxelles, Dublin et Amsterdam) :

- 1^{re} banque dépositaire d'OPCVM en France, 1^{re} banque pour les actifs déposés en Euroclear France, et parmi les tout premiers européens avec une conservation globale supérieure à 1 300 milliards d'euros pour la seule clientèle institutionnelle ;
- 1^{re} société en France et parmi les tout premiers européens avec 640 milliards d'euros en gestion administrative et comptable, incluant le réseau FASNET ;
- parmi les trois principaux prestataires en France pour les services aux émetteurs et l'un des leaders européens pour les services d'agent de transfert, avec 600 milliards d'euros d'encours.

Jean Laurent, Directeur général du groupe Crédit Agricole et Charles Milhaud, Président du groupe Caisse d'Épargne, se sont félicités de l'aboutissement de ce projet : « *Il constitue une étape importante dans la consolidation des métiers de titres en Europe. Les valeurs communes et les convergences stratégiques de nos deux groupes ont permis de faire aboutir un projet ambitieux, dans des délais respectés, et qui permettra à nos clients de bénéficier d'une offre particulièrement compétitive, avec une continuité de service assurée.* ».

- **Sofinco : poursuite du développement à l'international avec l'acquisition de CP Leasing en République tchèque et la finalisation de l'acquisition de Credilar au Portugal.**

Communiqué de presse du 7 juillet 2005

Sofinco a annoncé la signature d'un accord avec le Groupe P.P.F., un des plus importants groupes financiers privés de la République tchèque, portant sur l'acquisition de 100 % de la société C.P. Leasing.

La transaction deviendra définitive après obtention de l'autorisation de l'Autorité Tchèque de la Concurrence.

Créée en 1997, la société C.P. Leasing intervient en République tchèque dans le domaine du financement de véhicules, essentiellement par contrat de leasing. Elle fait partie des dix plus importantes sociétés de leasing du pays et sa part de marché s'établit à 10 % environ. Au cours de l'année 2004, C.P. Leasing a réalisé une production totale de 137 millions d'euros (hors TVA) d'opérations de leasing à la clientèle et 3 millions d'euros d'autres financements.

Le portefeuille d'immobilisations louées s'établit à 166 millions d'euros, pour un résultat net 2004 de 6,7 millions d'euros.

Cette acquisition permet à Sofinco de s'implanter sur le marché tchèque du financement automobile pour y développer progressivement toute sa gamme de produits.

Sofinco a annoncé également la prise de contrôle de la société financière Credilar, filiale de la banque portugaise Millennium bcp, conformément à l'accord qui avait été conclu fin décembre 2004. Les activités de Credilar seront rapprochées avec celles de la filiale portugaise de Sofinco, Credibom, formant ainsi l'un des leaders sur le marché portugais.

Ces deux opérations s'inscrivent dans le cadre de la politique de développement européen du métier crédit à la consommation de Crédit agricole S.A. par croissance organique et par des acquisitions ciblées visant à renforcer ou à compléter le dispositif.

- **Le groupe Tessi a signé, le 7 juillet 2005, avec Crédit Agricole S.A., le contrat en vue de l'acquisition de 80 % du capital de CPR Billets.** Cet accord reste soumis à l'approbation des autorités réglementaires.
- **Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. du 19 juillet : Georges Pauget succède à Jean Laurent à la Direction générale à compter du 12 septembre prochain.**

Communiqué de presse du 19 juillet 2005

Le Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. s'est réuni le 19 juillet.

Il a considéré que Crédit Agricole S.A. avait réussi, sous la direction de Jean Laurent, deux transformations majeures :

- la cotation en Bourse ;
 - le rachat du Crédit Lyonnais et son intégration,
- qui ont permis à l'ensemble du Groupe de devenir le leader incontesté de la banque de détail en France, d'occuper la première ou la seconde place sur chacun de ses principaux métiers et d'augmenter sensiblement sa rentabilité.

Le Conseil d'Administration a approuvé l'orientation consistant à donner une nouvelle dimension internationale au groupe Crédit Agricole S.A., en s'appuyant sur les acquis que sont le réseau et les activités internationales de Calyon, l'internationalisation réussie de son pôle SFS, et ses participations importantes dans de grandes banques européennes. Il a marqué son accord pour donner une impulsion nouvelle aux activités internationales de gestion d'actifs, de banque de détail, d'assurances vie et dommages.

Afin d'engager cette nouvelle étape, le Conseil d'Administration a décidé, sur la proposition de son Président, de procéder à une évolution de la Direction générale et de nommer, à l'unanimité, Georges Pauget Directeur général à compter du 12 septembre 2005. Il appartiendra à Georges Pauget de finaliser les projets de développement du groupe Crédit Agricole S.A. qui seront présentés à l'automne prochain.

Le Conseil d'Administration a exprimé unanimement ses chaleureux remerciements à Jean Laurent qui continuera à apporter son expérience au Groupe dans le cadre de ses projets de développement.

■ Emporiki Bank

Communiqué de presse du 25 juillet 2005

Crédit Agricole S.A. prend acte qu'Emporiki Bank a annoncé avoir lancé la vente par bookbuilding de ses actions d'auto-contrôle représentant 5,2 % de son capital.

Crédit Agricole S.A. a décidé, compte tenu des circonstances de cette opération et des conditions de prix actuelles, de ne pas participer à cette opération.

■ Naissance de LCL

Communiqué de presse du 28 août 2005

À compter du 28 août 2005, Le Crédit Lyonnais c'est LCL.

LCL traduit un nouvel engagement : « Demandez plus à votre argent ».

Cette nouvelle signature reflète le positionnement consumériste que souhaite adopter dorénavant LCL.

Cela fait plus d'un an que les 27 000 salariés du Groupe, sous l'impulsion de leur Directeur général Georges Pauget, se sont mobilisés autour d'un projet d'entreprise particulièrement ambitieux visant à construire un modèle bancaire unique, fortement différencié des concurrents nationaux. En effet, LCL est aujourd'hui la seule banque à réseau national qui se consacre exclusivement aux activités de banque de détail sur le marché des Particuliers, des Professionnels et des Entreprises.

Ce projet d'entreprise se concrétise par un nouvel engagement et une nouvelle identité, approuvés par l'ensemble des salariés et attendus par une large majorité des 150 000 clients récemment consultés.

■ Un nouvel engagement client

LCL a décidé de se rapprocher davantage de tous ses clients en les aidant à demander plus à leur argent : plus d'accueil, plus d'efficacité, plus de rapidité, plus de disponibilité, plus de services...

Ceci se traduit concrètement par l'allègement des procédures en interne, des agences plus proches et plus accueillantes, la simplification des relations bancaires, des moyens de paiement plus pratiques, une réponse plus rapide au crédit immobilier, une offre d'assurances complète et originale, des placements plus performants, davantage de souplesse pour les professionnels...

■ Une nouvelle identité

LCL, c'est Le Crédit Lyonnais en plus court, plus moderne, plus dynamique, plus efficace, plus rapide.

La nouvelle image de LCL s'inscrit dans la continuité des codes couleurs du Crédit Lyonnais : le jaune et le bleu.

Le nouveau monogramme, conçu par Desgrippes Gobé, sera appliqué progressivement sur l'ensemble des supports de la banque : le réseau composé de 1 895 agences, les chèquiers, les cartes bancaires, les relevés de compte, internet et les courriers porteront la nouvelle identité.

Cette nouvelle identité est soutenue par une campagne de publicité ambitieuse, imaginée et conçue par Aubert Storch Associés Partenaires.

■ Christian Duillet est nommé Directeur général délégué de LCL

Communiqué de presse du 9 septembre 2005

Âgé de 56 ans, diplômé en Sciences Politiques et titulaire d'une Maîtrise de Droit, Christian Duillet, Administrateur du Crédit Lyonnais depuis 2003, était Directeur général de la Caisse régionale du Crédit Agricole d'Aquitaine. Après avoir commencé sa carrière dans le Groupe Société Générale, Christian Duillet a rejoint en 1976 le groupe Crédit Agricole où il a notamment occupé des responsabilités de Direction générale au sein de différentes Caisses régionales.

Christian Duillet rejoindra LCL le 15 septembre prochain et intégrera le Comité exécutif présidé par Georges Pauget, Directeur général de LCL.

Dans le cadre de sa mission, il sera notamment en charge de la mise en œuvre du projet d'entreprise et du déploiement du nouveau positionnement commercial de LCL.

PERSPECTIVES POUR LA FIN DE L'ANNÉE 2005

Malgré un certain ralentissement, la croissance restera soutenue aux États-Unis et en Asie (en particulier en Chine).

En Europe, la baisse de l'euro, amorcée au 2^e trimestre, conjuguée à une bonne demande devrait permettre aux exportations de repartir à la hausse. Du côté de l'investissement, une hausse est attendue mais elle restera contenue, le contexte ne se prêtant guère à un rebond marqué des dépenses : les perspectives de demande demeurent floues, les prix des matières premières restent très élevés, les marges sont sous pression. Du côté des ménages, dans un contexte de modération salariale et d'amélioration très graduelle des perspectives d'emploi, une progression de la consommation inférieure à la tendance est attendue cette année et l'an prochain. Au total, la croissance de la zone euro est attendue à 1,3 % cette année (1,5 % en France), un peu moins de 2,0 % l'an prochain (idem en France). Le risque principal porte sur le prix des matières premières : en l'absence de repli, les perspectives devront être revues à la baisse.

Sur les marchés financiers, la banque centrale américaine devrait poursuivre sa politique de remontée des taux courts (4,0 % en fin d'année 2005) et la BCE maintenir le statu quo jusqu'à la mi-2006 (croissance faible, inflation limitée). Les taux d'intérêt à long terme devraient amorcer une normalisation haussière avec une hausse plus

nette aux États-Unis (qui connaissent une croissance rapide et une hausse des taux courts) qu'en Europe. D'ici la fin de l'année, l'euro devrait continuer à évoluer dans la fourchette 1,20-1,25 USD, les performances de croissance moins bonnes en UEM, le différentiel de taux d'intérêt favorable aux actifs en USD, le risque de laxisme budgétaire et l'accroissement des incertitudes politiques en UEM expliquant le mouvement de repli de l'euro.

ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION

➤ La gestion des risques dans le Groupe Crédit Agricole S.A.

LE CONTRÔLE INTERNE

L'Inspection générale Groupe a poursuivi, au cours du premier semestre 2005, ses actions sur l'ensemble du périmètre du Groupe, dans le cadre de ses trois lignes métiers : Audit-inspection, pilotage du Contrôle interne et Sécurité financière.

Les missions de vérifications sur pièces et sur place de l'Inspection générale Groupe ont porté sur diverses unités et entités du Groupe et notamment sur le déploiement du Programme FIDES, programme renforcé de contrôle de la conformité, ainsi que sur la préparation de l'entrée en vigueur du nouveau ratio de solvabilité international.

L'Inspection générale Groupe s'est assurée, dans le cadre des Comités de contrôle interne semestriels des filiales concernées du Groupe - auxquels participent la Direction générale et l'audit interne de chaque entité - du bon déroulement des plans d'audit, de la correcte maîtrise des risques et, d'une façon générale, de l'adéquation des dispositifs de contrôle interne de chaque entité.

Elle a procédé, tant sur le périmètre du groupe Crédit Agricole S.A. que sur celui du groupe Crédit Agricole, à l'émission de recommandations relatives à l'accomplissement des obligations légales et réglementaires relatives au contrôle interne (rapport du Président au titre de la Loi de sécurité financière ; rapport de contrôle interne au titre du règlement CRBF-97-02).

Elle a également participé, en liaison avec la ligne métier Conformité-Déontologie, à la concertation de Place relative aux modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne. À la suite de la publication du nouveau règlement (arrêté du 31 mars 2005), des travaux ont été conduits, notamment en direction des Caisses régionales, afin de préparer l'entrée en vigueur du nouveau texte, à compter du 1^{er} janvier 2006.

La ligne métier Sécurité financière, chargée de la prévention du blanchiment de capitaux, de la lutte contre le financement du terrorisme, de la gestion des embargos et du gel des avoirs, a poursuivi les actions

POUR LE GROUPE

Dans ces conditions, le Groupe confirme les tendances et perspectives mentionnées dans son document de référence 2004 déposé auprès de l'AMF le 17 mars 2005 sous le n° D.05- 0233.

de rehaussement de ses dispositifs notamment avec la mise à jour de la procédure applicable au groupe Crédit Agricole S.A. intervenue en juin 2005. Au cours du second semestre 2005, celle-ci sera mise en œuvre dans chaque filiale directe du périmètre de contrôle interne de Crédit Agricole S.A., sous la supervision de la ligne métier Sécurité financière.

Parallèlement, la ligne métier Sécurité financière a renforcé, tout au long du premier semestre 2005, ses outils de surveillance des flux aux fins de prévention du financement du terrorisme, de respect des embargos et de mesures de gel des avoirs en intégrant les flux des filiales directes de Crédit Agricole S.A. et principalement de Calyon et du Crédit Lyonnais.

Ce renforcement des moyens s'est accompagné de travaux complémentaires menés par les différentes composantes du Groupe, en vue de la définition d'un nouveau référentiel d'organisation et de fonctionnement de la lutte anti-blanchiment.

ORGANISATION DE LA DÉONTOLOGIE ET CONFORMITÉ

Au cours du premier semestre 2005, la Direction de la conformité-déontologie a poursuivi la mise en œuvre du programme renforcé de contrôle de conformité demandé par la Commission bancaire et par la Réserve Fédérale des États-Unis et l'a étendu à l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole S.A.

Les mesures organisationnelles, définies par Crédit Agricole S.A. en juillet 2004, ont été répliquées au sein des entités du Groupe, en France et à l'étranger, et ont donné lieu à la nomination de responsables Conformité-Déontologie dans la quasi-totalité de ces entités, anticipant ainsi certaines dispositions de l'arrêté du 31 mars 2005 modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière n° 97-02 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Au cours du premier semestre 2005, les premières mises en application des règles du Groupe, déclinées depuis juillet 2004 dans l'ensemble des activités, ont été constatées et ce notamment dans les processus d'entrée en relation avec de nouveaux clients, d'agrément de nouveaux

produits et de nouvelles activités et dans les modalités d'investissement et de désinvestissement.

Le texte de référence de la procédure de remontée des dysfonctionnements dans l'application des lois, règlements, normes professionnelles et déontologiques propres aux activités financières et bancaires a été finalisé et soumis, pour avis, aux partenaires sociaux au sein du groupe Crédit Agricole S.A.

Par ailleurs, la mise en œuvre d'un plan de sensibilisation et de formation de 55 000 collaborateurs du groupe Crédit Agricole S.A., aux questions de conformité et de déontologie, a été engagée dans l'ensemble des entités au cours du premier semestre 2005.

LA GESTION DU BILAN

LE RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL

La Direction financière du groupe Crédit Agricole S.A. participe aux Comités actif-passif des filiales portant un risque de taux d'intérêt global significatif et assure l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du Groupe ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ces entités. Elle consolide le risque de taux d'intérêt global de Crédit Agricole S.A. et de ces filiales.

Au premier semestre 2005, le risque de perte du groupe Crédit Agricole S.A. sur l'exercice en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représentait moins de 1 % des fonds propres prudentiels. Le risque de pertes cumulées et non actualisées sur les 10 prochaines années en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représentait moins de 10 % des fonds propres prudentiels.

Au cours du premier semestre 2005, la montée en charge de la réforme des relations financières entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. s'est poursuivie :

- trois semestres après la mise en place de cette réforme (sur les quatre années de transition prévues), plus du tiers de la collecte hors PEL est régi par les nouvelles règles ;
- les Caisses régionales sont désormais, sur cette part croissante de la collecte, rémunérées sur la base d'un taux de marché résultant d'un modèle de remplacement. Ce dernier, validé par les Caisses régionales et exécuté pour leur compte par Crédit Agricole S.A., reflète la structure et les risques de cette collecte.

LE RISQUE DE LIQUIDITÉ

À fin juin 2005, le ratio de liquidité de Crédit Agricole S.A. s'établit à 122 % contre 108 % à fin 2004.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a renforcé sa capacité d'emprunt en augmentant à 25 milliards d'euros (contre 20 milliards de dollars auparavant) le plafond de son programme d'Euro Medium Term Notes (EMTN) pour renforcer sa capacité d'emprunt dans un contexte où les activités de banque de détail continuent à faire face à une croissance plus soutenue des crédits que de la collecte. Au cours du premier semestre, Crédit Agricole S.A. a notamment emprunté 1,5 milliard

d'euros auprès des clients des Caisses régionales sous forme d'obligations senior et subordonnées, 3,2 milliards d'euros à travers son programme d'EMTN sous forme d'émissions senior et émis 0,6 milliard d'euros de titres super subordonnés.

Enfin, un Comité de trésorerie et de liquidité trimestriel a été créé avec notamment comme mission d'orienter le Comité actif-passif dans la gestion des risques de liquidité du Groupe.

LA GESTION DES RISQUES DE CONTREPARTIE, DE MARCHÉS ET OPÉRATIONNELS

Le premier semestre 2005 a vu se poursuivre la mise en œuvre d'une gestion des risques qui s'inscrit dans l'usage progressif des indicateurs de type Bâle II, grâce au déploiement généralisé du système de notation interne, la constitution et l'exploitation de bases de données de risques.

Les équipes se sont ainsi attachées à harmoniser les dispositifs de pilotage, les méthodologies de mesure des risques et les systèmes d'information.

ORGANISATION DE LA FONCTION « RISQUES » AU SEIN DU GROUPE

L'organisation de la fonction Risques n'a pas subi d'évolution au cours du 1^{er} semestre 2005 : elle repose sur une ligne métier intégrée, pilotée par la Direction des risques du Groupe (DRG), qui supervise les risques de crédit, de marchés et les risques opérationnels sur l'ensemble du groupe Crédit Agricole S.A. et consolide les données liées aux risques logés dans les Caisses régionales.

La ligne métier fonctionne selon les principes de subsidiarité et de délégations, définissant formellement les pouvoirs décisionnels des échelons concernés.

La DRG est structurée autour de trois périmètres, chacun sous la responsabilité d'un adjoint : Crédit Agricole S.A. et ses filiales (hors Calyon) d'une part, Calyon d'autre part, et enfin les Caisses régionales. Chaque périmètre assure la supervision des risques avec mise en œuvre des éléments constitutifs du « risk-management » : stratégies risques, cartographie des risques, fixation et suivi des limites, reporting, méthodologies et normes.

Les responsables des risques des filiales rapportent hiérarchiquement à la Direction générale de leur filiale et fonctionnellement à la DRG, notamment pour la fixation de plans d'actions dans le domaine des risques.

LE DISPOSITIF DE SURVEILLANCE DES RISQUES AU SEIN DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. ET DE SES FILIALES

Chaque filiale ou métier doit définir, en liaison avec la DRG, et faire valider par le Comité des risques du Groupe, sa stratégie risques qui fixe le cadre de développement de son activité.

Ainsi, au premier semestre 2005, des stratégies risques ont été validées, notamment pour les filiales internationales (Pologne, Uruguay, réseau international de l'affacturage) ou de certains métiers (fonction dépositaire de titres).

Par ailleurs, la mise en œuvre des dispositifs de surveillance s'est poursuivie, au travers de l'établissement de tableaux de bord des risques du Groupe, de réunions périodiques entre la DRG et les diverses filiales métiers ainsi que lors des présentations de reporting au Comité des risques Groupe (grands risques, affaires sensibles, coût du risque, risques pays, risque de marchés).

LE PROJET BÂLE II

La mise en œuvre opérationnelle du projet Bâle II s'est poursuivie à un rythme soutenu sur le premier semestre 2005.

L'état d'avancement des projets est conforme au calendrier de validation que le Groupe a confirmé auprès de la Commission bancaire.

Le processus de validation interne a commencé pour les filiales de la Banque de détail qui ont choisi de mettre en œuvre la méthode « avancée » des notations internes. Côté banque des entreprises, il est planifié en 2006, la cible de validation étant la méthode « fondation » sauf pour les financements spécialisés qui seront validés directement en « avancée ».

Les différents éléments du projet se mettent en place. Les méthodologies ont été finalisées. Les systèmes d'information sont mis en œuvre dans les entités de la banque de détail, estimation des paramètres, moteur de calcul des emplois pondérés. Le système central de consolidation a été enrichi des contributions de ces filiales. Des premiers stress scenarii ont été réalisés selon les exigences du pilier 2 de Bâle. Les procédures risques du groupe sont réactualisées au fur et à mesure.

Sur le périmètre des Caisses régionales, le déploiement des méthodes et des outils Bâle II est désormais achevé. Le dispositif d'historisation des données a été mis en place sur tous les marchés au 31 décembre 2004 et les premières opérations de backtesting des modèles prédictifs du risque de crédit de la Banque de détail auront lieu durant le 2^e semestre 2005.

Il a été convenu de présenter le dispositif Bâle II des Caisses régionales et des entités du groupe Crédit Agricole S.A. à l'homologation de la Commission bancaire, dans les meilleurs délais et en trois étapes : d'abord le dispositif relatif au risque de crédit de la Banque de détail, fin 2005, début 2006 ; ensuite, le dispositif relatif aux risques de crédit sur les Entreprises et Collectivités publiques, dans le 2^e semestre de l'année 2006, enfin le dispositif relatif aux risques opérationnels. Comme pour l'ensemble des filiales de la Banque de détail du groupe Crédit Agricole S.A., le processus d'homologation du dispositif Bâle II

a été engagé dans les Caisses régionales et leurs GIE informatiques (SIR), dès la fin de ce 1^{er} semestre 2005, par des missions d'audit de l'Inspection générale de Crédit Agricole S.A., conformément à la demande de la Commission bancaire. L'examen des méthodologies de notation sera effectué par un auditeur indépendant.

Par ailleurs, le groupe Crédit Agricole a indiqué qu'il prévoit d'utiliser la possibilité, ouverte par le projet de Directive européenne, de n'appliquer les nouvelles règles prudentielles qu'à partir du 1^{er} janvier 2008.

ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE D'ACTIVITÉ DES FILIALES

Au premier semestre 2005, a été relevé le mouvement suivant :

- constitution en cours du nouveau pôle d'affacturage par regroupement des sociétés Eurofactor et Transfact, effective au 1^{er} octobre prochain.

Les impacts de cette évolution sur le dispositif de gestion des risques sont en cours de mise en œuvre.

LES RISQUES DE CONTREPARTIE

SUIVI DES GRANDS RISQUES DE CONTREPARTIE

Les engagements consolidés de l'ensemble des entités de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales sont suivis par contrepartie et par groupe lié de contreparties.

Au 30 juin 2005, les engagements en risques de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales auprès des 10 premiers groupes non bancaires s'élevaient à 18 milliards d'euros (données de gestion, intégrant les risques en montant brut avant toutes garanties sur opérations de crédit, titres et de marché), en réduction de 10 % par rapport à l'année précédente.

Le suivi des grands risques de contrepartie des Caisses régionales est opéré notamment au travers de la filiale Foncaris qui, au 30 juin 2005, garantissait à 50 % les 6,9 milliards d'euros d'encours de crédit des Caisses régionales sur leurs plus grands risques.

À ce titre, ses engagements s'élevaient à cette date à 3,4 milliards d'euros. Les dix premiers risques de Foncaris représentaient 1,16 milliard d'euros soit 34 % de ses engagements totaux.

Politique de provisionnement et couverture des risques

Le coût du risque de crédit consolidé sur le périmètre de Crédit Agricole S.A. est orienté à la baisse : 26 points de base annualisés des emplois pondérés Cooke (hors risques de marchés) au premier semestre 2005, contre 32 points de base au premier semestre 2004 (données 2004 estimées en normes IAS/IFRS).

Cette situation est liée à une situation globalement favorable sur la clientèle des grandes entreprises et aux actions de prévention entreprises par le groupe (cession de crédits, politique de couverture...).

LES RISQUES DE MARCHÉS

MÉTHODOLOGIE DE MESURE ET D'ENCADREMENT DES RISQUES DE MARCHÉS

Le premier semestre 2005 s'est caractérisé par la mise en place de stress adverse, poursuivant ainsi le processus de révision du dispositif de stress scénarios entamé en 2004. Le stress adverse complète désormais les stress historiques et hypothétiques, qui sont des stress ex-ante, par un calcul de stress ex-post : les chocs sont définis a posteriori, en fonction des positions instantanées de l'établissement. Les facteurs de risques couverts sont les taux d'intérêt et leurs volatilités, les prix des actions et leurs volatilités et les taux de change.

EXPOSITION AUX RISQUES DE MARCHÉ DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Mesure par la Value at Risk

L'évolution de la VaR, déclinée par métiers, sur les activités de marché de Crédit Agricole S.A. s'est présentée de la façon suivante :

Mesure par les scénarios de stress

À fin juin 2005, les scénarios de stress donnaient les résultats suivants :

(en millions d'euros)	Stress historique Krach obligataire 1994*	Stress historique Hausse des spreads crédit 1998**	Stress historique Krach boursier technologique 2002***	Stress hypothétique Reprise économique****	Stress adverse****
Trésorerie	(15)	12	9	(103)	
Taux, Change et Commodities	73	192	46	(5)	
Crédit	20	(38)	(17)	1	
Actions	14	(71)	(22)	(7)	
TOTAL	93	96	17	(115)	(295)

*. Hausse massive des taux (reproduit les facteurs de risques observés du 17 février au 2 mars 1994).

**. Forte baisse des taux inférieurs à 10 ans et forte hausse des volatilités de taux.

***. Baisse significative des marchés actions.

****. Stress visant à mesurer l'impact d'une reprise économique (hausse des marchés actions, des taux, du spot USD, pétrole et baisse des spreads émetteurs).

*****. Stress adverse : stress ex-post (fonction de la nature des positions) calculé par les sensibilités aux principaux facteurs de risques.

LES RISQUES OPÉRATIONNELS

Au cours du premier semestre 2005, le groupe Crédit Agricole a poursuivi, dans la perspective du démarrage de Bâle II, la mise en place du dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels.

Ce dispositif de gestion des risques opérationnels comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe :

- gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels : supervision du dispositif par la Direction générale¹, rôles des directions des risques (Crédit Agricole S.A. et filiales/entités) en matière d'animation du dispositif et de synthèse, responsabilités des filiales/entités dans la maîtrise de leurs risques (par l'intermédiaire du réseau des Managers des risques opérationnels) ;

RÉPARTITION DE LA VaR (99 %, 1 JOUR)

(en millions d'euros)	Minimum	Maximum	Moyenne	30/06/05
Trésorerie	4	8	5	8
Taux, Change et Commodities	12	15	13	12
Crédit	6	11	8	9
Actions	5	9	7	7
VaR du groupe Crédit Agricole S.A.	17	25	21	20

Les chiffres sont calculés sur la période du 31/12/2004 au 30/06/2005.

La VaR totale du groupe Crédit Agricole SA, incluant les risques de marché résiduels issus de petites filiales de Crédit Agricole S.A., et obtenue par sommation des différentes VaR individuelles, s'élève à 20 millions d'euros au 30 juin 2005 (dont 16 millions sur le seul périmètre CALYON).

- identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies, complétées par la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance des processus les plus sensibles ;
- collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque ;
- calcul et allocation des fonds propres réglementaires et économiques au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau filiale/entité ;
- livraison périodique d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau filiale/entité, complété par une synthèse Groupe.

Ce dispositif est décliné dans les entités du Groupe selon le principe de subsidiarité.

1. Via le Comité des risques opérationnels ou le volet risques opérationnels du Comité de contrôle interne.

GRUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Il vise l'homologation par la Commission bancaire au titre de la méthode avancée (« Advanced Measurement Approach ») pour la majeure partie du périmètre du groupe Crédit Agricole S.A. au plus tard d'ici fin 2007, avec un calendrier de validation proposé au second semestre 2006 pour les principales filiales (Calyon, Crédit Lyonnais, Sofinco, Finaref et CAAM).

Dans cette perspective, le premier semestre 2005 a permis d'achever ou de faire progresser très significativement le déploiement des cartographies des risques opérationnels (volet qualitatif - outil Europa) dans la grande majorité des filiales. Parallèlement, la collecte des pertes (volet quantitatif - outil Olimpia) ainsi que le tableau de bord (orienté vers « l'usage ») ont été étendus à la quasi-totalité du périmètre du Groupe.

Cette généralisation progressive des historiques de pertes opérationnelles permet de poursuivre la mise au point du modèle interne de calcul et d'allocation des fonds propres économiques basé sur les distributions statistiques (méthode avancée Bâle II utilisée par la plupart des grands établissements) et de contribuer aux études d'impact de la réforme sur le nouveau ratio de solvabilité.

À la-mi 2005, le groupe Crédit Agricole S.A. dispose d'un tableau de bord des risques opérationnels couvrant l'ensemble de ses métiers (hors assurance) : Calyon, Banque Privée, Crédit Lyonnais, pôle gestion d'actifs (CAAM, CAIS, BFT), pôle SFS (Sofinco, Finaref, CA Leasing, Eurofactor/Transfact).

CAISSES RÉGIONALES ET LEURS FILIALES

Après avoir mis en place en 2004 le volet qualitatif (cartographie) du dispositif risques opérationnels, les Caisses régionales et leurs filiales ont démarré la collecte des pertes (volet quantitatif). Ceci leur permet de mesurer le coût du risque opérationnel et d'en assurer le suivi (tableaux de bords, Comité des risques ad hoc...).

Un certain nombre de plans d'actions ont été initiés en vue de réduire le coût des principaux risques ainsi mesurés.

En parallèle de la mise en place de ce dispositif, les Caisses régionales ont décidé de démarrer des cartographies de risques de leurs Systèmes d'Information Régionaux (SIR) avec une méthodologie similaire.

La mission Bâle II de la Direction des risques des Caisses régionales (DRC/RS) étudie le portage des outils informatiques vers une solution cible de type intranet afin de renforcer la cohérence globale et l'homogénéité du pilotage des risques.

Enfin, la CAMCA a finalisé un chantier d'adéquation des polices d'assurances des Caisses régionales par rapport aux risques opérationnels identifiés.

LES RISQUES JURIDIQUES

FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours impliquant des entités du groupe Crédit Agricole S.A. sont celles mentionnées :

- dans le document de référence de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D.05-0233 ;
- ainsi que dans l'actualisation du document de référence déposée auprès de l'AMF le 12 juillet 2005 sous le numéro D.05-0233-A04.

Depuis, Banca Intesa a rendu public le 26 août 2005 les actions intentées à l'encontre de certaines de ses filiales ainsi que d'établissements tiers par l'administrateur provisoire du groupe Parmalat, pour un montant total d'environ 2,9 milliards d'euros. Le groupe Intesa estime que ces actions ne sont pas fondées et n'ont aucun effet significatif prévisible sur ses comptes consolidés.

À la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe pas, à la date de dépôt à l'AMF du présent document, de fait exceptionnel ou de litige susceptibles d'avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, l'activité, les résultats ou le patrimoine de la société et du groupe Crédit Agricole S.A..

2-2 Résultats du 1^{er} semestre 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Crédit Agricole S.A. présente le 7 septembre ses résultats consolidés du 1^{er} semestre 2005.

DES RÉSULTATS EN FORTE PROGRESSION

Résultats du 1^{er} semestre 2005

(Variation 1^{er} semestre 2005/1^{er} semestre 2004)

Résultat brut d'exploitation	2 231 millions d'euros (+ 11,5 %)
Résultat net part du Groupe	1 865 millions d'euros (+ 31,3 %)
Coefficient d'exploitation	66,7 % (- 1,4 point)
ROE annualisé	15,9 %

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni le 6 septembre 2005 sous la présidence de René Carron, a arrêté les résultats du premier semestre 2005.

Crédit Agricole S.A. a dégagé des résultats en forte progression au cours du premier semestre 2005. Le résultat net, part du Groupe, atteint 1 865 millions d'euros, en hausse de 31,3 % sur celui du premier semestre 2004, témoignant de la poursuite d'une croissance durable et rentable du Groupe. Le coefficient d'exploitation s'améliore nettement et le ROE annualisé s'établit à 15,9 %.

Cette performance reflète une bonne progression du résultat brut d'exploitation (+ 11,5 %), un coût du risque encore en diminution pour

s'établir à un niveau historiquement bas, une croissance marquée (+ 27,2 %) de la contribution des sociétés mises en équivalence.

Ces résultats sont obtenus dans un Groupe transformé en profondeur après l'achèvement de l'intégration du Crédit Lyonnais. De fait, l'exercice 2005 constitue la première année de plein exercice du Groupe dans sa nouvelle configuration. Chacun des métiers a contribué à cette croissance, portée par une activité commerciale soutenue dans les Caisses régionales et dans le réseau du Crédit Lyonnais, par un fort dynamisme des métiers de la gestion d'actifs et des services financiers spécialisés et par une forte progression des revenus et des résultats de la banque de financement et d'investissement.

RÉSULTATS DU 2^E TRIMESTRE 2005

(Variation 2^e trimestre 2005/1^{er} trimestre 2005)

Résultat brut d'exploitation	1 207 millions d'euros (+ 17,9 %)
Résultat net part du Groupe	960 millions d'euros (+ 6,1 %)

Les performances du 2^e trimestre 2005 sont très bonnes avec un résultat brut d'exploitation en augmentation de 17,9 % par rapport au trimestre précédent (et de + 1,6 % par rapport au T2-04), portée notamment par une forte dynamique de développement dans toutes les activités liées à la banque de proximité et de très bonnes performances opérationnelles dans la banque de financement et d'investissement.

À l'issue du Conseil d'administration, Jean Laurent, Directeur général, a souligné « *la très bonne tenue des résultats du premier semestre, en croissance de plus de 30 %, avec un 2^e trimestre de belle facture* ». Il a ajouté que « *tous les objectifs de rentabilité fixés lors de l'offre sur le Crédit Lyonnais ont été dépassés ce semestre ; ces très bons résultats démontrent la pertinence des choix stratégiques qui ont présidé à l'acquisition et à l'intégration du Crédit Lyonnais* ».

Le Président René Carron a déclaré : « *Ces bons résultats du deuxième trimestre et du semestre sont prometteurs ; ils confortent la solidité du Groupe qui est en ordre de marche, et permettent d'asseoir les bases de son développement futur.* ».

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a pris acte des résultats obtenus lors de l'augmentation de capital de 400 millions d'euros réservée aux salariés qui a été largement sur-souscrite. Elle témoigne de la confiance des salariés dans leur entreprise. Après cette opération, les salariés détiennent, dans le cadre de l'épargne salariale, 6 % du capital de Crédit Agricole S.A.. Les actions nouvelles créées (23 799 864) portent à 1 497 322 301 le nombre d'actions de Crédit Agricole S.A. à la date du 26 août 2005.

➤ Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Le résultat net, part du Groupe, de Crédit Agricole S.A. sur le premier semestre 2005 s'élève à 1 865 millions d'euros, en hausse de 31,3 % sur celui de la même période de 2004. Avant prise en compte des coûts liés au rapprochement entre Crédit Agricole S.A. et le Crédit Lyonnais, il atteint 1 963 millions d'euros et s'accroît de 27,9 % sur celui du premier semestre 2004¹.

Le **produit net bancaire** s'établit à 6 694 millions d'euros. Sa croissance de 6,7 % est tirée notamment par le bon niveau d'activité des métiers de gestion d'actifs et de banque de financement et d'investissement. Les **charges d'exploitation** sont contenues à 4 463 millions d'euros, en augmentation de 4,4 % par rapport au premier semestre 2004. Cette évolution des charges est liée en grande partie à la très bonne tonicité des activités de la banque de financement et d'investissement, les synergies réalisées permettant d'absorber l'essentiel de la hausse des

charges liées à la croissance organique. En conséquence, le **résultat brut d'exploitation** ressort à 2 231 millions d'euros, enregistrant une progression de 11,5 % par rapport au premier semestre 2004.

Le **coefficient d'exploitation** continue de s'améliorer, passant de 68,1 % au premier semestre 2004 à 66,7 % au premier semestre 2005 (- 1,4 point).

Le **coût du risque** représente 261 millions d'euros ; dans un environnement de risque toujours très favorable, il s'inscrit en recul de 15,5 % par rapport à celui de la période correspondante de 2004.

La **contribution des sociétés mises en équivalence** est en hausse de 27,2 %, passant de 580 millions d'euros au premier semestre 2004 à 738 millions d'euros. Cette forte croissance provient pour l'essentiel de la progression de 18,3 % de la quote-part des résultats des Caisses régionales et de la contribution des banques de détail à l'international (+ 34,8 % par rapport au premier semestre 2004), dont principalement Banca Intesa.

Le **résultat courant avant impôts** s'élève à 2 727 millions d'euros, en hausse de 21,6 % sur la même période de 2004. Les **coûts liés au rapprochement** de Crédit Agricole S.A. et du Crédit Lyonnais comptabilisés en résultat au cours du premier semestre 2005 s'élèvent à 144 millions d'euros (soit 98 millions d'euros nets d'impôt). Ils financent les projets destinés à concrétiser les synergies (rationalisation du dispositif immobilier et des systèmes informatiques, accompagnement social). Ces coûts devraient sensiblement décroître sur le 2^e semestre de l'année.

Les synergies réalisées (soit 612 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice 2005 acquises au 30 juin 2005) sont en ligne avec les objectifs de réduction de coûts attendus (620 millions d'euros pour 2005 et 760 millions d'euros pour 2006).

Le **résultat net part du Groupe avant coûts liés au rapprochement** atteint 1 963 millions d'euros, en hausse de 27,9 %, conduisant à un ROE annualisé de 15,9 %.

Au **second trimestre 2005**, le **résultat net part du Groupe** (960 millions d'euros) confirme la tendance avec une progression de 6,1 % sur celui du premier trimestre 2005 et de 22,9 % sur celui du second trimestre 2004. Ces performances tiennent à la poursuite de l'amélioration du **résultat brut d'exploitation** (1 207 millions d'euros) qui progresse de 1,6 % par rapport à la période comparable de l'an passé et de + 17,9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2005. Le coût du risque s'inscrit encore en baisse comparativement au trimestre précédent. Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'accroît de + 39,4 %, essentiellement en liaison avec l'excellente contribution de Banca Intesa.

1. Afin de rendre les comparaisons plus pertinentes, les données relatives au premier semestre 2004 ont été estimées en normes IAS/IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4. Ces données n'ont pas été examinées par les Commissaires aux comptes.

(en millions d'euros)	T2-04*	T2-05	Δ T2/T2*	S1-04*	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	3 328	3 461	+ 4,0 %	6 274	6 694	+ 6,7 %
Charges d'exploitation	(2 140)	(2 254)	+ 5,3 %	(4 273)	(4 463)	+ 4,4 %
Résultat brut d'exploitation	1 188	1 207	+ 1,6 %	2 001	2 231	+ 11,5 %
Coût du risque	(102)	(123)	+ 20,6 %	(309)	(261)	(15,5 %)
Sociétés mises en équivalence	251	350	+ 39,4 %	580	738	+ 27,2 %
Résultat net sur autres actifs	(24)	14	n.s.	(29)	19	n.s.
Résultat courant avant impôts	1 313	1 448	+ 10,3 %	2 243	2 727	+ 21,6 %
Coûts liés au rapprochement	(123)	(95)	(22,8 %)	(164)	(144)	(12,2 %)
Résultat net	861	1 070	+ 24,3 %	1 577	2 042	+ 29,5 %
Résultat net part du Groupe	781	960	+ 22,9 %	1 420	1 865	+ 31,3 %
Résultat net part du Groupe avant coûts liés au rapprochement	869	1 026	+ 18,1 %	1 535	1 963	+ 27,9 %
Coefficient d'exploitation	64,3 %	65,1 %	+ 0,8 pt	68,1 %	66,7 %	(1,4 pt)
ROE					15,9 %**	

* Les données 2004 sont des données estimatives en normes IAS/IFRS, y compris 32 et 39 et IFRS 4, et n'ont pas été examinées par les Commissaires aux comptes ; les données 2005, en normes IAS/IFRS y compris 32 et 39, ont fait l'objet d'un examen limité.

** Résultat net part du Groupe avant coûts liés au rapprochement rapporté aux capitaux propres moyens hors plus-values latentes.

LA STRUCTURE FINANCIÈRE

Les capitaux propres, part du Groupe, de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 27,7 milliards d'euros à fin juin 2005 contre 26,1 milliards d'euros à fin décembre 2004.

Les encours pondérés sont en augmentation de 9,4 % sur le 1^{er} semestre et le ratio de solvabilité Tier One s'établit à 7,8 % au 30 juin 2005 contre 7,4 % sur la base des données estimées après conversion IAS/IFRS au 31 décembre 2004.

Le ratio global de solvabilité s'inscrit à 8,2 % contre 8,0 % recalculé aux normes IAS/IFRS au 31 décembre 2004.

➤ Résultats par pôle d'activité

Tous les métiers ont accru leur contribution au résultat du Groupe. La dynamique commerciale des activités de banque de détail en France et la bonne gestion des charges permettent aux Caisses régionales et au Crédit Lyonnais de dégager des résultats opérationnels en forte hausse ; la gestion d'actifs enregistre un très bon niveau de collecte et des résultats en progression importante ; les Services Financiers Spécialisés bénéficient de la combinaison positive d'une croissance organique forte et de la politique d'acquisition engagée ; les revenus et les résultats de la Banque de financement et d'investissement sont en forte hausse et son coefficient d'exploitation en très nette amélioration ; la banque de détail à l'international profite de l'excellente contribution de Banca Intesa.

La rentabilité des métiers s'accroît fortement avec un ROE annualisé de 20,2 %, supérieur à l'objectif de 18 % annoncé pour 2006.

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

La contribution des Caisses régionales au résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. enregistre une croissance de 18,3 % à 373 millions d'euros. Cette progression du résultat reflète la poursuite de la dynamique de croissance de l'activité des Caisses régionales, des charges d'exploitation bien maîtrisées et un coût du risque faible. Les Caisses régionales contribuent pour près de 14 % au résultat courant avant impôts des métiers du Groupe.

Le développement des encours de collecte bilan et hors-bilan se poursuit à un rythme soutenu : + 6,9 % entre juin 2004 et juin 2005 (soit + 28,2 milliards d'euros), pour atteindre 436,4 milliards d'euros.

Les encours sur livrets augmentent de 7,9 % et la collecte en produits d'assurance vie demeure toujours aussi dynamique avec une progression des encours sur un an de 10,6 %. La croissance des encours d'OPCVM et de titres placés par les Caisses régionales se poursuit ; à fin juin 2005, ils sont respectivement en hausse de 9,5 % et de 9,7 % sur un an.

Les activités de crédit se caractérisent par une forte croissance de la production de prêts à moyen et long terme qui atteint 26 milliards d'euros sur le semestre (soit une hausse de 11,9 % par rapport au 1^{er} semestre 2004). Si la progression de la production nouvelle reste

marquée sur l'habitat (+ 16,8 %), elle est également vive dans les secteurs des entreprises (+ 18,4 %) et des professionnels (+ 13,5 %).

Sur un an, les encours de crédit sont en hausse de 8,9 %, rythme encore plus soutenu que l'an passé.

(en millions d'euros)	T2-05	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1
Résultat net mis en équivalence (à 25 %)	169	+ 37,5 %	+ 11,9 %	320	+ 13,0 %
Variation de quote-part dans les réserves	39	n.s.	n.s.	124	n.s.
Quote-part de résultats des mises en équivalence	208	+ 32,9 %	(12,2 %)	444	+ 18,3 %
Impôts*	(15)	+ 36,4 %	(73,2 %)	(71)	+ 18,3 %
Résultat net	193	+ 32,7 %	+ 6,8 %	373	+ 18,3 %

* Impact fiscal des dividendes perçus des Caisses régionales.

Sur le premier semestre 2005, le **produit net bancaire cumulé** (6,254 milliards d'euros) des Caisses régionales croît de 6,7 % par rapport à celui de la même période de 2004. Retraité des dividendes perçus de Crédit Agricole S.A., le produit net bancaire croît de 4,4 %. Du fait d'une bonne maîtrise des charges (+ 2,3 %), le **coefficient d'exploitation** poursuit sa baisse (- 1,2 point par rapport au premier semestre 2004) pour s'établir à 58,2 %. Le **résultat brut d'exploitation** (2,371 milliards d'euros) progresse de 7,5 % par rapport au premier semestre 2004.

Le **coût du risque de crédit** baisse de 5 points de base par rapport au premier semestre 2004, à 23 points de base, niveau historiquement faible. De même, le taux des créances douteuses est en réduction : elles représentent 3,3 % des encours de crédit (contre 3,7 % un an auparavant), et leur taux de couverture s'améliore à 73 %.

En conséquence, le **résultat net cumulé des Caisses régionales mis en équivalence** à hauteur de 25 % augmente fortement (+ 13,0 %) à 320 millions d'euros et leur contribution au résultat consolidé de Crédit Agricole S.A. augmente de 18,3 % à 373 millions d'euros, après impôt payé par Crédit Agricole S.A. sur les dividendes reçus des Caisses régionales.

Le **ROE annualisé du métier** s'établit à 20,6 %.

Au **deuxième trimestre 2005**, les Caisses régionales ont enregistré un **résultat brut d'exploitation** en progrès de + 13,4 % par rapport au 2^e trimestre 2004. Le produit net bancaire retraité des dividendes perçus de Crédit Agricole S.A. par les Caisses régionales augmente de + 6,8 % comparativement à la même période de l'an passé. Les charges d'exploitation varient de + 2,4 % par rapport au 2^e trimestre 2004. Le résultat net social cumulé des Caisses régionales progresse de + 30,1 % en comparaison avec la même période de 2004.

La contribution **mise en équivalence** à hauteur de 25 % dans les résultats de Crédit Agricole S.A. s'élève à 169 millions d'euros, en hausse de + 37,5 % sur le trimestre comparable 2004.

2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - LE CRÉDIT LYONNAIS

Dans la continuité du 1^{er} trimestre, la dynamique commerciale du réseau du Crédit Lyonnais s'est poursuivie au deuxième trimestre 2005. À la fin de l'été, le Crédit Lyonnais a franchi une étape clé de son projet d'entreprise, avec le nouveau logo et la nouvelle signature de la banque.

Les **encours de collecte bilan et hors-bilan** enregistrent une progression de + 5,9 % sur un an grâce au maintien d'un rythme de croissance élevé des encours de livrets (+ 19 %), à l'accélération sensible de la croissance des dépôts à vue et à la poursuite des bonnes performances de l'assurance vie dont l'encours progresse de + 9,8 % par rapport à la période comparable de 2004. En matière d'OPCVM, le mois de juin a été particulièrement dynamique grâce au lancement réussi d'un nouveau fonds à capital garanti qui a permis de collecter 200 millions d'euros en moins d'un mois.

L'activité de **crédits** conserve une bonne dynamique de croissance avec une accélération de la production de crédits à l'habitat (+ 25 % au T2-05 versus T2-04), sans dégradation de la marge bancaire et un développement soutenu des nouveaux financements moyen et long terme aux PME (+ 34 % S1-05/S1-04) et aux professionnels (+ 25 % T2-05/T2-04). Les encours de crédits sont en hausse de 6,6 % à 50,3 milliards d'euros au 30 juin 2005, tirés par une progression soutenue des crédits à l'habitat (+ 9,4 % sur un an) et par les concours aux Professionnels (+ 4,3 %) liés essentiellement aux crédits d'équipement.

(en millions d'euros)	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	900	+ 3,7 %	+ 7,6 %	1 737	+ 2,4 %
Charges d'exploitation	(613)	+ 0,6 %	(2,0 %)	(1 240)	0,0 %
Résultat brut d'exploitation	287	+ 11,0 %	+ 36,3 %	497	+ 9,1 %
Coût du risque	(31)	(13,9 %)	(25,5 %)	(72)	(8,9 %)
Résultat courant avant impôts	256	+ 15,0 %	+ 51,5 %	425	+ 12,9 %
Impôts	(77)	+ 11,8 %	+ 51,8 %	(128)	+ 10,4 %
Résultat net	179	+ 16,5 %	+ 51,4 %	297	+ 14,0 %
Coefficient d'exploitation	68,2 %	(2,1 pts)	(6,7 pts)	71,4 %	(1,7 pt)
Fonds propres alloués (Md €)				2,4	
ROE				25,1 %	

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables.

Sur le semestre, le **résultat brut d'exploitation** augmente de + 9,1 % avec un **produit net bancaire** en hausse de + 2,4 % à 1 737 millions d'euros, portée par une augmentation de + 4,2 % des commissions (largement tirée par les commissions sur les produits d'assurance) et de la marge d'intérêt (+ 0,9 %). Sur le 2^e trimestre, la marge d'intérêt a progressé de 2,3 % grâce à la hausse des volumes et aux bons résultats de la gestion financière. Les **charges d'exploitation** sont restées stables d'une période à l'autre à 1 240 millions d'euros ; les avancées du projet d'entreprise se traduisent par une baisse des charges structurelles permettant d'absorber les coûts des investissements commerciaux (poursuite du programme d'optimisation du réseau d'agences, montée en puissance des plates-formes téléphoniques, lancement de la nouvelle marque « LCL »).

Le **coefficient d'exploitation** s'améliore de 1,7 point à 71,4 %.

La charge du risque s'élève à 72 millions d'euros, en retrait de 8,9 % sur celle du premier semestre 2004. Mesuré par rapport aux encours pondérés, le coût du risque (y compris provisions collectives) revient à 36 points de base à fin juin 2005 (contre 45 points de base en 2004) et le ratio de couverture des risques continue de se renforcer à 80,3 %.

Le **résultat net** est de 297 millions d'euros, en hausse de 14 % par rapport au premier semestre 2004. Le **ROE** annualisé atteint 25,1 %.

Au deuxième trimestre 2005, le **résultat brut d'exploitation** à 287 millions d'euros, est en progrès de 11,0 % par rapport à celui du 2^e trimestre 2004, en raison d'une croissance du **produit net bancaire** de 3,7 % tirée notamment par l'amélioration de la marge d'intérêt et par la hausse des commissions. La hausse des **charges** est limitée à 0,6 % par rapport à la période comparable de 2004. La **charge du risque** (31 millions d'euros) est en repli de 13,9 %. Le résultat net atteint 179 millions d'euros, en hausse de 16,5 % par rapport au 2^e trimestre 2004.

3. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

L'activité des Services financiers spécialisés est toujours marquée par le fort développement des activités de crédit à la consommation à l'international et par la poursuite d'acquisitions ciblées en renforcement ou en complément du dispositif existant.

Le pôle de **crédit à la consommation** a poursuivi son expansion par croissance externe avec :

- la finalisation de la prise de contrôle de Credilar au Portugal, société spécialisée en équipement de la maison, filiale de la banque portugaise Millennium BCP. Les activités de Credilar seront rapprochées avec celles de la filiale portugaise de Sofinco, Credibom, formant ainsi l'un des leaders sur le marché portugais ;
- l'annonce de l'acquisition à 100 % de la société CP Leasing en République tchèque. Cette société spécialisée dans le financement de l'automobile, par contrat de leasing, fait partie des dix plus importantes sociétés de leasing de ce pays avec une part de marché d'environ 10 % et un encours de 166 millions d'euros à fin décembre 2004.

Les encours gérés de crédit à la consommation, activité principalement exercée par Sofinco, Finaref, et Lukas, progressent de 15,2 % sur un an, pour atteindre 34,2 milliards d'euros fin juin 2005. Cette évolution résulte d'une accélération du rythme de la production qui est en hausse de 18,4 % sur un an largement tirée par l'activité des filiales étrangères dont la production progresse de + 45,6 %, notamment Agos Itafinco et Creditplus. En France où les encours sont en hausse de 6,1 %, la demande est sous-tendue par le renforcement de la coopération avec les Caisses régionales (+ 25,1 % sur un an) et par le réseau du Crédit Lyonnais (+ 13,7 % sur un an).

Le crédit à la consommation représente 85 % du résultat brut d'exploitation du pôle Services financiers spécialisés.

Dans un contexte économique peu porté par l'investissement, l'**activité de crédit-bail** a continué sa consolidation et affiche sur le semestre une hausse de 5,6 % de sa production et une stabilité des encours (12,6 milliards d'euros à fin juin 2005).

L'**activité d'affacturage** maintient sa dynamique avec un chiffre d'affaires facturé en progression de 15 % par rapport au semestre

comparable de l'année précédente. Les encours atteignent 5,2 milliards d'euros, avec une progression nettement plus marquée à l'étranger (+ 13,8 %), notamment en Allemagne (3^e sur son marché) et en Belgique. Crédit Agricole S.A. a porté de 49,1 % à 98,2 % sa participation dans Eurofactor en rachetant fin décembre 2004 la participation que détenait Euler Hermes.

<i>(en millions d'euros)</i>	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	594	+ 0,7 %	(1,5 %)	1 197	+ 5,9 %
Charges d'exploitation	(308)	+ 1,8 %	(4,8 %)	(632)	+ 6,8 %
Résultat brut d'exploitation	286	(0,4 %)	+ 2,3 %	565	+ 5,0 %
Coût du risque	(85)	(1,3 %)	(12,2 %)	(183)	(3,2 %)
Sociétés mises en équivalence	0	n.s.	n.s.	2	n.s.
Résultat net sur autres actifs	-	n.s.	n.s.	-	n.s.
Résultat courant avant impôts	201	+ 1,8 %	+ 9,7 %	384	+ 12,8 %
Impôts	(72)	+ 17,4 %	+ 25,8 %	(129)	+ 7,7 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	129	(5,3 %)	+ 2,1 %	255	+ 15,6 %
Coefficient d'exploitation	51,9 %	+ 0,5 pt	(1,8 pt)	52,8 %	+ 0,4 pt
Fonds propres alloués (Md €)				2,1	
ROE				23,7 %	

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables.

Sur l'ensemble du pôle, le **produit net bancaire** enregistre une progression de + 5,9 % par rapport au premier semestre 2004, à 1 197 millions d'euros. Avec une augmentation des charges (+ 6,8 %) liées au développement des activités internationales sur le crédit à la consommation, le **résultat brut d'exploitation** croît de + 5,0 % sur la période, pour atteindre 565 millions d'euros.

Le **coût du risque** reste bien maîtrisé (- 3,2 %). Le **résultat net avant coûts liés au rapprochement** s'établit à 255 millions d'euros, soit + 15,6 % par rapport à la période comparable de 2004. Le ROE annualisé atteint 23,7 %.

Au **deuxième trimestre 2005**, le **résultat brut d'exploitation** atteint 286 millions d'euros, niveau quasi stable (- 0,4 %) par rapport au 2^e trimestre de 2004. L'évolution du **produit net bancaire** du pôle (+ 0,7 %) est impactée par une moindre progression des revenus du crédit-bail, dont l'organisation est en cours de consolidation. Les charges augmentent de + 1,8 % en liaison avec la forte croissance des activités à l'international. Le coût du risque baisse de 1,3 % par rapport au 2^e trimestre de 2004. Le **résultat net avant coûts liés au rapprochement** s'affiche en baisse par rapport au 2^e trimestre de 2004 mais en hausse de + 2,1 % par rapport au trimestre précédent.

4. PÔLE GESTION D'ACTIFS, ASSURANCES ET BANQUE PRIVÉE

Les métiers de gestion d'actifs et d'assurances enregistrent à nouveau d'excellents résultats et accélèrent leur développement en cherchant à construire des positions de premier plan sur leurs domaines d'activités :

- **signature fin mai 2005 d'un accord avec Banca Intesa** portant sur la prise de contrôle à 65 % de l'ensemble formé par le rapprochement de Nextra Investment Management et de Crédit Agricole Asset Management sgr avec un accord de distribution pour 12 ans. Cette opération permet au Crédit Agricole de devenir l'un des cinq plus importants gestionnaires d'actifs en Europe et le seul acteur à disposer de positions fortes en Italie et en France ;
- **mise en commun des savoir-faire de CAAM** et de Calyon dans le domaine des produits structurés et comptes gérés pour créer CASAM, société du pôle de gestion d'actifs, qui est déjà opérationnelle (création le 1^{er} septembre) ;
- **création de CACEIS**, Crédit Agricole-Caisse d'Épargne Investor Services, le 31 août 2005, structure spécialisée dans les services financiers aux institutionnels et aux grandes entreprises. CACEIS

constitue un acteur de premier rang en France et en Europe où il dispose d'une base élargie (Paris, Luxembourg, Madrid, Bruxelles, Dublin et Amsterdam) ;

- **en banque privée, fusion de CAI Luxembourg et CL Luxembourg** pour donner naissance à Crédit Agricole Luxembourg. Cet ensemble est un des acteurs majeurs de la place avec plus de 10 milliards d'euros d'actifs gérés ;
- **en assurance IARD**, prise de participation de 40 % dans AF IARD.

Les actifs gérés au sein du pôle ont connu une très forte croissance : ils atteignent 461,5 milliards d'euros (hors doubles comptes) à la fin du premier semestre 2005 (+ 15,0 % sur un an). Cette évolution reflète le dynamisme de la collecte en gestion d'actifs et en assurance vie et la reprise des marchés.

En **gestion d'actifs**, la progression des encours est particulièrement soutenue (+ 15,8 % hors apports intra-Groupe) et au 30 juin 2005, les encours s'élèvent à 395,8 milliards d'euros, soit une progression de 41,5 milliards d'euros sur le premier semestre 2005 (à périmètre et méthode comparables). Cette **hausse** résulte d'un niveau élevé de collecte nette (près de 21 milliards d'euros sur le semestre dont 12 milliards d'euros pour le seul 2^e trimestre) et d'un effet marché positif (20,7 milliards d'euros). Les souscriptions nouvelles sont largement concentrées sur les supports obligataires et la gestion alternative. Les filiales à l'international poursuivent leur dynamique de croissance avec une contribution à la collecte nette à hauteur de

38 % sur le semestre. Sur le trimestre, la capacité d'innovation de CAAM a été marquée par le lancement de nouveaux fonds structurés (Protéin'2, Magnésium, Biathlon) et le développement du tracker lancé sur Euronext ETF CAC 40 Indexis.

La Banque privée a connu une bonne évolution de son activité au premier semestre 2005 avec une progression des encours de 5,2 milliards d'euros depuis le début de l'année. Le nouveau dispositif en France et à l'international commence à porter ses fruits, avec notamment une bonne performance de la BGPI et de la place de Monaco. À fin juin 2005, les encours gérés atteignent 73 milliards d'euros et se répartissent à hauteur de 60 % pour l'international et 40 % pour la France.

L'assurance vie connaît un très bon niveau d'activité. Le chiffre d'affaires semestriel atteint 9,7 milliards d'euros et progresse de 12,8 % par rapport au premier semestre 2004, en ligne avec les performances du marché. La collecte en unités de compte progresse de + 37 % sur un an grâce notamment aux souscriptions enregistrées dans les fonds garantis. Les encours gérés atteignent 136,6 milliards d'euros, en croissance de 10,4 % sur un an.

La croissance des activités d'assurances IARD est restée très marquée sur le semestre : le chiffre d'affaires est en hausse de 19,9 % et la production affiche une croissance de 20,8 % portée par les produits de santé et l'offre aux agriculteurs et professionnels.

<i>(en millions d'euros)</i>	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	751	+ 7,1 %	(3,3 %)	1 529	+ 10,5 %
Charges d'exploitation	(350)	+ 2,9 %	+ 3,7 %	(688)	+ 4,0 %
Résultat brut d'exploitation	401	+ 11,1 %	(8,7 %)	841	+ 16,4 %
Coût du risque	4	n.s.	n.s.	4	n.s.
Sociétés mises en équivalence	4	n.s.	n.s.	13	n.s.
Résultat net sur autres actifs	(1)	n.s.	n.s.	(2)	n.s.
Résultat courant avant impôts	407	+ 15,6 %	(9,2 %)	856	+ 19,8 %
Impôts	(112)	(4,8 %)	(29,4 %)	(272)	+ 14,6 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	295	+ 25,9 %	+ 1,9 %	584	+ 22,4 %
Coefficient d'exploitation	46,6 %	(0,8 pt)	+ 3,2 pts	45,0 %	(2,2 pts)
Fonds propres alloués (Md €)				5,8	
ROE				20,2 %	

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables.

Par rapport au 1^{er} semestre 2004, le **résultat brut d'exploitation** du pôle progresse de + 16,4 % grâce à la forte croissance du produit net bancaire qui atteint 1 529 millions d'euros (soit + 10,5 % sur un an) conjugué à une moindre progression des charges (+ 4,0 %).

Le **résultat net du pôle** avant coûts liés au rapprochement atteint 584 millions d'euros en hausse de + 22,4 % par rapport au résultat du premier semestre 2004, et le ROE s'établit à 20,2 %.

L'**activité du 2^e trimestre** a été particulièrement soutenue. Par rapport au même trimestre de 2004, le **produit net bancaire** croît de + 7,1 %, les **charges d'exploitation** augmentent de + 2,9 % et le résultat brut d'exploitation est hausse de + 11,1 %. Le **résultat** avant coûts liés au rapprochement atteint 295 millions d'euros, en forte hausse (+ 25,9 %) par rapport au 2^e trimestre 2004.

5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Depuis la création de Calyon il y a un an, les résultats de la banque de financement et d'investissement sont en progression constante. Le **résultat net** avant coûts liés au rapprochement est en hausse de 48,4 % et la rentabilité du pôle (ROE de 17,4 %) est supérieure à l'objectif de moyenne période : 15 %. Ce semestre confirme la dynamique de

génération des revenus amorcée au 4^e trimestre 2004. Bénéficiant de l'effet de ciseaux favorable entre la forte hausse du **produit net bancaire** (+ 11 %) et la réduction des **charges d'exploitation** (- 0,9 %) reflétant la mise en œuvre des synergies liées au rapprochement, le **résultat brut d'exploitation** est en progression de 40,0 % par rapport au 1^{er} semestre 2004. En conséquence, le coefficient d'exploitation qui s'élève à 63,3 % est en forte amélioration (- 7,6 points).

L'amélioration rapide des performances de la Banque de financement et d'investissement est en partie liée aux positions fortes et bien établies dans de nombreux métiers et sur lesquelles Calyon capitalise notamment en **financements structurés** (1^{er}/2^d arrangeur mandaté de financements de projet dans le monde), en **recherche actions** (1^{er} en France sur les small et mid caps), sur les **marchés de capitaux** (2^d pour les émissions de produits structurés de crédit en Asie) et en **banque d'investissement** (1^{er} teneur de livre d'émissions d'actions en France et 1^{er} teneur de livre d'introductions en bourse en France et en Europe).

Un an après la fusion effective, Calyon a fixé ses objectifs pour les 3 ans à venir : croissance de 1 milliard d'euros du produit net bancaire en 3 ans pour atteindre 4,7 milliards d'euros en 2007, améliorer son coefficient d'exploitation à 60 % (contre 71 % à la fin décembre 2004) et améliorer de manière durable sa rentabilité sur fonds propres sur moyenne période.

(en millions d'euros)	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	1 119	+ 17,3 %	+ 8,4 %	2 152	+ 11,0 %
Charges d'exploitation	(684)	+ 1,4 %	+ 1,0 %	(1 362)	(0,9 %)
Résultat brut d'exploitation	435	+ 55,8 %	+ 22,5 %	790	+ 40,0 %
Coût du risque	10	(77,8 %)	(26,1 %)	24	X 3,4
Sociétés mises en équivalence	30	+ 54,6 %	+ 35,7 %	52	+ 43,1 %
Résultat net sur autres actifs	(1)	n.s.	n.s.	3	n.s.
Résultat courant avant impôts	474	+ 47,9 %	+ 20,0 %	869	+ 48,4 %
Impôts	(108)	+ 45,4 %	+ 15,6 %	(202)	+ 48,4 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	366	+ 48,6 %	+ 21,4 %	667	+ 48,4 %
Coefficient d'exploitation	61,2 %	(9,6 pts)	(4,5 pts)	63,3 %	(7,6 pts)
Fonds propres alloués (Md €)				7,7	
ROE				17,4 %	

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables.

Le deuxième trimestre 2005 enregistre un **résultat net avant coûts liés au rapprochement** de 366 millions d'euros, en hausse de + 48,6 % par rapport au 2^e trimestre 2004. Cette amélioration est obtenue grâce à la forte hausse du produit net bancaire : + 17,3 % et à des charges d'exploitation très bien contenues (+ 1,4 %). Le résultat

brut d'exploitation, à 435 millions d'euros, progresse de 55,8 % et le coefficient d'exploitation s'améliore de 9,6 points à 61,2 %.

Ces évolutions très favorables concernent à la fois la banque de financement et la banque de marchés et d'investissement.

LA BANQUE DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	501	+ 10,4 %	+ 18,5 %	924	+ 5,7 %
Charges d'exploitation	(210)	(6,3 %)	+ 4,1 %	(412)	(13,0 %)
Résultat brut d'exploitation	291	+ 26,6 %	+ 31,6 %	513	+ 27,8 %
Coût du risque	15	(71,0 %)	+ 17,1 %	28	+ 86,7 %
Sociétés mises en équivalence	30	+ 54,6 %	+ 35,7 %	52	+ 43,1 %
Résultat net sur autres actifs	1	n.s.	n.s.	1	n.s.
Résultat courant avant impôts	337	+ 20,3 %	+ 31,6 %	594	+ 37,0 %
Impôts	(74)	+ 20,6 %	+ 26,8 %	(132)	+ 26,4 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	264	+ 20,2 %	+ 33,0 %	462	+ 40,3 %
Coefficient d'exploitation	41,9 %	(7,5 pts)	(5,8 pts)	44,5 %	(9,6 pts)
ROE	20,6 %			18,0 %	

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables.

Sur le premier semestre 2005, la **banque de financement** enregistre un **résultat net** avant coûts liés au rapprochement de 462 millions d'euros en hausse de + 40,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2004. Dans un environnement marqué par une faible demande et une érosion des marges, le produit net bancaire (924 millions d'euros) s'inscrit en hausse de + 5,7 % (+ 7,5 % à périmètre et change constants) bénéficiant de la croissance des activités à plus forte valeur ajoutée, notamment les financements structurés (+ 16,5 % à périmètre et change constants). Les **charges d'exploitation** sont en très forte réduction (- 13 %, soit - 11,9 % à périmètre et change constants). En conséquence, le **résultat brut d'exploitation** croît de + 27,8 % (+ 30,4 % à périmètre et change constants) et le **coefficient d'exploitation** s'améliore de 9,6 points semestre sur semestre à 44,5 %.

Le **coût du risque** est en reprise nette de 28 millions d'euros et le **résultat des sociétés mises en équivalence** (essentiellement imputable à la contribution de la banque Al Saudi Al Fransi) atteint 52 millions d'euros en hausse de + 43,1 % sur la période.

Dans un contexte concurrentiel toujours vif, le **deuxième trimestre 2005** a enregistré une amélioration de la rentabilité des actifs (produit net bancaire/risques pondérés : 2,44 % au T2-05 contre 2,25 % au T1-05), illustrant le renforcement du positionnement de Calyon auprès de sa clientèle notamment dans le domaine des financements structurés et syndiqués. Le **produit net bancaire** est en forte croissance (+ 10,4 % par rapport au T2-04 et + 18,5 % par rapport au T1-05) et les charges d'exploitation sont en baisse de - 6,3 % par rapport au 2^e trimestre 2004.

Le **résultat brut d'exploitation** bénéficie de cet effet de ciseaux favorable et progresse de 26,6 %. Le **coefficient d'exploitation** est ainsi ramené à 41,9 % sur le trimestre, soit 7,5 points de mieux qu'au trimestre correspondant de 2004.

Après une reprise du coût du risque de 15 millions d'euros, et une contribution en hausse des sociétés mises en équivalence, le **résultat net avant coûts liés au rapprochement** atteint 264 millions d'euros (+ 20,2 %).

LA BANQUE DE MARCHÉ ET D'INVESTISSEMENT

(en millions d'euros)	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	618	+ 23,6 %	+ 1,3 %	1 228	+ 15,3 %
Charges d'exploitation	(475)	+ 5,3 %	(0,3 %)	(951)	+ 5,4 %
Résultat brut d'exploitation	143	X 2,9	+ 7,3 %	277	+ 69,9 %
Coût du risque	(5)	(18,3 %)	n.s.	(4)	(50,0 %)
Résultat net sur autres actifs	(2)	(33,3 %)	n.s.	2	n.s.
Résultat courant avant impôts	136	X 3,4	(1,4 %)	275	+ 80,9 %
Impôts	(34)	X 2,6	(2,8 %)	(70)	X 2,8
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	102	X 3,8	(1,0 %)	205	+ 70,4 %
Coefficient d'exploitation	76,8 %	(13,4 pts)	(1,3 pt)	77,4 %	(7,3 pts)
ROE	15,7 %			16,0 %	

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables.

Au premier semestre 2005, les activités en banque de marché et d'investissement ont réalisé un **produit net bancaire** de 1 228 millions d'euros en hausse de + 15,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2004 sous l'effet notamment de la poursuite du redressement des activités de dérivés actions, dont les revenus sont multipliés par 4 et des bonnes performances en titrisation. Avec des **charges** en hausse de + 5,4 % liées au développement de l'activité et à la croissance organique, le **résultat brut d'exploitation** augmente vivement (+ 69,9 %) à 277 millions d'euros.

Le **résultat net avant coûts liés au rapprochement** atteint 205 millions d'euros, en hausse de + 70,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2004. Le ROE annualisé atteint 16,0 %.

Au **second trimestre**, dans un environnement touché par la crise généralisée sur les marchés de crédits, le **produit net bancaire**, bénéficiant d'opérations non récurrentes, a résisté et marqué une hausse de + 23,6 % par rapport au 2^e trimestre 2004 et de + 1,3 % par rapport au trimestre précédent. Avec des charges d'exploitation contenues (+ 5,3 % par rapport au 2^e trimestre 2004 et - 0,3 % par rapport au 1^{er} trimestre 2005), le **résultat brut d'exploitation** (143 millions d'euros) est multiplié par 2,9 par rapport au 2^e trimestre 2004 et augmente de + 7,3 % par rapport au trimestre précédent. Le résultat net avant coûts liés au rapprochement s'établit à 102 millions d'euros, niveau quasi stable (- 1,0 %) par rapport au 1^{er} trimestre mais plus de 3 fois supérieur à celui du 2^e trimestre 2004.

6. PÔLE BANQUE DE DÉTAIL À L'INTERNATIONAL

La banque de détail à l'international a redéfini et rationalisé son périmètre au cours du semestre pour faire face à son développement. Cette redéfinition a entraîné le transfert de certaines filiales (notamment BFCAG, Yémen, Égypte) vers d'autres pôles. Ce métier est désormais composé essentiellement, aux côtés des participations dans les banques européennes Intesa, BES et Emporiki, des entités africaines auparavant filiales du Crédit Lyonnais, dont la principale est le Crédit du Maroc.

Par ailleurs, poursuivant sa logique de développement, Crédit Agricole S.A. a acquis une participation majoritaire de 71 % au capital de Meridian Bank, banque serbe, pour donner naissance à un leader des services financiers en Serbie. Meridian Bank A.D. jouera un rôle actif dans la banque de détail, en se concentrant particulièrement sur les particuliers et les PME, et développera les services aux entreprises. Elle aura également pour mission de pénétrer les marchés de l'assurance, du crédit-bail et du crédit à la consommation, par le biais d'entités spécialisées.

Le **résultat** du pôle Banque de détail à l'étranger est essentiellement imputable au **résultat des sociétés mises en équivalence** qui s'élève à 230 millions d'euros, en hausse de 34,8 % par rapport au premier semestre 2004. Banca Intesa, qui a réalisé un excellent semestre, est le principal contributeur à cette performance.

Le **résultat net** s'inscrit en hausse de + 29,2 % à 240 millions d'euros, conduisant à un ROE du métier annualisé de 20,9 %.

(en millions d'euros)	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	88	+ 18,5 %	+ 40,3 %	152	+ 5,2 %
Charges d'exploitation	(76)	+ 32,1 %	+ 45,0 %	(129)	+ 14,1 %
Résultat brut d'exploitation	12	(27,5 %)	+ 17,0 %	23	(26,8 %)
Coût du risque	(10)	n.s.	n.s.	(13)	+ 12,5 %
Sociétés mises en équivalence	107	+ 25,3 %	(12,3 %)	230	+ 34,8 %
Résultat net sur autres actifs	3	n.s.	n.s.	-	-
Résultat courant avant impôts	112	+ 13,8 %	(12,4 %)	240	+ 26,0 %
Impôts	1	n.s.	n.s.	-	n.s.
Résultat net	113	+ 18,7 %	(10,3 %)	240	+ 29,2 %
Coefficient d'exploitation	86,0 %	+ 8,9 pts	+ 2,8 pts	84,8 %	+ 6,6 pts
Fonds propres alloués (Md €)				2,4	
ROE				20,9 %	

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables.

Au deuxième trimestre 2005, le résultat net à hauteur de 113 millions d'euros marque une progression de + 18,7 % par rapport à la même période de 2004.

7. GESTION POUR COMPTE PROPRE ET DIVERS

La contribution du pôle Gestion pour compte propre et divers au résultat du Groupe avant coûts liés au rapprochement, négative de 217 millions d'euros au premier semestre 2004, passe à - 276 millions d'euros au premier semestre 2005, évolution imputable notamment

à la hausse des coûts de financement en liaison avec la croissance externe du Groupe, ainsi qu'à une progression des charges liées aux passifs sociaux.

(en millions d'euros)	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	8	(94,4 %)	n.s.	(72)	X 3,9
Charges d'exploitation	(221)	+ 43,7 %	+ 16,1 %	(412)	+ 41,2 %
Résultat brut d'exploitation	(213)	X 15,4	(21,1 %)	(484)	+ 56,0 %
Coût du risque	(10)	(9,9 %)	(9,1 %)	(21)	(16,0 %)
Sociétés mises en équivalence	1	n.s.	n.s.	(4)	n.s.
Résultat net sur autres actifs	13	n.s.	n.s.	18	n.s.
Résultat courant avant impôts	(209)	X 6,1	(25,5 %)	(491)	+ 44,5 %
Impôts	72	n.s.	(50,0 %)	215	+ 74,8 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	(138)	X 2,3	(0,2 %)	(276)	+ 27,3 %

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables.

➤ Résultats consolidés du groupe Crédit Agricole

Le groupe Crédit Agricole enregistre sur le premier semestre 2005 un **résultat net part du Groupe** de 2 726 millions d'euros en hausse de 24,5 % sur un an.

Cette progression résulte essentiellement d'une bonne dynamique commerciale de tous les métiers du Groupe qui explique la hausse du **produit net bancaire** de + 5,3 % alors que les **charges d'exploitation**

restent contenues, en augmentation de + 3,7 %. Le **résultat brut d'exploitation** (4 608 millions d'euros) est en progrès de 8,1 % par rapport au premier semestre 2004 et la charge du risque baisse de - 19,8 % sur un an. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de + 44,1 %. Sur la période, les charges liées au rapprochement s'élèvent à 144 millions d'euros, en baisse de 20 millions d'euros.

Le montant total des capitaux propres part du Groupe s'établit au 30 juin 2005 à 47,0 milliards d'euros ; le ratio de solvabilité atteint 9,9 %, dont 7,6 % pour le Tier one.

ÉLÉMENTS FINANCIERS POUR LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

<i>(en millions d'euros)</i>	S1-04	S1-05	Δ S1/S1
Produit net bancaire	12 004	12 637	+ 5,3 %
Charges d'exploitation	(7 740)	(8 029)	+ 3,7 %
Résultat brut d'exploitation	4 264	4 608	+ 8,1 %
Coût du risque	(739)	(593)	(19,8 %)
Sociétés mises en équivalence	202	291	+ 44,1 %
Résultat net sur autres actifs	(28)	19	n.s.
Résultat courant avant impôts	3 699	4 325	+ 16,9 %
Coûts liés au rapprochement	(164)	(144)	(12,2 %)
Impôts	(1 201)	(1 293)	+ 7,7 %
Résultat net	2 334	2 888	+ 23,7 %
Résultat net part du Groupe	2 189	2 726	+ 24,5 %

Les éléments présentés ci-dessus sont relatifs au groupe Crédit Agricole, constitué de l'ensemble des Caisses locales, des Caisses régionales, de Crédit Agricole S.A. et de leurs filiales.

ANNEXE : VISUELS DE PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 2005

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

✓ **Avertissement**

Cette présentation comporte des perspectives et des objectifs relatifs aux activités ou à la situation financière de Crédit Agricole S.A.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les états financiers reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

✓ **Normes applicables et comparabilité**

Les chiffres présentés sont établis conformément au corps de normes IFRS adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2004 (y compris la norme IFRS 2).

Dans ce cadre, les normes IAS 32 et 39 et IFRS 4 ne sont applicables qu'à compter du 1^{er} janvier 2005.

Pour des besoins de comparabilité, les données relatives au 1^{er} semestre 2004, en ce compris l'effet des normes IAS 32 et 39 et IFRS 4, ont cependant été estimées. Ces estimations n'ont pas fait l'objet de travaux des Commissaires aux comptes.

2

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Sommaire

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Présentation des résultats des pôles

Banque de proximité en France – Caisses régionales
 Banque de proximité en France – Le Crédit Lyonnais
 Services financiers spécialisés
 Gestion d'actifs, assurances et banque privée
 Banque de financement et d'investissement
 Banque de détail à l'international
 Gestion pour compte propre et divers

Point d'étape sur les synergies**Structure financière****Données clés du groupe Crédit Agricole****Annexes**

3

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

1^{er} semestre 2005

- ✓ Résultat brut d'exploitation : 2 231 m € (+ 11,5 % vs S1-04)
- ✓ Résultat net part du groupe : 1 865 m € (+ 31,3 % vs S1-04)
- ✓ Coefficient d'exploitation : 66,7 % (- 1,4 point vs S1-04)
- ✓ ROE annualisé : 15,9 %

4

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Des résultats semestriels en forte progression

en m €	S1-04*	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	6 274	6 694	+ 6,7 %
Charges d'exploitation	(4 273)	(4 463)	+ 4,4 %
Résultat brut d'exploitation	2 001	2 231	+ 11,5 %
Coût du risque	(309)	(261)	(15,5 %)
Sociétés mises en équivalence	580	738	+ 27,2 %
Résultat net sur autres actifs	(29)	19	n.s.
Résultat courant avant impôts	2 243	2 727	+ 21,6 %
Coûts liés au rapprochement	(164)	(144)	(12,2 %)
Résultat net	1 577	2 042	+ 29,5 %
Résultat net part du groupe	1 420	1 865	+ 31,3 %
Résultat net part du groupe avant coûts liés au rapprochement	1 535	1 963	+ 27,9 %
Coefficient d'exploitation	68,1 %	66,7 %	(1,4 pt)
ROE		15,9 %**	

✓ De bons résultats opérationnels :

- PNB : + 6,7 %
- RBE : + 11,5 %
- Coef d'exploitation : 66,7 % (- 1,4 pt)

✓ Un coût du risque encore en baisse pour s'établir à un niveau historiquement bas

✓ Une rentabilité en forte hausse :

- RN part du groupe : + 31,3 %
- ROE annualisé : 15,9 %
- Bénéfice net annualisé par action : 2,583 € (+ 32,3 % vs S1-04)

* Rappel : sauf mention contraire, toutes les données de cette présentation au S1-04 et en variation sont en normes IAS/IFRS y compris 32 et 39 et sont non auditées
 ** Résultat net part du groupe avant coût liés au rapprochement rapporté aux capitaux propres moyens hors plus-values latentes

5

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

T2-05 : confirmation des bonnes tendances

en m €	T2-04*	T2-05	Δ T2/T2*
Produit net bancaire	3 328	3 461	+ 4,0 %
Charges d'exploitation	(2 140)	(2 254)	+ 5,3 %
Résultat brut d'exploitation	1 188	1 207	+ 1,6 %
Coût du risque	(102)	(123)	+ 20,6 %
Sociétés mises en équivalence	251	350	+ 39,4 %
Résultat net sur autres actifs	(24)	14	n.s.
Résultat courant avant impôts	1 313	1 448	+ 10,3 %
Coûts liés au rapprochement	(123)	(95)	(22,8 %)
Résultat net	861	1 070	+ 24,3 %
Résultat net part du groupe	781	960	+ 22,9 %
Résultat net part du groupe avant coûts liés au rapprochement	869	1 026	+ 18,1 %
Coefficient d'exploitation	64,3 %	65,1 %	+ 0,8 pt

✓ Poursuite de l'amélioration du résultat opérationnel :

RBE : + 1,6 %/T2-04
+ 17,9 %/T1-05

✓ Poursuite de la baisse du coût du risque par rapport au T1

✓ Forte progression du résultat des sociétés mises en équivalence :
+ 39,4 %/T2-04

✓ Résultat net part du groupe :
+ 22,9 %/T2-04
+ 6,1 %/T1-05

* Rappel : sauf mention contraire, toutes les données de cette présentation au T1-04 et T2-04 et en variation sont en normes IAS/IFRS y compris 32 et 39 et sont non auditées

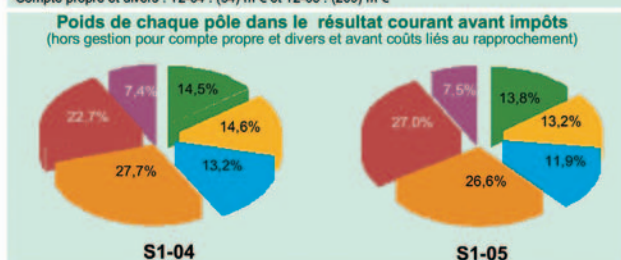
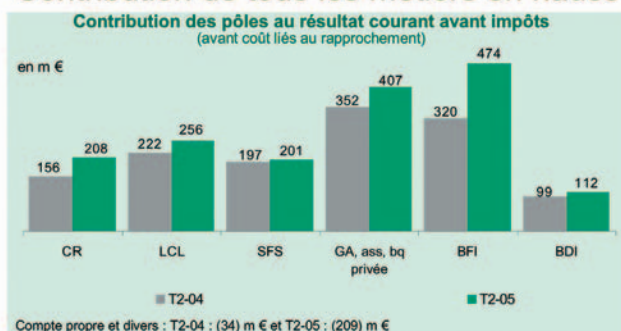
6

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Contribution de tous les métiers en hausse



Caisses Régionales

Activité commerciale très soutenue sur tous les marchés et résultat opérationnel en forte hausse

Le Crédit Lyonnais

Bonne dynamique commerciale et très bonne maîtrise des charges

Services Financiers spécialisés

Combinaison positive d'une croissance organique forte et de la politique d'acquisition

Gestion d'actifs, assurance et banque privée

Poursuite d'un très bon niveau de collecte et très bonne rentabilité

Banque de financement et d'investissement

Revenus et résultats en hausse et très nette amélioration du coefficient d'exploitation

Banque de détail à l'international

Excellente contribution d'Intesa

7

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Objectifs de ROE 2006 atteints

En Md €	Fonds propres alloués S1-05	% S1-05	% S1-04	ROE S1-05	Objectifs* ROE 2006
Banque de proximité en France – Caisses régionales	3,4	14,2	14,1	20,6 %	18 %
Banque de proximité en France – Le Crédit Lyonnais	2,4	10,0	10,1	25,1 %	25 %
Services financiers spécialisés	2,1	8,9	8,6	23,7 %	22 %
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	5,8	24,5	24,1	20,2 %	19 %
Banque de financement et d'investissement	7,7	32,5	32,4	17,4 %	15 %
Banque de détail à l'international	2,4	9,9	10,7	20,9 %	12 %
Total des métiers	23,8	100,0	100,0	20,2 %	18 %
Groupe				15,9 % **	15 %

* Objectifs (en normes françaises) annoncés lors du lancement de l'offre amicale sur le Crédit Lyonnais
 ** Hors plus-values latentes

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT
AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Caisses régionales

Bonne tenue des résultats des Caisses régionales

- ✓ Une évolution du PNB social en croissance de 6,7 % par rapport au S1-04 et de 2,7 % par rapport au T1-05
- ✓ Un coût du risque sur le semestre à des niveaux toujours très faibles
- ✓ Un résultat d'exploitation corrigé des dividendes reçus en progression de 10,6 % par rapport au S1-04 et de 6,5 % par rapport au T1-05

En m €	T2-05	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1
PNB social cumulé	3 169	+ 1,7 %	+ 2,7 %	6 254	+ 6,7 %
PNB retraité*	2 909	+ 6,8 %	+ 5,0 %	5 678	+ 4,4 %
Charges d'exploitation	(1 674)	+ 2,4 %	+ 2,5 %	(3 307)	+ 2,3 %
Résultat brut d'exploitation cumulé	1 235	+ 13,4 %	+ 8,7 %	2 371	+ 7,5 %
Coût du risque	(190)	(17,0 %)	+ 22,0 %	(345)	(7,8 %)
Résultat d'exploitation	1 045	+ 21,4 %	+ 6,5 %	2 026	+ 10,6 %
Résultat net social* cumulé	566	+ 30,1 %	+ 3,6 %	1 112	+ 10,6 %
Coefficient d'exploitation	57,5 %	(2,5 pts)	(1,5 pt)	58,2 %	(1,2 pt)

* Données cumulées des 41 Caisses régionales mises en équivalence retraitées des dividendes
 Crédit Agricole S.A. perçus par les Caisses régionales

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT
AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Caisses régionales

Résultat du pôle de proximité en France – Caisses régionales

Fonds propres alloués	14,2 %
Résultat courant	13,8 %

- ✓ Une contribution du pôle en hausse de 18,3 % sur le semestre et de 6,8 % par rapport au T1-05 après intégration des comptes des filiales des Caisses régionales, passage aux normes IFRS des comptes individuels des Caisses régionales et retraitements de consolidation

En m €	T2-05	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1
Résultat net cumulé	566	+ 30,1 %	+ 3,6 %	1 112	+ 10,6 %
Retraitement IFRS et filiales	109	+ 94,7 %	+ 92,6 %	166	+ 32,2 %
Résultat net mis en équivalence (à 100 %)	675	+ 37,5 %	+ 11,9 %	1 278	+ 13,0 %
Résultat net mis en équivalence (à 25 %)	169	+ 37,5 %	+ 11,9 %	320	+ 13,0 %
Variation de quote-part dans les réserves	39	n.s.	n.s.	124	n.s.
Quote-part de résultats des mises en équivalence	208	+ 32,9 %	(12,2 %)	444	+ 18,3 %
Impôts*	(15)	+ 36,4 %	(73,2 %)	(71)	+ 18,3 %
Résultat net	193	+ 32,7 %	+ 6,8 %	373	+ 18,3 %

* Charge fiscale des dividendes perçus des Caisses régionales

11

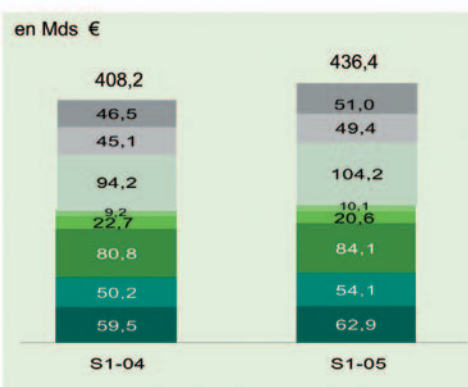
Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Caisses régionales

Poursuite de la progression soutenue des encours de collecte

- ✓ Bonne dynamique de la collecte : + 9,1 Mds € sur le semestre, portée par les performances de l'assurance vie et des valeurs mobilières : FCP « Protein », émissions obligataires, OPO Sanef, épargne salariale, ...
- ✓ Développement des encours à un rythme soutenu : + 6,9 % vs 30.06.2004, dont :
- Comptes sur livret : + 12,2 %
 - Assurance vie : + 10,6 %
 - Valeurs mobilières : + 9,6 %



	Δ S1/S1
Total	+ 6,9 %
Titres*	+ 9,7 %
OPCVM et SCPI*	+ 9,5 %
Assurance vie	+ 10,6 %
CAT et bons	+ 9,3 %
PEP	(9,1 %)
Epargne-logement	+ 4,1 %
Livrets**	+ 7,9 %
Dépôts à vue	+ 5,7 %

* Ont été inclus en 2005 et rétroactivement en 2004 les titres et OPCVM hors Groupe conservés dans les portefeuilles de la clientèle.

** CSL, LEP, Codevi, ...

12

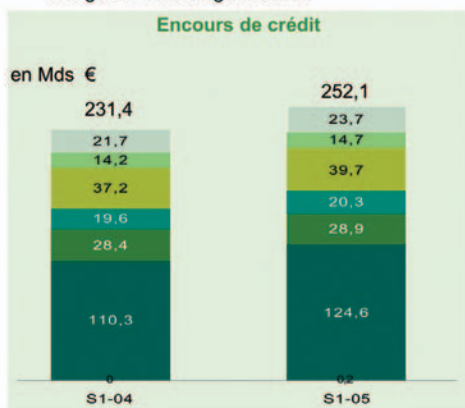
Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Caisses régionales

Forte croissance de la production et des encours de crédit

- ✓ Poursuite du fort développement de la production de prêts à moyen et long terme : 26 Mds € de réalisations au S1-05 (+ 11,9 % vs S1-04) :
 - demande vigoureuse sur les marchés de l'habitat avec 15,7 Mds € (+ 16,8 %), des entreprises (+ 18,4%) et des professionnels (+ 13,5 %)
- ✓ Accélération de la croissance des encours : + 8,7 % au T1-05, + 8,9 % au T2-05. Tous les secteurs enregistrent une augmentation



	Δ S1/S1
Total	+ 8,9 %
Collectivités locales	+ 9,2 %
Consommation	+ 3,9 %
Entreprises	+ 6,5 %
Professionnels	+ 4,0 %
Agriculture	+ 1,8 %
Habitat	+ 12,9 %
Autres	n.s.

13

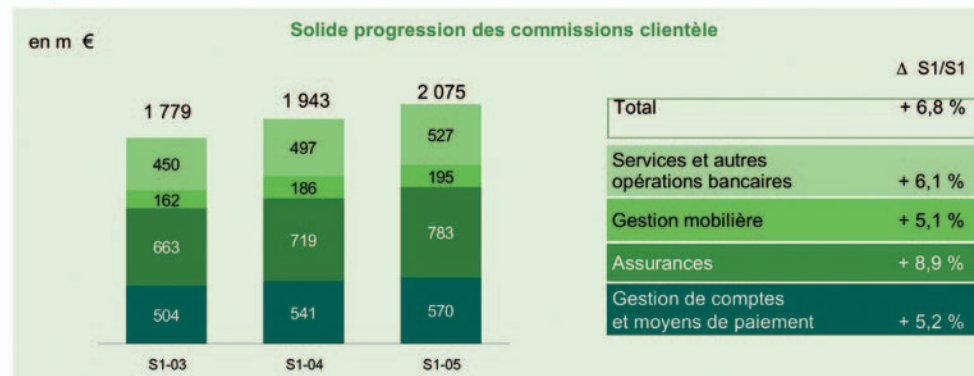
Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Caisses régionales

Bonne dynamique commerciale et évolution du PNB de 4,4 %*

- ✓ Des produits connaissant une dynamique de croissance importante : Capital Vert Croissance (+ 18 % en encours sur le trimestre), Protein et Protein Vie (665 m € placés à fin juin)
- ✓ Une bonne progression des commissions clientèle soutenues notamment par l'assurance-vie et les services
- ✓ Une marge d'intérêt en progression de 5,1 % par rapport au 1^{er} trimestre, notamment suite à l'impact de variations de marché trimestrielles sur la rémunération de la collecte et de la gestion financière des Caisses régionales



	Δ S1/S1
Total	+ 6,8 %
Services et autres opérations bancaires	+ 6,1 %
Gestion mobilière	+ 5,1 %
Assurances	+ 8,9 %
Gestion de comptes et moyens de paiement	+ 5,2 %

* Hors dividendes et assimilés de Crédit Agricole S.A. reçus par les Caisses régionales. Hors placement des fonds propres, la hausse du PNB est de 3,1 %

14

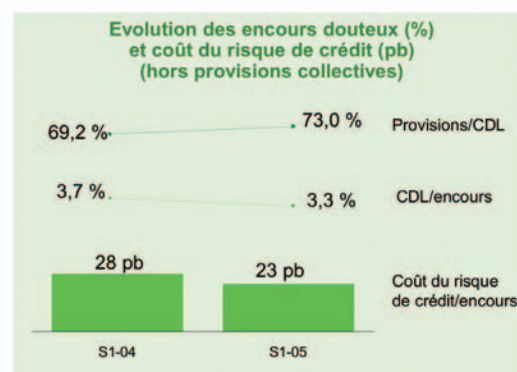
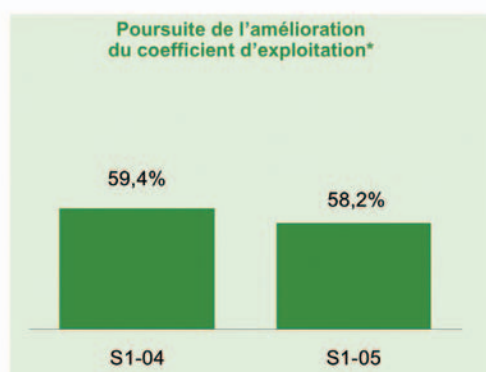
Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Caisses régionales

Des résultats opérationnels en constante progression

- ✓ Poursuite de la baisse du coefficient d'exploitation
- ✓ Baisse de 5 points du coût du risque



* Coefficient d'exploitation cumulé des 41 Caisses régionales mises en équivalence (hors dividendes versés par Crédit Agricole S.A)

15

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Le Crédit Lyonnais

Un RBE en croissance sensible

Fonds propres alloués 10,0 %
Résultat courant 13,2 %

- ✓ Progression de 9,1 % du RBE sur le semestre
- ✓ Amélioration de 2,1 points du coefficient d'exploitation sur 12 mois
- ✓ Maintien d'une bonne dynamique commerciale dans un contexte de forte concurrence
- ✓ Nouveaux gains de parts de marché en collecte d'épargne de bilan

En m €	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	900	+ 3,7 %	+ 7,6 %	1 737	+ 2,4 %
Charges d'exploitation	(613)	+ 0,6 %	(2,0 %)	(1 240)	0,0 %
Résultat brut d'exploitation	287	+ 11,0 %	+ 36,3 %	497	+ 9,1 %
Coût du risque	(31)	(13,9 %)	(25,5 %)	(72)	(8,9 %)
Résultat courant avant impôts	256	+ 15,0 %	+ 51,5 %	425	+ 12,9 %
Impôts	(77)	+ 11,8 %	+ 51,8 %	(128)	+ 10,4 %
Résultat net	179	+ 16,5 %	+ 51,4 %	297	+ 14,0 %
Coefficient d'exploitation	68,2 %	(2,1 pts)	(6,7 pts)	71,4 %	(1,7 pt)
Fonds propres alloués (Mo €)				2,4	
ROE				25,1 %	

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

16

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Le Crédit Lyonnais

Bonne progression des encours de collecte

- ✓ Maintien d'un rythme de croissance élevé des encours de livrets et accélération sensible de la croissance des dépôts à vue
- ✓ Evolution satisfaisante de l'assurance vie, avec une collecte supérieure à 2 100 m € sur le semestre
- ✓ Succès du dernier fonds à capital garanti commercialisé à partir de juin avec 200 m € collectés en 3 semaines.

en Md €



Δ S1/S1*

Total	+ 5,9 %
Titres	(3,3%)
OPCVM	+ 3,6 %
Assurance vie	+ 9,8%
CAT	+ 8,6 %
PEP	(16,7 %)
Epargne logement	(1,1%)
Livrets	+ 19,0 %
Dépôts à vue	+ 5,2%

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

17

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Le Crédit Lyonnais

Poursuite de la croissance des encours de crédit

- ✓ Forte reprise de la production de crédits à l'habitat (+ 25 % au T2-05 versus T2-04), sans dégradation de la marge bancaire
- ✓ Développement soutenu de la production des nouveaux financements moyen et long terme aux PME (+ 34 % S1-05 / S1-04) et aux professionnels (+ 25 % T2-05 / T2-04)

en Md €



Δ S1/S1*

Total	+ 6,6 %
PME*	+ 3,5 %
Professionnels*	+ 4,3 %
Consommation*	+ 2,5 %
Habitat	+ 9,4 %

* A périmètre et conventions comparables. Les encours de crédits CT aux professionnels précédemment inclus dans les crédits consommation sont regroupés avec l'ensemble des crédits consentis aux professionnels.

18

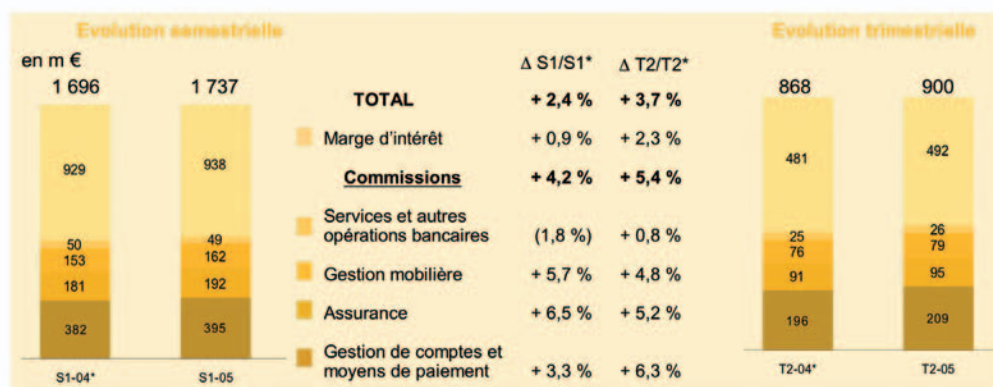
Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Le Crédit Lyonnais

Une évolution du PNB de 2,4 %*

- ✓ La marge d'intérêt progresse de 2,3 % par rapport au T2-04 grâce notamment à de bons résultats en gestion financière
- ✓ Bonne progression des commissions perçues, toujours tirée par l'assurance
- ✓ Hors éléments non récurrents, le PNB du 2^{ème} trimestre est en hausse de 1,7 % par rapport au T2-04



* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

19

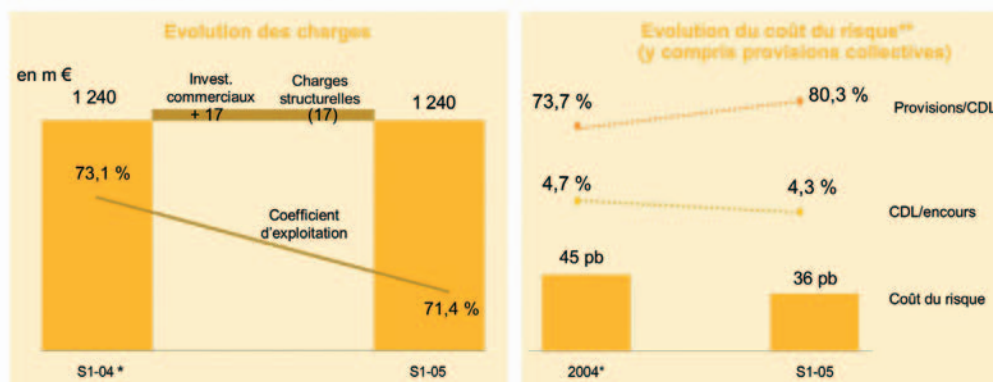
Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Le Crédit Lyonnais

Evolution des charges et du coût du risque

- ✓ Confirmation d'une bonne maîtrise des charges par la poursuite de la réduction des charges structurelles, traduction des avancées du projet d'entreprise en termes de gains de productivité
- ✓ Les investissements commerciaux ont été impactés à hauteur de 7 m € sur le trimestre par le lancement de la nouvelle marque LCL
- ✓ Amélioration notable du coefficient d'exploitation (- 1,7 point sur 12 mois) et abaissement du coût du risque à 36 points de base à fin juin 2005 .



* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

** Coût du risque / encours pondérés

20

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France – Le Crédit Lyonnais

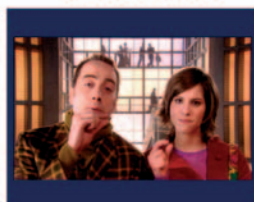
LCL : un nouveau logo et une nouvelle signature marquant le franchissement d'une étape clé du projet d'entreprise



« avec LCL,
demandez plus à votre argent »



Un positionnement plus
proche des préoccupations
de la clientèle



Des engagements clairs et
tangibles vis-à-vis de
l'ensemble de nos clients

Réservation expresse
de comptes



Engagements sur délais
crédits habitat

Des objectifs ambitieux
de conquête et de
développement

**+ 100 000 comptes
par an à l'horizon
2007-2008**

21

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT
AGRICOLE S.A.

Services financiers spécialisés

Résultats du pôle services financiers spécialisés

- ✓ Une belle performance du crédit à la consommation, en particulier à l'international
- ✓ Un crédit-bail en consolidation
- ✓ Une activité d'affacturage dynamique

En m €	Fonds propres alloués				
	Résultat courant				
	T2-05	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1
Produit net bancaire	594	+ 0,7 %	(1,5 %)	1 197	+ 5,9 %
Charges d'exploitation	(308)	+ 1,8 %	(4,8 %)	(632)	+ 6,8 %
Résultat brut d'exploitation	286	(0,4 %)	+ 2,3 %	565	+ 5,0 %
Coût du risque	(85)	(1,3 %)	(12,2 %)	(183)	(3,2 %)
Sociétés mises en équivalence	0	n.s.	n.s.	2	n.s.
Résultat net sur autres actifs	-	n.s.	n.s.	-	n.s.
Résultat courant avant impôts	201	+ 1,8 %	+ 9,7 %	384	+ 12,8 %
Impôts	(72)	+ 17,4 %	+ 25,8 %	(129)	+ 7,7 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	129	(5,3 %)	+ 2,1 %	255	+ 15,6 %
Coefficient d'exploitation	51,9 %	+ 0,5 pt	(1,8 pt)	52,8 %	+ 0,4 pt
Fonds propres alloués (Md €)				2,1	
ROE				23,7 %	

22

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT
AGRICOLE S.A.

Services financiers spécialisés

Un trimestre marqué par:

✓ Une poursuite de projets d'acquisition :

- Finalisation de la prise de contrôle de Credilar au Portugal, société spécialisée en équipement de la maison
- Annnonce de l'acquisition à 100 % de la société CP Leasing en République Tchèque

✓ Un pôle métier avec des positions importantes en Europe :

- Crédit à la consommation : Sofinco, Finaref, Lukas un des leaders en Europe, n° 1 en France et en Pologne
- Crédit bail : CA Leasing, EFL n° 2 en France, n° 1 en Pologne
- Affacturation : Eurofactor (100% depuis début 2005), Transfact n° 1 en France, un réel réseau intégré à l'international



23

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

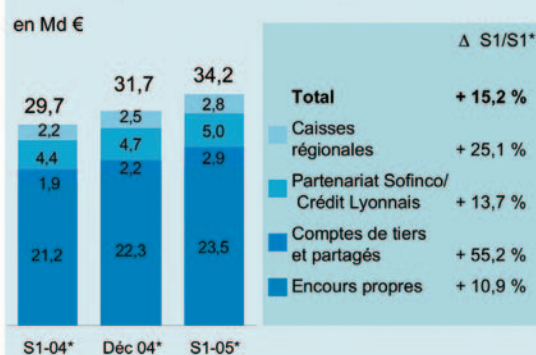
CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Services financiers spécialisés

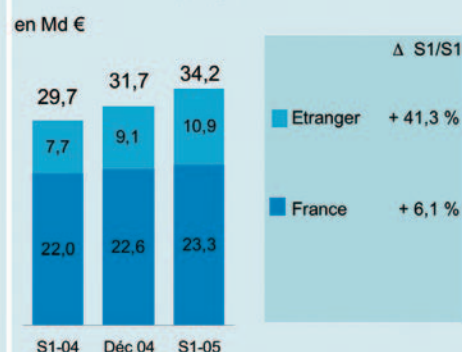
Crédit à la consommation en France et à l'étranger

- Forte croissance de la production sur la période : + 18,4 % vs S1-04 à 11,3 Mds € tirée par l'activité des filiales étrangères (+ 45,6 %)
- L'encours poursuit une progression rapide (+ 15,2 %) sous l'effet du développement dynamique de l'activité à l'international (+ 41,3 %) notamment des partenariats. En France, poursuite de la coopération avec le réseau des Caisses régionales et du Crédit Lyonnais
- Un résultat courant en solide progression (+ 9,1 % S1-05/S1-04) avec un réseau en croissance rapide (RBE étranger : + 26 % S1-05/S1-04)

Augmentation des encours gérés



Répartition géographique des encours



* Encours à périmètre comparable et après identification de l'activité « compte de tiers » à l'étranger

24

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Résultats du pôle gestion d'actifs, assurances et banque privée

Fonds propres alloués 24,5 %
Résultat courant 26,6 %

- ✓ Excellent semestre porté par une forte dynamique de croissance des encours sous gestion qui augmentent de 15 % (S1/S1) à 461,5 milliards d'euros
- ✓ Contribution en hausse marquée, principalement par les métiers de la gestion d'actifs
- ✓ Nouvelle progression des résultats de l'assurance
- ✓ Signature d'un accord avec le groupe Caisse d'Epargne pour regrouper les activités de services financiers aux institutionnels (CACEIS)

En m €	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	751	+ 7,1 %	(3,3 %)	1 529	+ 10,5 %
Charges d'exploitation	(350)	+ 2,9 %	+ 3,7 %	(688)	+ 4,0 %
Résultat brut d'exploitation	401	+ 11,1 %	(8,7 %)	841	+ 16,4 %
Coût du risque	4	n.s.	n.s.	4	n.s.
Sociétés mises en équivalence	4	n.s.	n.s.	13	n.s.
Résultat net sur autres actifs	(1)	n.s.	n.s.	(2)	n.s.
Résultat courant avant impôts	407	+ 15,6 %	(9,2 %)	856	+ 19,8 %
Impôts	(112)	(4,8 %)	(29,4 %)	(272)	+ 14,6 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	295	+ 25,9 %	+ 1,9 %	584	+ 22,4 %
Coefficient d'exploitation	46,6 %	(0,8 pt)	+ 3,2 pts	45,6 %	(2,2 pts)
Fonds propres alloués (Mds €)				5,8	
ROE				20,2 %	

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

25

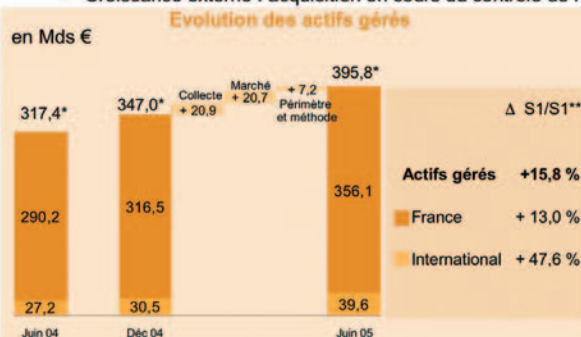
Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

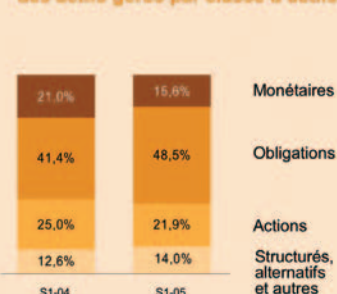
Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Gestion d'actifs

- ✓ Bonne dynamique de croissance :
 - Très fort développement de la collecte nette : près de 21 Mds € principalement sur les fonds obligataires et alternatifs (gamme VaR)
 - Progression des actifs sous gestion de 15,8 % à périmètre et méthode inchangés.
- ✓ Enrichissement de la gamme :
 - Lancement et développement du nouvel ETF CAC 40 indexé, de produits structurés (Protein, Biathlon, Magnesium, Acti PEA, ...)
- ✓ Poursuite du développement à l'étranger : 38 % de la collecte nette est réalisée à l'international
 - Croissance externe : acquisition en cours du contrôle de Nextra



Evolution de la répartition des actifs gérés par classe d'actifs



* Données établies selon une méthode harmonisée de comptage des encours (intégration des mandats investis en OPCVM et neutralisation de la part des fonds nourriciers investis dans des fonds maîtres)

** A périmètre et méthode inchangés

26

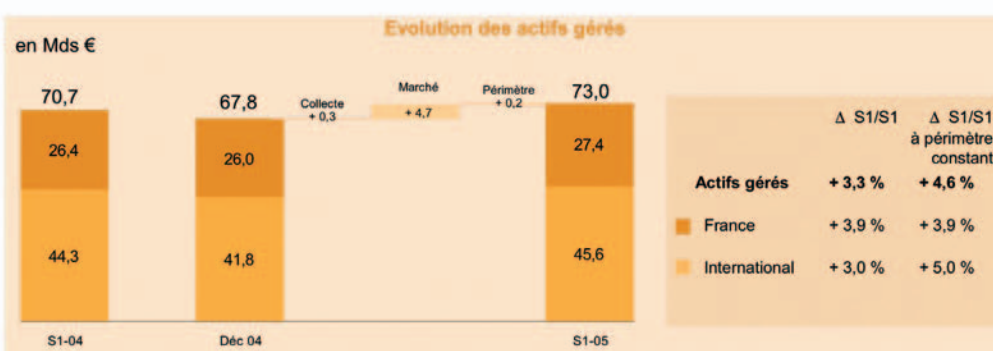
Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CA CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Banque privée

- ✓ Le semestre a été marqué par la poursuite des travaux de rapprochement des filiales : après la création de Crédit Agricole Suisse S.A. en mars, fusion de CAI Luxembourg et de CL Luxembourg pour créer Crédit Agricole Luxembourg le 1^{er} juillet
- ✓ Le nouveau dispositif en France et à l'International commence à porter ses fruits : avec notamment une bonne performance de la BGPI et à Monaco ; résultats en forte progression



27

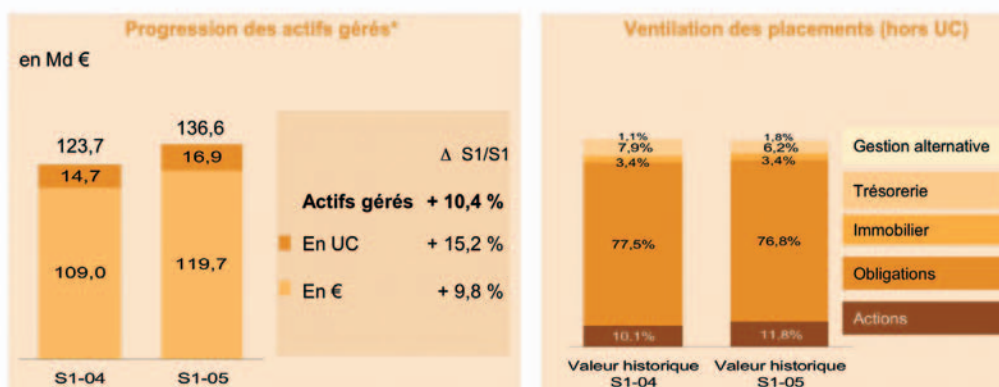
Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Assurance vie

- ✓ La collecte s'accélère : le chiffre d'affaires semestriel atteint 9,7 Mds € et progresse de 12,8 % par rapport à celui du S1-04 (après + 8,4 % au T1-05)
- ✓ Le semestre est marqué par une forte remontée, surtout au deuxième trimestre, des versements sur les contrats en unités de compte (+ 37 % pour la collecte portant la croissance des actifs gérés en UC à 15,2 %)
- ✓ Les encours gérés augmentent de 10,4 % sur un an à 136,6 Mds €.



* Provisions mathématiques

28

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

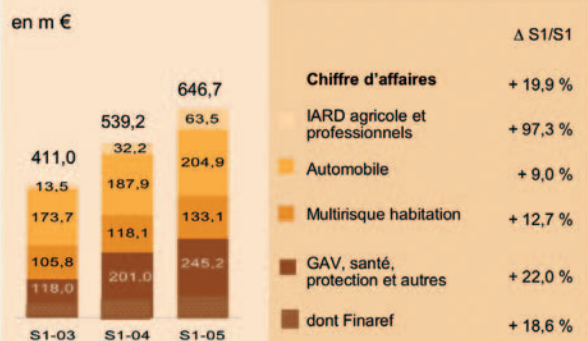
CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

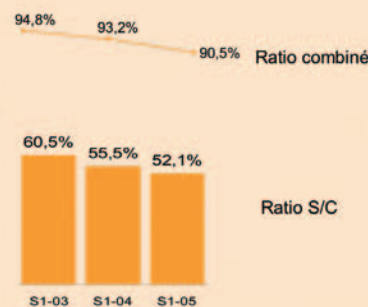
Assurances IARD

- ✓ Une dynamique commerciale toujours importante avec une croissance de la production de 20,8 % portée notamment par les produits de santé et l'offre aux agriculteurs et professionnels
- ✓ Prise de participation de 40 % dans Assurances Fédérales IARD

Progression du chiffre d'affaires



Ratio sinistres sur primes (hors Finaref)



29

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement

Résultats de la banque de financement et de la banque de marchés et d'investissement

- ✓ Des performances financières en progression constante depuis la création de Calyon
- ✓ Des performances opérationnelles bien orientées : RBE + 40 % au S1-05
- ✓ Banque de financement : coefficient d'exploitation de 41,9 % au T2-05 (- 7,5 pts vs T2-04)
- ✓ Banque des marchés et d'investissement : bonne résistance des revenus au T2-05
- ✓ Des positions bien établies dans de nombreux métiers au S1-05

Fonds propres alloués 32,5 %
Résultat courant 27,0 %

En m €	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	1 119	+ 17,3 %	+ 8,4 %	2 152	+ 11,0 %
Charges d'exploitation	(684)	+ 1,4 %	+ 1,0 %	(1 362)	(0,9 %)
Résultat brut d'exploitation	435	+ 55,8 %	+ 22,5 %	790	+ 40,0 %
Coût du risque	10	(77,8 %)	(26,1 %)	24	X 3,4
Sociétés mises en équivalence	30	+ 54,6 %	+ 35,7 %	52	+ 43,1 %
Résultat net sur autres actifs	(1)	n.s.	n.s.	3	n.s.
Résultat courant avant impôts	474	+ 47,9 %	+ 20,0 %	869	+ 48,4 %
Impôts	(108)	+ 45,4 %	+ 15,6 %	(202)	+ 48,4 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	366	+ 48,6 %	+ 21,4 %	667	+ 48,4 %
Coefficient d'exploitation	81,2 %	(8,6 pts)	(8,5 pts)	83,3 %	(7,6 pts)
Fonds propres alloués (M€ 6)				7,7	
ROE				17,8 %	

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

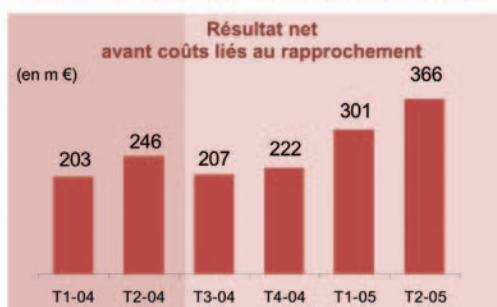
30

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

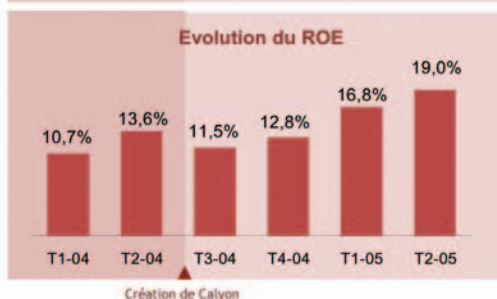
CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement

Des performances financières en progression constante depuis la création de Calyon



- ✓ Résultat net avant coûts liés au rapprochement : + 48,4 % au S1-05 par rapport au S1-04



- ✓ ROE supérieur à l'objectif de moyenne période de 15%

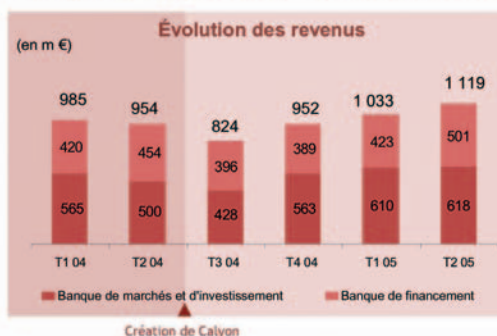
31

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

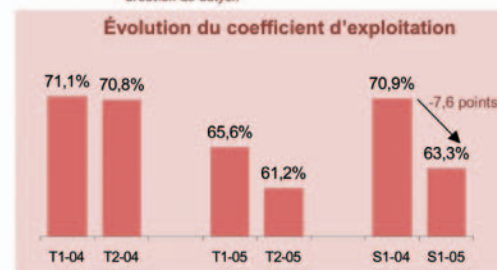
CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement

Des performances opérationnelles bien orientées : RBE + 40% au S1-05



- ✓ Confirmation de la dynamique initiée depuis le T4-04 en termes de génération de revenus : + 13 % au S1-05 à périmètre et change comparables



- ✓ Sensible diminution du coefficient d'exploitation qui s'établit à 61 % au T2-05
- ✓ Réduction de 7 % de la base de coûts fixes par rapport au S1-04
- ✓ Poursuite de la baisse des effectifs au T2-05 (- 23 % depuis le 1^{er} janvier 2003)

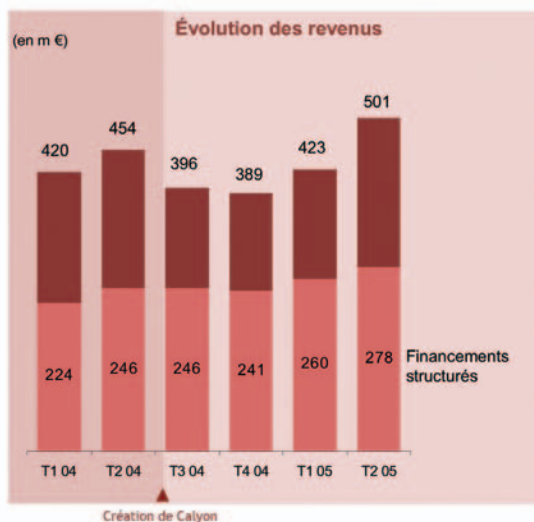
32

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement

Banque de financement : Un coefficient d'exploitation de 42% au T2-05 (- 7 pts par rapport au T2-04), grâce à la croissance des revenus (+ 18 % par rapport au T1-05 et + 10 % par rapport au T2-04) et à l'effet de la baisse des charges



- ✓ Progression des revenus de 7,5 % à périmètre et change comparables par rapport au S1-04 pour une augmentation de 5,5 % des risques pondérés
- ✓ Croissance soutenue des activités à plus forte valeur ajoutée (financements structurés) : + 16,5 % à périmètre et change comparables au S1-05
- ✓ Excellentes performances commerciales
- ✓ Amélioration de la rentabilité des actifs (PNB/risques pondérés : 2,44 % au T2-05 contre 2,25 % au T1-05), illustrant le renforcement du positionnement de Calyon auprès de sa clientèle dans un contexte fortement concurrentiel

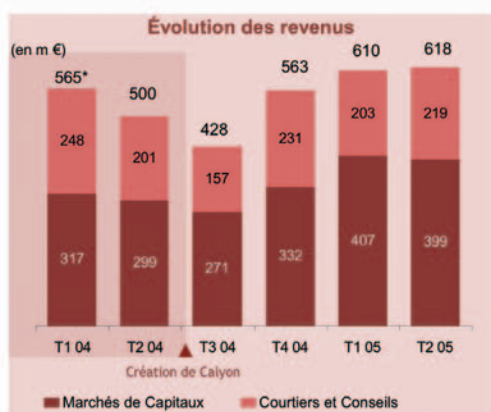
33

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement

Banque de marchés et d'investissement : Bonne résistance des revenus au T2-05



Activités de marchés :

- ✓ Poursuite du redressement des activités de dérivés actions (revenus x 4,4), conformément au plan de marche fixé
- ✓ Bonnes performances dans plusieurs autres domaines : titrisation (x 2), commodities ...
- ✓ Dans un environnement plus difficile sur les marchés de taux et de structurés de crédit au T2-05, la baisse du PNB a été compensée par des opérations non récurrentes

Courtages :

- ✓ Un très bon niveau de revenus des courtages, tant en Asie (CLSA), qu'en Europe (Cheuvreux) et aux Etats-Unis (Calyon Financial) : + 18 % par rapport au T2-04



- ✓ Maintien d'un profil de risque prudent

* Incluant 42 m € de plus-value Euronext

34

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement

Des positions bien établies dans de nombreux métiers

✓ Financements structurés

- 1er/2ème arrangeur mandaté de financements de projet dans le monde (Dealogic/ Thomson Financial)

✓ Syndication

- 7ème teneur de livre dans la zone EMEA (Thomson Financial)

✓ Recherche actions

- 1er en France et en Espagne (Greenwich Associates)
- 2ème courtier pour la recherche pays en Europe Occidentale (Institutional Investor)

✓ Marchés de capitaux

- 2ème pour les émissions de produits structurés de crédit en Asie (Asiamoney)
- 3ème pour les émissions de produits structurés de taux en Asie (Asiamoney)
- 5ème pour les émissions de placement EMTN structurés (Euroweek)

✓ Banque d'investissement

- 1er teneur de livre d'émissions d'actions en France et 6ème en Europe (Thomson Financial)
- 1er teneur de livre d'introductions en bourse en France et en Europe (Thomson Financial)
- 4ème pour les opérations de conseil en fusion-acquisition en France (Thomson Financial)

35

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de détail à l'international

Résultats du pôle banque de détail à l'international

Fonds propres alloués 9,9 %
Résultat courant 7,5 %

- ✓ Poursuite des résultats excellents de Banca Intesa qui porte sa contribution à 89 m € au T2-05, soit une progression de 37,9 % de semestre à semestre

- ✓ Une contribution du pôle au résultat net en progression de 29,2 % sur le trimestre pour représenter 11,2 % du résultat des différents métiers de Crédit Agricole S.A.

En m €	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	88	+ 18,5 %	+ 40,3 %	152	+ 5,2 %
Charges d'exploitation	(76)	+ 32,1 %	+ 45,0 %	(129)	+ 14,1 %
Résultat brut d'exploitation	12	(27,5 %)	+ 17,0 %	23	(26,8 %)
Coût du risque	(10)	X 2,5	X 5	(13)	+ 12,5 %
Sociétés mises en équivalence	107	+ 25,3 %	(12,3 %)	230	+ 34,8 %
Résultat net sur autres actifs	3	n.s.	n.s.	-	-
Résultat courant avant impôts	112	+ 13,8 %	(12,4 %)	240	+ 26,0 %
Impôts	1	n.s.	n.s.	-	n.s.
Résultat net	113	+ 18,7 %	(10,3 %)	240	+ 29,2 %
Coefficient d'exploitation	86,6 %	+ 8,9 pts	+ 2,8 pts	84,8 %	+ 6,6 pts
Fonds propres alloués (Md €)				2,4	
ROE				20,9 %	

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

36

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion pour compte propre et divers

Résultats du pôle gestion pour compte propre et divers

✓ Hausse des coûts de financement de 55 m € par rapport au S1-04 en liaison avec la croissance externe du Groupe

✓ Private Equity : PNB de 18 m € au T2-05 (contre 32 m € au T2-04)

En m €	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	8	(94,4 %)	n.s.	(72)	X 3,9
Charges d'exploitation	(221)	+ 43,7 %	+ 16,1 %	(412)	+ 41,2 %
Résultat brut d'exploitation	(213)	X 15,4	(21,1 %)	(484)	+ 56,0 %
Coût du risque	(10)	(9,9 %)	(9,1 %)	(21)	(16,0 %)
Sociétés mises en équivalence	1	n.s.	n.s.	(4)	n.s.
Résultat net sur autres actifs	13	n.s.	n.s.	18	n.s.
Résultat courant avant impôts	(209)	X 6,1	(25,5 %)	(491)	+ 44,5 %
Impôts	72	n.s.	(50,0 %)	215	+ 74,8 %
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	(138)	X 2,3	(0,2 %)	(276)	+ 27,3 %

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

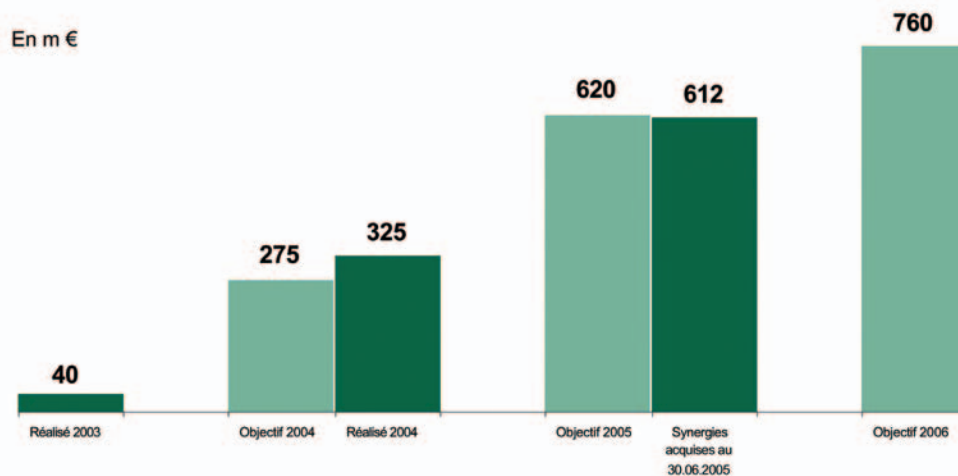
37

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Point d'étape sur les synergies

Les synergies réalisées en ligne avec l'objectif de l'année 2005



39

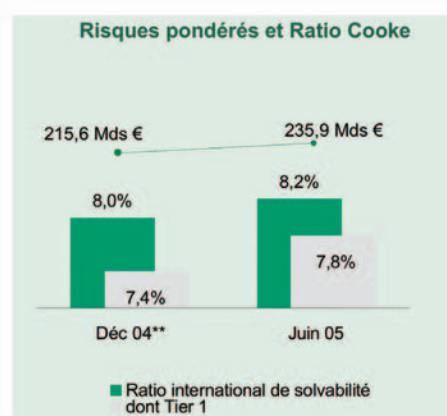
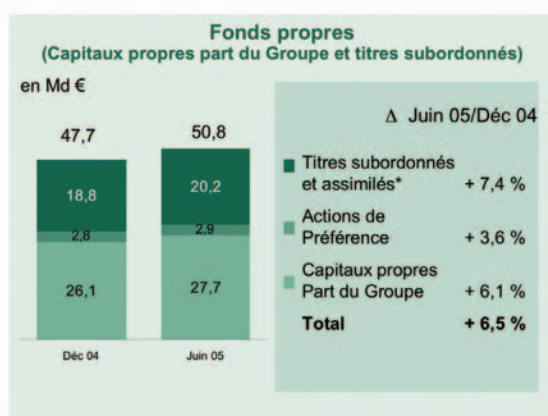
Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Structure financière

Crédit Agricole S.A. : une structure financière solide

✓ Ratio Tier 1 en croissance de 7,4 % au 31.12.2004 à 7,8 % au 30.06.2005



* Y compris les fonds propres hybrides
** Données estimées après conversion IAS/IFRS

41

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

Données clés du groupe Crédit Agricole

Compte de résultat consolidé

en m €	S1-04	S1-05	Δ S1/S1
Produit net bancaire	12 004	12 637	+ 5,3 %
Charges d'exploitation	(7 740)	(8 029)	+ 3,7 %
Résultat brut d'exploitation	4 264	4 608	+ 8,1 %
Coût du risque	(739)	(593)	(19,8 %)
Sociétés mises en équivalence	202	291	+ 44,1 %
Résultat net sur autres actifs	(28)	19	n.s.
Résultat courant avant impôts	3 699	4 325	+ 16,9 %
Coûts liés au rapprochement	(164)	(144)	(12,2 %)
Impôts	(1 201)	(1 293)	+ 7,7 %
Résultat net	2 334	2 888	+ 23,7 %
Résultat net part du Groupe	2 189	2 726	+ 24,5 %

43

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

Données clés du groupe Crédit Agricole

Fonds propres consolidés

en Md €	Déc 04	Juin 05
Capitaux propres part du Groupe	44,8	47,0
Actions de préférence	2,8	2,9
Titres subordonnés	17,5	18,9
Total des risques pondérés	428,0*	455,0
Ratio International de Solvabilité	10,4%*	9,9 %
Ratio Tier 1	7,9%*	7,6 %

* En normes françaises

 CRÉDIT
AGRICOLE S.A.

ANNEXES À LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 2005

Sommaire

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat détaillé par pôle

S1-04 à périmètre et conventions comparables au S1-05

Evolution du risque

Evolution des fonds propres consolidés

Allocation des fonds propres

Données complémentaires sur les pôles

Banque de proximité en France – Caisses régionales

Banque de proximité en France – Le Crédit Lyonnais

Services financiers spécialisés

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Gestion pour compte propre et divers

Bilan consolidé au 30 juin 2005



47

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat consolidé détaillé

en m €	Banque de proximité en France – Caisses régionales		Banque de proximité en France – Le Crédit Lyonnais		Services Financiers Spécialisés		Gestion d'actifs, assurances et banque privée		Banque de financement et d'investissement		Banque de détail à l'international		Gestion pour compte propre et divers		Groupe	
	T2-04	T2-05	T2-04**	T2-05	T2-04	T2-05	T2-04**	T2-05	T2-04**	T2-05	T2-04**	T2-05	T2-04**	T2-05	T2-04	T2-05
Produit net bancaire	-	-	868	900	590	594	701	751	954	1 119	75	88	140	8	3 328	3 461
Charges d'exploitation	-	-	(610)	(613)	(303)	(308)	(340)	(350)	(675)	(684)	(58)	(76)	(154)	(221)	(2 140)	(2 254)
Résultat brut d'exploitation	-	-	258	287	287	286	361	401	279	435	17	12	(14)	(213)	1 188	1 207
Coût du risque	-	-	(36)	(31)	(87)	(85)	(10)	4	46	10	(4)	(10)	(11)	(10)	(102)	(123)
Sociétés mises en équivalence	156	208	-	-	(3)	0	2	4	19	30	86	107	(9)	1	251	350
Résultat net sur autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	(1)	(24)	(1)	-	3	-	13	(24)	14
Coûts liés au rapprochement	-	-	-	-	(6)	(16)	(16)	(19)	(68)	(20)	-	-	(33)	(41)	(123)	(95)
Résultat avant impôts	156	208	222	256	191	185	337	389	252	454	99	112	(67)	(250)	1 190	1 353
Impôts*	(11)	(15)	(68)	(77)	(59)	(67)	(113)	(107)	(59)	(106)	(3)	1	(15)	86	(329)	(283)
Résultat net	145	193	154	179	132	118	224	282	193	348	96	113	(82)	(164)	861	1 070
Intérêts minoritaires															(80)	(110)
Résultat net part du Groupe															781	960

* La répartition entre pôles de la charge d'impôt est en partie faite sur base conventionnelle compte tenu des réorganisations survenues au cours de l'exercice et des pratiques antérieures des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Lyonnais

** A périmètre et conventions comparables

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005



48

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat consolidé détaillé

en m €	Banque de proximité en France – Caisses régionales		Banque de proximité en France – Le Crédit Lyonnais		Services Financiers Spécialisés		Gestion d'actifs, assurances et banque privée		Banque de financement et d'investissement		Banque de détail à l'international		Gestion pour compte propre et divers		Groupe	
	S1-04	S1-05	S1-04**	S1-05	S1-04	S1-05	S1-04**	S1-05	S1-04**	S1-05	S1-04**	S1-05	S1-04**	S1-05	S1-04	S1-05
Produit net bancaire	-	-	1 696	1 737	1 130	1 197	1 384	1 529	1 939	2 152	144	152	(19)	(72)	6 274	6 694
Charges d'exploitation	-	-	(1 240)	(1 240)	(592)	(632)	(662)	(688)	(1 375)	(1 362)	(113)	(129)	(291)	(412)	(4 273)	(4 463)
Résultat brut d'exploitation	-	-	456	497	538	565	722	841	564	790	31	23	(310)	(484)	2 001	2 231
Coût du risque	-	-	(80)	(72)	(189)	(183)	(11)	4	7	24	(11)	(13)	(25)	(21)	(309)	(261)
Sociétés mises en équivalence	375	444	-	-	(3)	2	4	13	36	52	171	230	(4)	(4)	580	738
Résultat net sur autres actifs	-	-	-	-	(6)	-	-	(2)	(22)	3	-	-	(1)	18	(29)	19
Coûts liés au rapprochement	-	-	-	-	(8)	(18)	(22)	(30)	(74)	(40)	-	-	(60)	(55)	(164)	(144)
Résultat avant impôts	375	444	376	425	332	366	693	826	511	829	191	240	(400)	(546)	2 079	2 583
Impôts*	(60)	(71)	(115)	(128)	(117)	(123)	(229)	(262)	(119)	(192)	(5)	-	144	234	(502)	(541)
Résultat net	315	373	261	297	215	243	464	564	392	637	186	240	(256)	(312)	1 577	2 042
Intérêts minoritaires															(157)	(177)
Résultat net part du Groupe															1 420	1 865

* La répartition entre pôles de la charge d'impôt est en partie faite sur base conventionnelle compte tenu des réorganisations survenues au cours de l'exercice et des pratiques antérieures des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Lyonnais

** A périmètre et conventions comparables

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat consolidé trimestriel

en m €	Services financiers spécialisés						Gestion d'actifs, assurances et banque privée					
	T1-04	T2-04	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05	T1-04*	T2-04*	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05
Produit net bancaire	540	590	553	577	603	594	682	701	671	694	777	751
Charges d'exploitation	(289)	(303)	(294)	(330)	(324)	(308)	(321)	(340)	(353)	(341)	(338)	(350)
Résultat brut d'exploitation	251	287	259	247	279	286	361	361	318	353	439	401
Coût du risque	(102)	(87)	(82)	(101)	(97)	(85)	(1)	(10)	7	(4)	-	4
Sociétés mises en équivalence	-	(3)	(1)	1	1	-	2	2	-	10	10	4
Résultat net sur autres actifs	(6)	-	-	(18)	-	-	-	-	-	(9)	-	(1)
Coûts liés au rapprochement	(2)	(6)	(2)	(7)	(2)	(16)	(6)	(16)	(14)	(17)	(12)	(19)
Résultat avant impôts	141	191	174	122	181	185	356	337	310	333	437	389
Impôts	(58)	(59)	(49)	(57)	(57)	(67)	(116)	(113)	(102)	(82)	(155)	(107)
Résultat net	83	132	125	65	124	118	240	224	208	251	282	282

* A périmètre et conventions comparables

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

51

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat consolidé trimestriel

en m €	Banque de financement et d'investissement					
	T1-04*	T2-04*	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05
Produit net bancaire	985	954	824	952	1 033	1 119
Charges d'exploitation	(700)	(675)	(589)	(688)	(678)	(684)
Résultat brut d'exploitation	285	279	235	264	355	435
Coût du risque	(39)	46	14	22	14	10
Sociétés mises en équivalence	17	19	22	16	22	30
Résultat net sur autres actifs	2	(24)	1	(4)	4	(1)
Coûts liés au rapprochement	(6)	(68)	(23)	(110)	(20)	(20)
Résultat avant impôts	259	252	249	188	375	454
Impôts	(60)	(59)	(59)	(49)	(87)	(106)
Résultat net	199	193	190	139	288	348

* A périmètre et conventions comparables

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

52

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat consolidé trimestriel

en m €	Banque de financement						Banque d'investissement					
	T1-04*	T2-04*	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05	T1-04*	T2-04*	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05
Produit net bancaire	420	454	396	389	423	501	565	500	428	563	610	618
Charges d'exploitation	(249)	(224)	(195)	(215)	(202)	(210)	(451)	(451)	(394)	(473)	(476)	(475)
Résultat brut d'exploitation	171	230	201	174	221	291	114	49	34	90	134	143
Coût du risque	(37)	52	(5)	36	13	15	(2)	(6)	19	(14)	1	(5)
Sociétés mises en équivalence	17	19	21	17	22	30	-	-	1	(1)	-	-
Résultat net sur autres actifs	2	(21)	-	(2)	-	1	-	(3)	1	(2)	4	(2)
Coûts liés au rapprochement	(2)	(42)	(20)	(2)	(6)	(5)	(4)	(26)	(3)	(108)	(14)	(15)
Résultat avant impôts	151	238	197	223	250	332	108	14	52	(35)	125	121
Impôts	(42)	(51)	(46)	(51)	(56)	(73)	(17)	(9)	(13)	2	(31)	(33)
Résultat net	109	187	152	172	194	259	91	5	39	(33)	94	89

* A périmètre et conventions comparables

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

53

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat consolidé trimestriel

en m €	Banque de détail à l'international						Gestion pour compte propre & divers					
	T1-04*	T2-04*	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05	T1-04*	T2-04*	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05
Produit net bancaire	69	75	54	77	63	88	(158)	140	(77)	(193)	(80)	8
Charges d'exploitation	(55)	(58)	(37)	(69)	(53)	(76)	(138)	(154)	(198)	(170)	(190)	(221)
Résultat brut d'exploitation	14	17	17	8	10	12	(296)	(14)	(275)	(363)	(270)	(213)
Coût du risque	(7)	(4)	2	(13)	(2)	(10)	(14)	(11)	(16)	(5)	(11)	(10)
Sociétés mises en équivalence	85	86	73	103	123	107	6	(9)	6	2	(4)	1
Résultat net sur autres actifs	-	-	-	(3)	(3)	3	(1)	-	81	(34)	4	13
Coûts liés au rapprochement	-	-	-	-	-	-	(27)	(33)	(69)	(145)	(15)	(40)
Résultat avant impôts	92	99	92	95	128	112	(332)	(67)	(273)	(545)	(296)	(250)
Impôts	(2)	(3)	(2)	(7)	(1)	1	159	(15)	51	221	148	86
Résultat net	90	96	90	88	127	113	(173)	(82)	(222)	(324)	(148)	(164)

* A périmètre et conventions comparables

54

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat consolidé trimestriel

en m €	Groupe					
	T1-04	T2-04	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05
Produit net bancaire	2 946	3 328	2 858	2 975	3 233	3 461
Charges d'exploitation	(2 133)	(2 140)	(2 079)	(2 227)	(2 209)	(2 254)
Résultat brut d'exploitation	813	1 188	779	748	1 024	1 207
Coût du risque	(207)	(102)	(109)	(157)	(138)	(123)
Sociétés mises en équivalence	329	251	284	305	388	350
Résultat net sur autres actifs	(5)	(24)	82	(71)	5	14
Coûts liés au rapprochement	(41)	(123)	(108)	(280)	(49)	(95)
Résultat avant impôts	889	1 190	928	545	1 230	1 353
Impôts	(173)	(329)	(215)	(37)	(258)	(283)
Résultat net	716	861	713	508	972	1 070

55

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Evolution du risque

Exposition aux risques de marché

- VAR (99% - 1 jour) au 30 juin 2005 : 20 m € pour le groupe Crédit Agricole S.A., dont 16 m € sur le seul périmètre Calyon

Evolution de l'exposition aux risques des activités de marché de Crédit Agricole S.A.

en m €	VAR (99% - 1 jour) 1er janvier au 30 juin 2005				31 décembre 2004
	Minimum	Maximum	Moyenne	30 juin 2005	
Trésorerie	4	8	5	8	7
I.C.C. (Taux, Change et Commodities)	12	15	13	12	12
Crédit	6	11	8	9	10
Actions	5	9	7	7	7
VaR du groupe Crédit Agricole S.A.	17	25	21	20	25

56

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT
AGRICOLE S.A.

Evolution des fonds propres consolidés

Répartition du capital et détermination du résultat net par action

Répartition du capital :	Déc 2003		Juin 04		Déc 2004		Jun 2005	%
SAS Rue la Boétie	771 841 801		783 146 587		794 929 524		817 341 575	55,47%
SNC Crédit Agricole Transactions*	14 771 187		6 102 837		-		-	-
Titres d'auto-contrôle**	15 681 762		21 649 126		29 324 633		26 776 714	1,82%
Autres titres détenus par des sociétés du Groupe***	-		-		1 839		5 055 431	0,34 %
Public****	671 227 687		662 623 887		649 266 441		624 348 717	42,37%
Total des titres émis	1 473 522 437		1 473 522 437		1 473 522 437		1 473 522 437	100%
	Comptes consolidés	Comptes consolidés pro forma	Comptes consolidés publiés	Comptes consolidés IAS/IFRS	Comptes consolidés publiés	Comptes consolidés IAS/IFRS	Comptes consolidés	
Nombre moyen de titres retenu pour la détermination du résultat net par titre	1 185 918 556	1 339 009 043	1 472 776 470	1 454 856 993	1 472 776 470	1 451 304 844	1 444 219 902	
Résultat net - part du Groupe	1 026 m €	1 140 m €	1 075 m €	1 420 m €	2 203 m €	2 501 m €	1 865 m €	
Résultat net annualisé par action	0,865 €	0,851 €	1,460 €	1,952 €	1,496 €	1,723 €	2,583 €	
Résultat net avant coûts liés au rapprochement annualisé par action	1,809 €	1,793 €	2,082 €	2,110 €	2,144 €	1,969 €	2,718 €	

* SNC dissoute le 17 février 2005

** Actions détenues directement dans le cadre des programmes de rachat placées au bilan de Crédit Agricole S.A. en couverture des options attribuées

*** Actions détenues indirectement par des sociétés du Groupe et non maintenues au bilan consolidé (CRC 2000 -02)

**** Dont, au 30 juin 2005, 68 057 250 titres (4,62%) détenus par les salariés au travers des FCPE dédiés dans les PFE du Groupe

N.B. : En décembre 2003, les données ne sont pas retraitées en normes IFRS

57

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT
AGRICOLE S.A.

Allocation des fonds propres

Risques pondérés retenus pour l'allocation

en Md €	Déc 04	Juin 05
Banque de proximité en France	89,7	93,3
- Caisses régionales	52,1	53,8
- Réseau du Crédit Lyonnais	37,6	39,5
Services financiers spécialisés	35,0	35,8
Gestion d'actifs, assurances, banque privée	11,4	13,1
Banque de financement et d'investissement	112,1	125,3
Banque de détail à l'étranger	3,4	3,2

58

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Evolution du risque

Evolution des encours du risque de crédit*

Crédit Agricole S.A.		
en m €	Déc 04 (y.c. IAS 32 – 39 et IFRS 4)	Juin 05
Encours bruts de créances clientèle et établissements de crédit	209 268	241 591
Créances douteuses	8 745	8 455
Provisions constituées**	7 345	7 395
Taux des créances douteuses sur encours bruts	4,2 %	3,5 %
Taux de couverture des créances douteuses**	84,0 %	87,5 %
Taux de couverture des créances douteuses hors provisions collectives	68,0 %	69,1 %

Caisses régionales (données sociales cumulées)		
en m €	Déc 04***	Juin 05***
Encours bruts de créances clientèle	242 859	252 081
Créances douteuses	8 343	8 316
Provisions constituées	5 858	6 071
Taux des créances douteuses sur encours bruts	3,4 %	3,3 %
Taux de couverture des créances douteuses	70,2 %	73,0 %

* En principal

** Y compris provisions collectives

*** Normes françaises

59

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Evolution des fonds propres consolidés

Capitaux propres et dettes subordonnées

en m €	Part du Groupe	Part des Minoritaires	Total	Dettes subordonnées
31 décembre 2004	26 110	3 888	29 998	18 772
Dividendes versés en 2005	(954)	(284)	(1 238)	
Variation de la quote part de réserves des Caisses régionales*	141		141	
Variation des réserves de conversion	230	212	442	
Résultat de l'exercice	1 865	177	2 042	
Autres	338	(51)	287	
30 juin 2005	27 730	3 942	31 672	20 203

* Fraction du dividende versé par Crédit Agricole S.A. et perçu par les Caisses régionales mises en équivalence (25%)

60

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Allocation des fonds propres

Ratio International de Solvabilité

en Md €	Juin 04*	Déc 04*	Juin 05
Risques de crédit	192,0	195,0	217,6
Risques de marché	22,2	20,6	18,3
Total des risques pondérés	214,2	215,6	235,9
Tier 1	17,6	17,6	18,9
Tier 2	14,3	14,2	15,2
Tier 3	1,0	1,2	1,1
Déductions	14,4	14,5	15,8
Total des fonds propres nets	18,5	18,5	19,4
Ratio de solvabilité Tier 1	8,2%	8,0%	7,8 %
Ratio de solvabilité global	8,6%	8,6%	8,2 %

* Normes françaises

61

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Allocation des fonds propres

Fonds propres alloués aux métiers

en Md €	Juin 04 (%)		Juin 05 (%)	
Banque de proximité en France	5,4	24,2%	5,8	24,2%
- Caisses régionales	3,2		3,4	
- Réseau du Crédit Lyonnais	2,2		2,4	
Services financiers spécialisés	1,9	8,6%	2,1	8,9%
Gestion d'actifs, assurances, banque privée	5,3	24,1%	5,8	24,5%
Banque de financement et d'investissement	7,2	32,4%	7,7	32,5%
dont banque de marchés et d'investissement	2,4		2,6	
dont banque de financement	4,8		5,1	
Banque de détail à l'étranger	2,4	10,7%	2,4	9,9%

62

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Services financiers spécialisés

Données clés du crédit à la consommation

en m €	T2-05	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1
Produit net bancaire	482	+ 0,1 %	(1,5 %)	971	+ 4,2 %
Charges d'exploitation	(238)	+ 0,7 %	(3,2 %)	(484)	+ 4,3 %
Résultat brut d'exploitation	244	(0,4 %)	+ 0,1 %	487	+ 4,1 %
Coût du risque	(80)	(6,7 %)	(10,3 %)	(169)	(1,5 %)
Sociétés mises en équivalence	1	n.s.	(60,0 %)	2	n.s.
Coûts liés au rapprochement	(5)	+ 24,3 %	n.s.	(4)	(2,3 %)
Résultat avant impôts	160	+ 4,7 %	+ 2,4 %	316	+ 9,2 %
Impôt	(56)	+ 15,2 %	+ 14,5 %	(105)	+ 1,1 %
Résultat net	104	(0,2 %)	(3,2 %)	211	+ 13,8 %

63

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Services financiers spécialisés

Données clés du crédit-bail

en m €	T2-05	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1
Produit net bancaire	64*	(22,3 %)*	(4,8 %)*	131	(10,7 %)
Charges d'exploitation	(40)	(7,2 %)	(5,2 %)	(82)	(4,4 %)
Résultat brut d'exploitation	24	(38,7 %)	(4,0 %)	49	(19,5 %)
Coût du risque	(3)	n.s.	(71,6 %)	(11)	(21,0 %)
Résultat net sur autres actifs	-	-	-	-	-
Coûts liés au rapprochement	(4)	+ 60,0 %	X 2,1	(6)	+ 59,5 %
Résultat avant impôts	17	(52,8 %)	+ 22,1 %	32	(13,9 %)
Impôt	(10)	+ 13,2 %	X 2,9	(14)	+ 20,0 %
Résultat net	7	(73,9 %)	(32,7 %)	18	(29,0 %)

* Correction d'impacts IFRS sur T2-04 pour 6 m €

64

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT
AGRICOLE S.A.

Services financiers spécialisés

Données clés de l'affacturage

en m €	T2-05	Δ T2/T2	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1
Produit net bancaire	48	+ 85,0 %	+ 3,9 %	94	+ 85,1 %
Charges d'exploitation	(32)	+ 45,2 %	+ 1,9 %	(62)	+ 62,5 %
Résultat brut d'exploitation	16	X 3,9	+ 7,8 %	32	X 2,5
Coût du risque	(3)	X 2,1	n.s.	(2)	(17,2 %)
Coûts liés au rapprochement	(7)	n.s.	X 10,3	(8)	n.s.
Résultat avant impôts	6	X 2,2	(58,2 %)	22	X 2,2
Impôt	-	(85,7 %)	(96,7 %)	(6)	X 2,1
Résultat net	6	X 4,1	(32,6 %)	15	X 2,3

65

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT
AGRICOLE S.A.

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Données clés de la gestion d'actifs

en m €	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	317	+ 6,1 %	(1,0 %)	637	+ 12,0 %
Charges d'exploitation	(184)	(1,0 %)	+ 5,1 %	(360)	+ 3,0 %
Résultat brut d'exploitation	133	+ 17,9 %	(8,5 %)	278	+ 26,3 %
Coût du risque	2	n.s.	n.s.	2	n.s.
Résultat net sur autres actifs	(1)	n.s.	n.s.	(1)	n.s.
Sociétés mises en équivalence	(1)	n.s.	n.s.	-	-
Coûts liés au rapprochement	(4)	n.s.	n.s.	(9)	n.s.
Résultat avant impôts	129	+ 32,1 %	(8,4 %)	269	+ 33,1 %
Impôt	(42)	+ 46,1 %	(21,6 %)	(96)	+ 48,8 %
Résultat net	87	+ 25,5 %	+ 0,3 %	173	+ 25,0 %

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

66

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Données clés des assurances

en m €	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	310	+ 8,1 %	(6,7 %)	642	+ 12,4 %
Charges d'exploitation	(73)	+ 28,1 %	+ 10,1 %	(139)	+ 20,6 %
Résultat brut d'exploitation	237	+ 3,1 %	(10,8 %)	502	+ 10,3 %
Coût du risque	1	n.s.	n.s.	1	n.s.
Sociétés mises en équivalence	4	n.s.	n.s.	11	n.s.
Coûts liés au rapprochement	(12)	X 8,9	X 2,6	(16)	X 4
Résultat courant avant impôts	230	+ 2,8 %	(14,2 %)	498	+ 11,2 %
Impôt	(57)	(30,1 %)	(39,1 %)	(150)	(2,5 %)
Résultat net	173	+ 21,6 %	(1,0 %)	348	+ 18,4 %

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

67

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Données clés de la banque privée

en m €	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	124	+ 7,3 %	(0,5 %)	249	+ 2,3 %
Charges d'exploitation	(93)	(4,5 %)	(3,4 %)	(189)	(4,0 %)
Résultat brut d'exploitation	32	+ 69,0 %	+9,3 %	60	+ 28,7 %
Coût du risque	-	n.s.	n.s.	1	n.s.
Sociétés mises en équivalence	1	n.s.	n.s.	2	n.s.
Coût liés au rapprochement	(3)	n.s.	n.s.	(5)	n.s.
Résultat courant avant impôts	30	+ 92,9 %	+2,4 %	59	+ 39,1 %
Impôt	(8)	X2,7	(8,5 %)	(16)	+ 42,7 %
Résultat net	22	+ 76,2 %	+6,7 %	43	+ 37,8 %

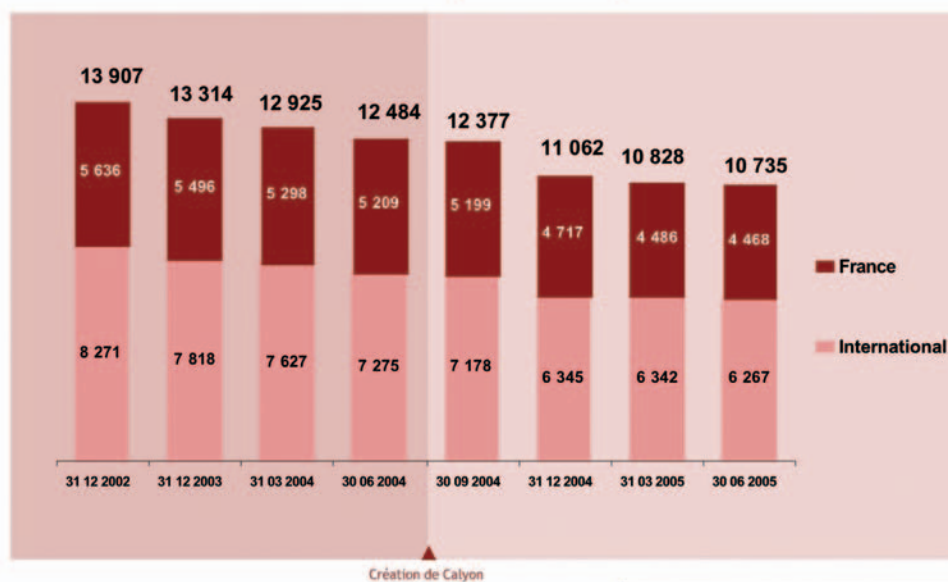
* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

68

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de Financement et d'Investissement

Baisse des effectifs de 23% depuis le 1^{er} janvier 2003

69

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement

Résultats de la banque de financement

en m €	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*	Δ S1/S1**
Produit net bancaire	501	+ 10,4 %	+ 18,5 %	924	+ 5,7 %	+ 7,5 %
Charges d'exploitation	(210)	(6,3 %)	+ 4,1 %	(412)	(13,0 %)	(11,9 %)
Résultat brut d'exploitation	291	+ 26,6 %	+ 31,6 %	513	+ 27,8 %	+ 30,4 %
Coût du risque	15	(71,0 %)	+ 17,1 %	28	+ 86,7 %	
Sociétés mises en équivalence	30	+ 54,6 %	+ 35,7 %	52	+ 43,1 %	
Résultat net sur autres actifs	1	n.s.	n.s.	1	n.s.	
Résultat courant avant impôts	337	+ 20,3 %	+ 31,6 %	594	+ 37,0 %	
Impôts	(74)	+ 20,6 %	+ 26,8 %	(132)	+ 26,4 %	
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	264	+ 20,2 %	+ 33,0 %	462	+ 40,3 %	
Coefficient d'exploitation	41,9 %	(7,5 pts)	(5,8 pts)	44,5 %	(9,6 pts)	
ROE	20,6 %			18,0 %		

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

** A périmètre et change constants

70

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de Financement

Risques pondérés : une évolution accompagnant le développement de l'activité



✓ Une croissance des risques pondérés reflétant le dynamisme commercial de Calyon et sa capacité à s'engager dans des transactions de taille significative en rapport avec sa nouvelle dimension

✓ Une évolution maîtrisée des fonds propres alloués grâce à une politique de prise finale sélective (+7,2 % entre T1-05 et T2-05 à change constant)

Rentabilité des actifs (PNB / risques pondérés) (en %)

T2-04	T3-04	T4-04	T1-05	T2-05
2,35	2,05	2,13	2,25	2,44

71

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement

Résultats de la banque de marchés et d'investissement

en m €	T2-05	Δ T2/T2*	Δ T2/T1	S1-05	Δ S1/S1*	Δ S1/S1**
Produit net bancaire	618	+ 23,6 %	+ 1,3 %	1 228	+ 15,3 %	+ 15,8 %
Charges d'exploitation	(475)	+ 5,3 %	(0,3 %)	(951)	+ 5,4 %	+ 6,9 %
Résultat brut d'exploitation	143	X 2,9	+ 7,3 %	277	+ 69,9 %	+ 65,8 %
Coût du risque	(5)	(18,3 %)	n.s.	(4)	(50,0 %)	
Résultat net sur autres actifs	(2)	(33,3 %)	n.s.	2	n.s.	
Résultat courant avant impôts	136	X 3,4	(1,4 %)	275	+ 80,9 %	
Impôts	(34)	X 2,6	(2,8 %)	(70)	X 2,8	
Résultat net avant coûts liés au rapprochement	102	X 3,8	(1,0 %)	205	+ 70,4 %	
Coefficient d'exploitation	76,8 %	(13,4 pts)	(1,3 pt)	77,4 %	(7,3 pts)	
ROE	15,7 %			16,8 %		

* Les données 2004 sont à périmètre et conventions comparables

** A périmètre et change constants

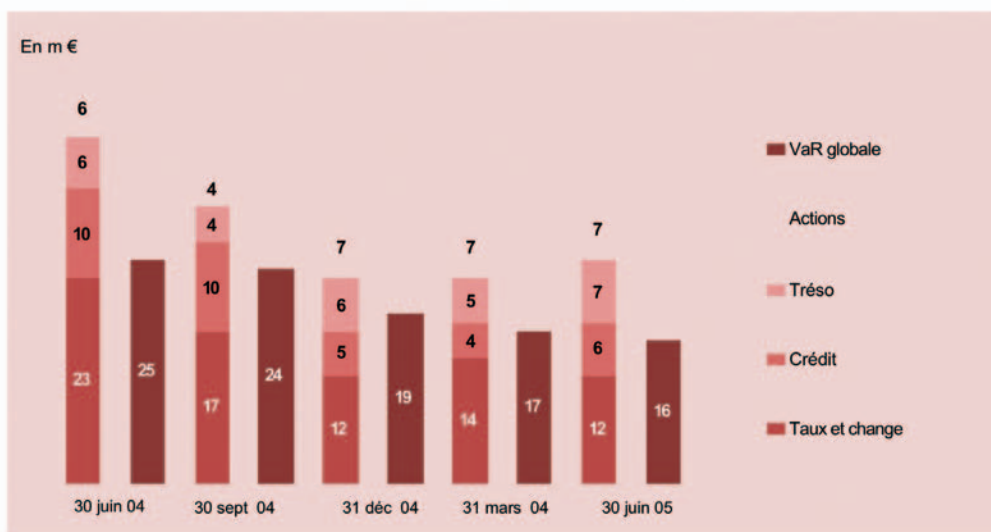
72

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de marchés et d'investissement

Évolution de la valeur en risque - (1 jour - 99 %)



✓ L'écart entre la VaR globale et la VaR cumulée des activités représente l'effet de compensation

73

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion pour compte propre et divers

Evolution des principaux agrégats du PNB

En m €	S1-04	S1-05
Coût de financement	(524)	(579)
Gestion financière	255	262
Activités hors métier	117	81
Activités en réorganisation	133	164
Produit net bancaire	(19)	(72)

74

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Etats financiers de Crédit Agricole S.A.

Bilan consolidé au 30 juin 2005 et 31 décembre 2004

en Md €			en Md €		
Actif	31/12/04	30/06/05	Passif	31/12/04	30/06/05
Caisse, banques centrales, CCP	23,6	18,9	Banques centrales, CCP	0,5	0,8
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	291,4	359,0	Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature	207,6	297,7
Actifs financiers disponibles à la vente	134,8	144,6	Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	387,3	408,4
Prêts et créances sur les établissements de crédit et la clientèle	374,0	416,4	Dettes représentées par un titre	93,1	82,6
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	19,0	20,4	Comptes de régularisation et passifs divers	49,9	64,6
Comptes de régularisation et actifs divers	57,1	70,0	Provisions techniques des contrats d'assurance	141,8	153,2
Valeurs immobilisées	19,9	20,6	Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées	22,9	24,3
Ecart d'acquisition	13,3	13,3	Capitaux propres part du Groupe	26,1	27,7
			Intérêts minoritaires	3,9	3,9
	933,1	1 063,2		933,1	1 063,2

75

Résultats du premier semestre 2005 - Septembre 2005

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

2-3

États financiers au 30 juin 2005

PRÉAMBULE

► Cadre réglementaire

L'Union européenne a adopté le 19 juillet 2002 le règlement (CE n° 1606/2002) imposant aux entreprises européennes dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé, de produire des comptes consolidés selon le référentiel IFRS à partir de 2005.

Ce règlement a été complété, notamment par le règlement du 29 septembre 2003 (CE n° 1725/2003) portant application des normes comptables internationales, et par le règlement du 19 novembre 2004 (CE n° 2086/2004) permettant l'adoption de la norme 39 dans un format amendé.

L'ordonnance du Ministère des finances du 20 décembre 2004 (n° 2004/1382) permet aux entreprises d'opter pour le référentiel IAS pour établir leurs comptes consolidés à partir de 2005, même lorsqu'elles ne sont pas cotées. Cette option a été retenue pour l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole.

► Transition aux normes internationales

Dans le cadre de la préparation de la transition aux normes internationales, le groupe Crédit Agricole S.A. applique la recommandation émise par le Comité des régulateurs de valeurs mobilières (CESR) du 30 décembre 2003, et reprise par la recommandation AMF du 6 juillet 2004 sur la transition aux normes IFRS. Cette dernière recommandation formule les conditions dans lesquelles les sociétés soumises aux normes internationales communiquent leurs informations financières pendant la période de transition.

Conformément au règlement européen du 19 juillet 2002, l'obligation d'appliquer les normes IFRS ne porte que sur les comptes annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005. En l'absence de dispositions réglementaires régissant les comptes intermédiaires, l'AMF, par un communiqué en date du 27 juin 2005, a précisé les conditions de publication des comptes semestriels 2005 et a rappelé que les sociétés avaient la possibilité :

- soit de publier les comptes intermédiaires en conformité totale avec IAS 34 ;

- soit de produire des comptes intermédiaires présentés selon les règles nationales mais préparés sur la base des règles de reconnaissance et d'évaluation des normes IFRS telles qu'elles sont applicables à la clôture de la période intermédiaire.

Les états financiers du groupe Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2005 ont été établis par référence à cette seconde possibilité en maintenant le format de présentation défini par le règlement CRB 91.03 complété d'une information sur les flux de trésorerie relatifs aux opérations de structure financière (hors opérations courantes et de change).

► Normes applicables et comparabilité

Pour établir le bilan d'ouverture et les comptes semestriels de l'exercice 2005, les seules règles comptables publiées au journal officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté ont été utilisées. Aussi sont-ils susceptibles d'être modifiés en cas de publication de compléments normatifs avant la date d'arrêté des comptes annuels 2005.

Du fait de la mise en œuvre réglementaire à compter du 1^{er} janvier 2005 des normes IAS 32, 39 sur les instruments financiers et IFRS 4 sur les passifs d'assurance, les états financiers concernant l'exercice 2004 sont présentés sans intégrer les impacts de ces normes. En conséquence, les actifs et passifs relatifs à l'activité d'assurance et les instruments financiers sont comptabilisés et évalués selon les règles françaises telles que décrites dans les principes et méthodes comptables présentés dans les états financiers 2004. Dans ces conditions, les paragraphes 2.4 et 2.6 de la note 1 de l'annexe « Principes comptables » ne s'appliquent pas aux données relatives à l'exercice 2004.

Pour faciliter la compréhension et l'analyse des données financières 2005, des données financières consolidées à normes constantes ont également été préparées : elles comprennent des données comparatives 2004 incorporant une simulation d'application des normes IAS 32 et 39 et IFRS 4. Aucuns travaux n'ont été réalisés par les Commissaires aux comptes sur les données comparatives 2004 ainsi établies.

Les données financières consolidées à normes constantes figurent à la suite des états financiers réglementaires.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2005 SELON LES NORMES COMPTABLES IFRS ADOPTÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS › 77

BILANS CONSOLIDÉS › 78

- Actif › 78
- Passif › 79

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES › 80

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS › 81

- note 1 Principes comptables › 81
- note 2 Périmètre de consolidation › 90
- note 3 Actifs financiers à la juste valeur par résultat › 102
- note 4 Actifs financiers disponibles à la vente › 102
- note 5 Prêts et créances sur les établissements de crédit › 103
- note 6 Prêts et créances sur la clientèle › 104
- note 7 Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par zone géographique › 105
- note 8 Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par agent économique › 105
- note 9 Portefeuille titres › 106
- note 10 Participations dans les entreprises mises en équivalence › 106
- note 11 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) › 106
- note 12 Écarts d'acquisition › 107
- note 13 Provisions inscrites en déduction de l'actif › 107
- note 14 Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature › 108
- note 15 Dettes envers les établissements de crédit › 108
- note 16 Dettes envers la clientèle › 108
- note 17 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées › 110
- note 18 Provisions pour risques et charges › 110
- note 20 Produits et charges d'intérêts › 111
- note 21 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat › 111
- note 22 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente › 112
- note 23 Commissions nettes › 112
- note 24 Produits et charges nets des autres activités › 112
- note 25 Coût du risque › 113
- note 26 Gains et pertes sur autres actifs › 113
- note 27 Coûts liés au rapprochement › 114
- note 28 Impôt › 114
- note 29 Résultat par secteur d'activité au 30 juin 2005 › 115
- note 30 Notes spécifiques à l'activité d'assurance › 115
- note 31 Passage du résultat normes françaises au résultat normes IFRS (hors 32-39 et IFRS 4) au 30 juin 2004 › 116
- note 32 Investissements, désinvestissements, opérations de financement › 117

RAPPORT SUR L'EXAMEN LIMITÉ DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS › 118

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

aux 30 juin 2005, 30 juin 2004 et 31 décembre 2004

	Notes	30/06/2005	30/06/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
<i>(en millions d'euros)</i>				
Intérêts et produits assimilés	20	17 627	11 170	23 984
Intérêts et charges assimilés	20	(14 719)	(9 349)	(21 031)
Commissions nettes	23	1 639	1 276	2 490
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	21	3 661		
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	22	618		
Résultat sur opérations financières			2 033	4 567
Marge brute des sociétés d'assurance			1 205	2 410
Charges et produits des autres activités	24	(2 132)	(13)	1
Produit net bancaire		6 694	6 322	12 421
Charges générales d'exploitation		(4 242)	(4 081)	(8 242)
Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		(221)	(252)	(509)
Résultat brut d'exploitation		2 231	1 989	3 670
Coût du risque	25	(261)	(269)	(465)
Résultat d'exploitation		1 970	1 720	3 205
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	10	738	585	1 158
Gains ou pertes sur autres actifs	26	21	53	87
Coûts liés au rapprochement	27	(144)	(171)	(551)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		(2)	(9)	(55)
Résultat avant impôt		2 583	2 178	3 844
Impôt sur les bénéfices	28	(541)	(546)	(822)
Résultat net		2 042	1 632	3 022
Intérêts minoritaires		177	157	298
Résultat net part du Groupe	29	1 865	1 475	2 724
Résultat net annualisé par action		2,583	2,028	1,877

BILANS CONSOLIDÉS

aux 30 juin 2005 et 31 décembre 2004

► ACTIF

		Notes	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
<i>(en millions d'euros)</i>				
Caisse, banques centrales, CCP			18 918	23 585
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3, 3.1, 3.2		349 496	
Instruments dérivés de couverture			9 542	
Actifs financiers disponibles à la vente	4		144 625	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5, 7, 8, 13		241 745	257 562
Prêts et créances sur la clientèle	6, 7, 8, 13		174 668	165 751
Portefeuilles titres	9			138 691
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			5 619	
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance			20 365	
Actifs d'impôts			6 432	2 103
Comptes de régularisation et actifs divers			57 860	60 711
Placements des entreprises d'assurance	30			138 559
Participations dans les entreprises mises en équivalence	10		14 530	13 926
Immeubles de placement			3 279	
Immobilisations corporelles	11		2 303	2 552
Immobilisations incorporelles	11		473	523
Écart d'acquisition	12		13 341	13 323
Total actif			1 063 196	817 286

► PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>		Notes	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Caisse, banques centrales, CCP			800	504
Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature	14		287 678	
Instruments dérivés de couverture			10 044	
Dettes envers les établissements de crédit	15		99 989	142 469
Dettes envers la clientèle	16,16.1, 16.2		308 456	305 192
Dettes représentées par un titre	17		82 621	101 032
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			3 645	
Passifs d'impôts			6 528	1 482
Comptes de régularisation et passifs divers			54 287	76 909
Provisions techniques des contrats d'assurance			153 181	135 580
Provisions pour risques et charges	18		4 092	5 595
Dettes subordonnées	17		20 203	18 470
Capitaux propres			31 672	30 053
- Capitaux propres part du Groupe			27 730	26 195
Capital et réserves liées			17 133	17 240
Réserves consolidées			7 086	6 231
Gains ou pertes latents ou différés			1 646	
Résultat de l'exercice			1 865	2 724
- Intérêts minoritaires			3 942	3 858
Total passif			1 063 196	817 286

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Gains/pertes latents ou différés nets d'impôts			Résultat net part du Groupe	Total des capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires
	Capital	Primes et réserves	Élimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture			
<i>(en millions d'euros)</i>										
Capitaux propres au 31 décembre 2003										
Normes françaises	4 418	19 166	(13)	23 571					23 571	4 443
Changement de méthodes comptables		(110)		(110)					(110)	
Incidence de l'adoption des normes IFRS (hors 32 & 39)		1 367	(254)	1 113					1 113	(179)
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2004	4 418	20 423	(267)	24 574	0	0	0	0	24 574	4 264
Variation des titres auto-détenus			(291)	(291)					(291)	
Dividendes versés en 2004		(801)		(801)					(801)	(185)
Dividendes reçus des CR et filiales		106		106					106	
Effet des acquisitions/cessions sur les minoritaires									0	(351)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence		(5)		(5)					(5)	
Restructuration des lignes métiers du Groupe		(51)		(51)					(51)	31
Autres variations		(8)		(8)					(8)	(61)
Variation de l'écart de conversion					(53)				(53)	(140)
Résultat au 31 décembre 2004		2 724		2 724					2 724	300
Capitaux propres au 31 décembre 2004 (hors normes 32 & 39 et IFRS 4)	4 418	22 388	(558)	26 248	(53)	0	0	0	26 195	3 858
Incidence de l'adoption des normes IFRS (32,39 & IFRS 4)		(1 271)		(1 271)		1 150	36		(85)	30
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2005 ⁽¹⁾	4 418	21 117	(558)	24 977	(53)	1 150	36	0	26 110	3 888
Mouvements liés aux relations aux actionnaires										
- Variation des titres auto-détenus			(61)	(61)					(61)	
- Dividendes versés en 2005		(954)		(954)					(954)	(284)
- Dividendes reçus des CR et filiales		141		141					141	
Effet des acquisitions/cessions sur les minoritaires										(64)
Gains ou pertes latents sur le 1 ^{er} semestre 2005										
- Variation de valeurs des titres disponibles à la vente						252			252	
- Couverture de flux de trésorerie							31		31	
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence		141		141					141	
Variation de l'écart de conversion				0	230				230	212
Autres variations		(25)		(25)					(25)	13
Résultat au 30 juin 2005								1 865	1 865	177
Capitaux propres au 30 juin 2005	4 418	20 420	(619)	24 219	177	1 402	67	1 865	27 730	3 942

(1) Le montant des capitaux propres au 01/01/05 (yc 32-39 et IFRS 4) communiqué lors de la présentation de la conversion aux Normes IAS/IFRS du 22 avril 2005 s'élevait à 26 603 millions d'euros. La différence par rapport au montant figurant dans ce tableau, soit - 493 millions d'euros correspond principalement aux impacts des sociétés cotées dans lesquelles le Groupe détient une participation minoritaire qui n'avaient pas encore rendu public les impacts de leur conversion soit - 290 millions d'euros, ainsi qu'à des ajustements sur le traitement des dérivés, le montant des provisions et des impôts différés.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE 1 ► PRINCIPES COMPTABLES

► 1.1 Règles spécifiques de première application (IFRS 1)

La norme IFRS 1 s'applique aux entités qui présentent pour la première fois leurs états financiers selon les nouvelles normes, ceux-ci devant être préparés en appliquant les principes comptables IFRS en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

Par principe, les normes s'appliquent de façon rétrospective aux périodes précédentes et donc au bilan d'ouverture. Cependant, la norme IFRS 1 prévoit des exemptions facultatives ou obligatoires à ce principe d'application rétrospective.

Les choix retenus par le groupe Crédit Agricole S.A. concernant les exemptions facultatives sont les suivants :

- regroupements d'entreprises : le groupe Crédit Agricole S.A. conserve le traitement appliqué dans les comptes publiés conformément aux normes françaises aux regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004. Les goodwill résiduels à cette date ne sont plus amortis et font l'objet d'un test de dépréciation ;
- utilisation de la juste valeur et d'une réévaluation comme coût présumé au moment de la conversion : cette option peut s'appliquer à toute immobilisation corporelle, tout actif incorporel qui satisfait les critères de réévaluation, ou tout immeuble de placement évalué sur la base du coût.
Le groupe Crédit Agricole S.A. a choisi de ne pas réévaluer ses immobilisations ;
- avantages au personnel : l'option permettant la constatation immédiate des écarts actuariels n'a pas été retenue par le groupe Crédit Agricole S.A. ;
- écarts de conversion cumulés : Crédit Agricole S.A. a choisi de considérer qu'à la date de transition, le montant cumulé des écarts de conversion est nul pour toutes ses activités à l'étranger. En conséquence, seuls les écarts de conversion postérieurs à la date de transition, qui seront classés en capitaux propres conformément à la norme IAS 21, seront pris en compte dans la détermination du résultat de cession ultérieure des activités concernées ;
- instruments financiers hybrides : dans le cas d'émissions d'instruments financiers ayant à la fois une composante dette et une composante capitaux propres, une entité n'est pas obligée d'identifier séparément les valeurs d'origine des deux composants si la partie dette est nulle à la date de transition. Le groupe Crédit Agricole S.A. a retenu cette option.

Précisions sur les impacts qui modifient les capitaux propres à l'ouverture :

- toute correction de valeur qui aurait dû impacter le résultat dans l'hypothèse où les normes internationales se seraient appliquées antérieurement est enregistrée en capitaux propres dits non recyclables ;
- toute correction de valeur qui aurait dû impacter les capitaux propres dans l'hypothèse où les normes internationales se seraient appliquées antérieurement est enregistrée en capitaux propres dits recyclables. En effet, ceux-ci feront l'objet d'un ajustement lors des corrections de valeur ultérieure.

► 1.2. Principes et méthodes comptables

1.2.1 LE TRAITEMENT DES IMMOBILISATIONS (IAS 16, 36, 38, 40)

Le groupe Crédit Agricole S.A. applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles et incorporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des provisions pour dépréciation constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des provisions pour dépréciation constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des provisions pour dépréciation constitués depuis leur date d'achèvement.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole S.A. suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

Les éléments dont dispose le groupe Crédit Agricole S.A. sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que les tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existant à la date de clôture.

1.2.2 LES AVANTAGES AU PERSONNEL (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, les primes payables dans les douze mois de la clôture de l'exercice ;
- les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

1.2.2.1 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE, DE PRÉRÉTRAITE ET D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE – RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Le groupe Crédit Agricole S.A. provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

À ce titre, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan en « Provisions pour risques et charges ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels du groupe Crédit Agricole S.A., présents à la clôture de l'exercice, relevant de la nouvelle convention collective du groupe Crédit Agricole S.A. entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique « Provisions pour risques et charges ». Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départ anticipés signés par les entités du groupe Crédit

Agricole S.A. qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Les provisions figurent également au passif du bilan en « Provisions pour risques et charges ».

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Le groupe Crédit Agricole S.A. n'applique pas la méthode optionnelle du corridor et impute les écarts actuariels constatés en résultat. Par conséquent, le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante, (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

1.2.2.2 PLANS DE RETRAITE – RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

1.2.3 LES PAIEMENTS FONDÉS SUR LES ACTIONS (IFRS 2)

La norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilées dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme, qui s'applique aux plans accordés après le 07/11/2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis au 01/01/2005, concerne deux cas de figure :

- les transactions dont le paiement est fondé sur les actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;

- les transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole S.A. éligibles à la norme IFRS 2 sont uniquement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres.

Les options octroyées sont évaluées à la juste valeur selon le modèle Black & Scholes. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique « frais de personnel » en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits, soit 4 ans.

1.2.4 LES INSTRUMENTS FINANCIERS (IAS 32 ET 39)

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers semestriels 2005 selon les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par la Commission européenne le 19 novembre 2004 (version dite « carve out »). Il est précisé que le groupe Crédit Agricole n'utilise pas l'option de juste valeur sur ses passifs financiers.

1.2.4.1 LES TITRES

1.2.4.1.1 Classification des titres à l'actif

Ceux-ci sont classés selon les quatre catégories d'actifs applicables aux titres définis par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- actifs financiers disponibles à la vente ;
- placements détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances.

1.2.4.1.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat/affectation par nature ou sur option

Selon la norme IAS 39, les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat sont des actifs ou passifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste.

Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte, soit d'une réelle intention de transaction – affectation par nature, soit d'une option prise par Crédit Agricole S.A. Cette dernière façon de procéder permet de ne pas comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition (qui sont passés directement en résultat) et coupons courus inclus. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Cette catégorie de titres ne fait pas l'objet de provisions pour dépréciation.

1.2.4.1.1.2 Placements détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie « Placements détenus jusqu'à l'échéance » (éligibles aux titres à maturité définie) est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance, autres que :

- ceux que le Groupe a désigné lors de leur comptabilisation initiale comme des actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat ;
- ceux que le Groupe a désigné comme des actifs disponibles à la vente ;
- ceux qui répondent à la définition des prêts et créances. Ainsi, les titres de dettes non cotés sur un marché actif ne peuvent pas être classés dans la catégorie des placements détenus jusqu'à l'échéance.

La couverture du risque de taux de ces titres n'est pas autorisée.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus. Ces titres sont comptabilisés ultérieurement selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif.

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision est constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée. En cas d'amélioration ultérieure, la provision excédentaire est reprise.

2.4.1.1.3 Titres du portefeuille « Prêts et créances »

La catégorie « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non cotés à revenus fixes ou déterminables.

Les titres sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signes objectifs de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée en valeur actuelle.

1.2.4.1.1.4 Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie « Disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut.

Selon les dispositions de la norme IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « Disponibles à la vente » sont les suivants :

- les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus ;
- les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables. En cas de cession, ces variations sont extournées et constatées en résultat. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenu fixe est comptabilisée en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;

■ en cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres est extournée et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation fait l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de dette mais pas pour les instruments de capitaux propres. En revanche, pour ces derniers, la variation de juste valeur positive en cas de reprise est comptabilisée dans un compte de capitaux propres recyclables.

1.2.4.1.2 Évaluation des titres

La juste valeur est la méthode d'évaluation retenue pour l'ensemble des instruments financiers classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ou « Disponible à la vente ».

Les prix cotés sur un marché actif constituent la méthode d'évaluation de base. À défaut, le groupe Crédit Agricole S.A. utilise des techniques de valorisation reconnues en se référant notamment à des transactions récentes.

Lorsqu'il n'y a pas de prix coté pour un titre de capitaux propres et qu'il n'existe pas de technique de valorisation reconnue, le groupe Crédit Agricole S.A. retient des techniques reposant sur des indications objectives et vérifiables telles que la détermination de l'actif net réévalué ou toute autre méthode de valorisation des titres de capitaux propres.

Si aucune technique ne peut donner satisfaction, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Titres disponibles à la vente ». Toutefois, une information est fournie en annexe.

1.2.4.1.3 Dépréciation

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction.

Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non-recouvrement pour les titres de dette.

Sauf exception, le groupe Crédit Agricole S.A. considère qu'une baisse significative ou durable est présumée lorsque l'instrument de capitaux propres a perdu 30 % au moins de sa valeur sur une période de 6 mois consécutifs.

Ce critère de baisse significative et durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi.

1.2.4.1.4 Distinction dettes/capitaux propres (IAS 32)

Un instrument de dette ou un passif financier constitue une obligation contractuelle :

- de remettre des liquidités ou un autre actif financier ;
- d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de toutes ses dettes (actif net).

En application de ces définitions, les parts sociales émises par les Caisses régionales et des Caisses locales sont considérées comme des capitaux propres au sens de l'IAS 32 et de l'interprétation IFRIC 2, et traitées comme telles dans les comptes consolidés du Groupe.

1.2.4.1.5 Rachat d'actions propres

Les actions propres rachetées par le groupe Crédit Agricole S.A., y compris les actions détenues en couverture des plans de stock-options, ne rentrent pas dans la définition d'un actif financier et sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Elles ne génèrent aucun impact sur le compte de résultat.

1.2.4.2 L'ACTIVITÉ CRÉDIT

Les crédits sont affectés principalement à la catégorie « Prêts et créances ». Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie à l'encours net d'origine. Ce taux inclut l'intégralité des commissions payées ou reçues entre les parties au contrat, les coûts de transaction et toutes les autres primes positives ou négatives.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les avances accordées par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales ne présentent pas pour Crédit Agricole S.A. un risque direct sur les bénéficiaires des prêts primaires distribués par les Caisses régionales, mais éventuellement un risque indirect sur la solidité financière de celles-ci. À ce titre, Crédit Agricole S.A. n'a pas constitué de provision sur les avances aux Caisses régionales.

En complément aux éléments d'information requis par les normes IAS, le groupe Crédit Agricole a maintenu les informations antérieurement requises par le règlement CRC 2002-03, applicable aux comptes individuels.

Ainsi, le groupe Crédit Agricole distingue, parmi ses créances dépréciées au sens des normes internationales, les créances douteuses compromises, les créances douteuses non compromises et les créances restructurées pour cause de défaillance du client.

Créances dépréciées :

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances. Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les dépréciations sont constituées à hauteur de la perte encourue, égale à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions ou de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

On distingue ainsi :

- les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances douteuses assorties de provisions et des créances restructurées pour cause de défaillance du client assorties de décotes ;
- les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

Parmi les créances dépréciées sur base individuelle, le groupe Crédit Agricole S.A. distingue les créances douteuses, elles-mêmes réparties en créances douteuses compromises et non compromises.

Créances douteuses :

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logements et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales), compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution.

Parmi les encours douteux, le groupe Crédit Agricole S.A. distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis :

Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification des créances concernées en encours douteux.

Ainsi, par référence au règlement CRC n° 2002-03 et à l'avis n° 2003-G du Comité d'urgence du CNC, les créances douteuses compromises sont :

- les créances déchues du terme ; ou
- les créances restructurées qui, après un retour en encours sains, présentent au moins un impayé ; ou
- les créances qui sont qualifiées de douteuses depuis plus d'un an, qui présentent au moins un impayé et qui ne sont pas couvertes par des garanties suffisantes permettant leur recouvrement.

Intérêts pris en charge par l'État (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole S.A. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'État. En conséquence, ces entités perçoivent de l'État une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'État.

Les bonifications perçues de l'État sont enregistrées sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

1.2.4.3 LES PASSIFS FINANCIERS

La norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (« carve out ») reconnaît deux catégories de passifs financiers :

- les passifs financiers évalués par nature en juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de juste valeur de ce portefeuille impactent le résultat aux arrêts comptables ;
- les autres passifs financiers : cette catégorie regroupe tous les autres passifs financiers. Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

1.2.4.4 LES PRODUITS DE COLLECTE

Compte tenu des caractéristiques des produits de collecte dans le groupe Crédit Agricole S.A., ils sont comptabilisés dans la catégorie des « Autres passifs ».

L'évaluation initiale est donc faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par définition à taux de marché.

1.2.4.5 LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers et sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ces dérivés sont évalués à leur juste valeur qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture.

La contrepartie de la réévaluation des dérivés au bilan est un compte de résultat (sauf dans le cas particulier de la relation de couverture de flux de trésorerie).

La comptabilité de couverture :

La couverture de juste valeur a pour objet de réduire le risque de variation de juste valeur d'un instrument financier.

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de réduire le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie futurs sur des instruments financiers.

Dans le cadre d'une intention de gestion de microcouverture, les conditions suivantes doivent être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement.

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert et il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les intérêts courus du dérivé sont enregistrés en résultat symétriquement aux opérations couvertes.

Dans le cadre d'une intention de gestion de macrocouverture (c'est-à-dire la couverture d'un groupe d'actifs ou de passifs présentant la même exposition aux risques désignée comme étant couverte), le Groupe a privilégié une documentation de ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés.

La justification de l'efficacité des relations de macrocouverture se fait par le biais d'échéanciers établis en encours moyen. Par ailleurs, la mesure de l'efficacité des relations de couverture doit se faire au travers de tests prospectifs et rétrospectifs.

Suivant qu'une relation de macrocouverture de flux de trésorerie ou de juste valeur a été documentée, l'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture. Toutefois, le groupe Crédit Agricole S.A. privilégie pour les relations de macrocouverture, une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée de façon partielle par l'Union européenne (version dite « carve out »).

Dérivés incorporés :

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les 3 conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

1.2.4.6 PRISE EN COMPTE DES MARGES À L'ORIGINE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS STRUCTURÉS

Selon la norme IAS 39, la constatation dès l'origine en résultat des marges sur les produits structurés et sur les instruments financiers complexes n'est possible qu'à la condition que ces instruments financiers puissent être évalués de manière fiable dès leur initiation. Cette condition est respectée lorsque ces instruments sont évalués en fonction de cours constatés sur un marché actif, ou en fonction de modèles internes « standards » utilisant des données de marché « observables ». Dans le cas contraire, ces marges sont constatées au bilan et reprises en résultat par étalement. Lorsque les données de marché deviennent « observables » et que les modèles deviennent « standards », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Le groupe Crédit Agricole S.A. a décidé d'appliquer rétroactivement ces dispositions en retraitant de façon rétroactive tous les contrats en stock au 1^{er} janvier 2005.

1.2.4.7 GARANTIES FINANCIÈRES ET ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

Les garanties financières répondent à la définition d'un contrat d'assurance lorsqu'elles prévoient des paiements spécifiques à effectuer

pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Ces garanties financières, dépendant d'IFRS 4, restent évaluées en normes françaises conformément aux normes internationales, en attendant un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Ces garanties font donc l'objet d'une provision au passif en cas de sortie de ressource probable.

En revanche, les contrats de garanties financières qui prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas que la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, entrent dans le champ d'application d'IAS 39. Ces garanties sont traitées comme des instruments dérivés.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

1.2.5 LES IMPÔTS DIFFÉRÉS (IAS 12)

Cette norme impose la comptabilisation d'impôts différés sur l'ensemble des différences temporaires observées entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale.

Les taux d'imposition utilisés pour l'évaluation sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du règlement du passif, dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Au 30 juin 2005, en attente de clarifications sur l'interprétation, un impôt différé a été constaté sur les effets d'actualisation des provisions et sur les décotes des crédits restructurés.

Il en est de même sur les réserves de capitalisation des sociétés d'assurance vie.

1.2.6 LES ACTIVITÉS D'ASSURANCE (IFRS 4)

Les passifs d'assurance restent pour partie évalués en normes françaises conformément aux normes internationales, en attendant un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Les actifs financiers des sociétés d'assurance du Groupe sont quant à eux reclassés selon la norme IAS 39 au sein des quatre catégories d'actifs concernés.

Conformément à l'option offerte par la norme IFRS 4, les contrats d'assurance avec participation aux bénéfices discrétionnaire font l'objet d'une « comptabilité miroir » au niveau des passifs. Cette comptabilité miroir consiste à enregistrer dans un poste de Participation aux bénéfices différée les écarts de valorisation positive ou négative

des actifs financiers qui les concernent, et permet ainsi de limiter les conséquences sur le bilan d'ouverture en normes internationales de ces sociétés.

1.2.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (IAS 37)

Le groupe Crédit Agricole S.A. a identifié l'ensemble de ses obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais où ce dernier peut être estimé de manière fiable.

Au titre de ces obligations, le Groupe a constitué des provisions pour risques et charges qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée, notamment, à partir des bases statistiques et historiques du Groupe, afin de couvrir le risque de déséquilibre du contrat épargne-logement, contrat dont les modalités de fonctionnement ont été fixées par les pouvoirs publics. Il inclut une phase préalable d'épargne et le cas échéant une phase de crédit dont les taux sont fixés et révisés par les pouvoirs publics, étant précisé que les excédents de ressources par rapport aux emplois doivent être obligatoirement affectés au financement de l'habitation. Dans ces conditions, cette provision permet d'assurer l'équilibre financier prospectif du contrat, en couvrant deux risques spécifiques :

- engagement d'accorder des prêts à taux réduit à l'échéance de la phase d'épargne. Une provision éventuelle couvre les risques liés à cet engagement en réservant à chaque arrêté le surplus de marge complémentaire comptabilisée lors de la phase d'épargne destiné à couvrir les insuffisances de marge nette qui seront constatées pendant la phase crédit. Cette provision est reprise sur la durée de vie des crédits d'épargne-logement réalisés ;
- encours de collecte excédentaire : une provision est constituée lorsqu'il est constaté une insuffisance de marges futures, c'est-à-dire lorsqu'il existe une différence défavorable entre le rendement net des prêts de marché à l'habitat et le coût de l'épargne.

1.2.8 LES CONTRATS DE LOCATION (IAS 17)

Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

S'agissant d'opérations de location financière, elles sont assimilées à une acquisition d'immobilisation par le locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Dans les comptes du bailleur, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- constater une créance financière sur le client, amortie par les loyers perçus ;
- décomposer les loyers entre, d'une part les intérêts et, d'autre part l'amortissement du capital, appelé amortissement financier ;
- constater une réserve latente nette. Celle-ci est égale à la différence entre :
 - l'encours financier net : dette du locataire constituée du capital restant dû et des intérêts courus à la clôture de l'exercice,
 - la valeur nette comptable des immobilisations louées,
 - la provision pour impôts différés.

Dans les comptes du locataire, les contrats de crédit-bail et de location avec option d'achat font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit.

Dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement du crédit) sont substituées aux loyers enregistrés.

1.2.9 LES OPÉRATIONS EN DEVICES (IAS 21)

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires et non monétaires.

À la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole S.A. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte deux exceptions :

- sur les actifs financiers disponibles à la vente, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres.

Les traitements relatifs aux actifs non monétaires diffèrent selon la nature de ces actifs :

- les actifs au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;
- les actifs à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

► 1.3 Les principes et méthodes de consolidation (IAS 27, 28, 31)

1.3.1 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit Agricole S.A. et ceux de toutes les sociétés dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés de l'ensemble.

En application de ces principes généraux, tels que définis par les normes IAS 27, IAS 28 (participations dans les entreprises associées) et IAS 31 (participations dans les coentreprises), le caractère significatif de cet impact peut notamment être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé.

En particulier, le caractère significatif d'une société est présumé lorsqu'elle satisfait aux conditions suivantes :

- le total du bilan est supérieur à 10 millions d'euros ou excède 1 % du total de bilan de la filiale consolidée qui détient ses titres ;
- Crédit Agricole S.A. détient, directement ou indirectement, au moins 20 % de ses droits de vote existants et potentiels.

1.3.2 LES NOTIONS DE CONTRÔLE

Conformément aux normes internationales, toutes les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve que leur apport soit jugé significatif et qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque Crédit Agricole S.A. détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles, il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle. Le contrôle exclusif existe également lorsque Crédit Agricole S.A., détenant la moitié ou moins de la moitié des droits de vote d'une entité dispose de la majorité des pouvoirs au sein des organes de direction.

Le contrôle conjoint s'exerce dans les coentités au titre desquelles deux coentrepreneurs ou plus sont liés par un apport contractuel établissant un contrôle conjoint.

L'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Le groupe Crédit Agricole S.A. est présumé avoir une influence notable lorsqu'il détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

La consolidation des entités ad hoc

La consolidation des entités ad hoc, et plus particulièrement des fonds sous contrôle exclusif, a été précisée par le SIC 12. En application de ce texte, les OPCVM dédiés sont consolidés.

Les exclusions du périmètre de consolidation

Une entité contrôlée ou sous influence notable est exclue du périmètre de consolidation lorsque dès son acquisition, les titres de cette entité sont détenus uniquement en vue d'une cession ultérieure à brève échéance. Ces titres sont comptabilisés dans la catégorie des actifs destinés à être cédés. Ceux-ci sont évalués à la juste valeur par résultat.

Les participations (hors participations majoritaires) détenues par des entités de capital-risque sont également exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

1.3.3 LES MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes 27, 28 et 31. Elles résultent de la nature de contrôle exercée par Crédit Agricole S.A. sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités sous contrôle exclusif, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de Crédit Agricole S.A. ;
- l'intégration proportionnelle, pour les entités sous contrôle conjoint, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de Crédit Agricole S.A. ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable ou pour les entités sous contrôle conjoint. Lorsqu'une entité sous contrôle conjoint est mise en équivalence, l'information est communiquée en annexe.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au passif du bilan et au compte de résultat consolidés.

L'intégration proportionnelle consiste à substituer à la valeur des titres dans les comptes de la société consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans le bilan et le résultat de la société consolidée.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

1.3.4 RETRAITEMENTS ET ÉLIMINATIONS

Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées. Toutefois, les moins-values obtenues sur la base d'un prix de référence externe sont maintenues.

1.3.5 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES (IAS 21)

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion de la monnaie locale (monnaie de tenue de comptes le cas échéant) à la monnaie de fonctionnement selon la méthode du cours historique, les écarts de conversion étant intégralement et immédiatement comptabilisés en résultat ;
- puis conversion de la monnaie de fonctionnement dans la monnaie de consolidation selon la méthode du cours de clôture, l'écart de conversion constaté est porté sur une ligne distincte des capitaux propres pour la part revenant à Crédit Agricole S.A. et dans les intérêts minoritaires pour la part leur revenant. Cet écart est réintégré au compte de résultat en cas de cession ou de liquidation de tout ou partie de la participation détenue dans l'entité étrangère.

La monnaie de fonctionnement d'une entité est très étroitement liée à son caractère autonome ou non autonome :

- la monnaie de fonctionnement d'une entité non autonome correspond à la monnaie de fonctionnement dont elle dépend (i.e. celle dans laquelle ses principales opérations sont libellées) ;
- la monnaie de fonctionnement d'une entité étrangère autonome correspond à sa monnaie locale, sauf cas exceptionnels.

1.3.6 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES - ÉCARTS D'ACQUISITION (IFRS 3)

La norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » retient la méthode du coût d'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises.

Dans la mesure où cette norme IFRS 3 exclut de son champ d'application les regroupements d'entreprises effectués au sein des mutuelles, le groupe Crédit Agricole S.A. considère que les fusions de Caisses régionales continuent d'être régies par les normes françaises qui prévoient notamment que ces rapprochements se font à la valeur nette comptable.

Le solde positif des écarts constatés lors de l'acquisition de titres consolidés entre leur prix de revient et la quote-part de situation nette correspondante, pour la part non affectée à divers postes du bilan, est porté sous la rubrique « Écarts d'acquisition » au bilan consolidé.

Conformément à la norme IFRS 3, à chaque indice de perte de valeur ou au minimum une fois par an, les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation par référence à l'Unité Génératrice de Trésorerie

(UGT) à laquelle ils sont rattachés. En pratique, les UGT sont définies par rapport aux lignes métiers selon lesquelles le Groupe suit son activité. Les pertes de valeur font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation constatée en résultat.

Les écarts d'acquisition négatifs résiduels après affectation aux passifs identifiables sont constatés en résultat.

1.3.7 INFORMATION SECTORIELLE (IAS 14)

Le groupe Crédit Agricole S.A. présente ses activités selon les différentes lignes métiers existantes. Ces différentes lignes métiers sont les suivantes :

- la banque de proximité en France : Caisses régionales, Le Crédit Lyonnais ;
- les services financiers spécialisés (crédit à la consommation, crédit-bail, affacturage...) ;
- la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée ;
- la banque de financement et d'investissement ;
- la banque de détail à l'étranger ;
- la gestion pour compte propre et divers.

Cette nomenclature est détaillée dans le rapport de gestion.

NOTE 2 ► Périmètre de consolidation

► 2.1 Évolution du périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole S.A.

I- SOCIÉTÉS NOUVELLEMENT CONSOLIDÉES AU 30 JUIN 2005 :

Sociétés entrées dans le périmètre par création, du fait de leur acquisition ou d'un complément d'acquisition de leurs titres :

Alcor
 Ares
 CACF Immobilier
 Cardinalimmo
 Carrefour Servizi Finanziari SPA
 Crédit Agricole Centre Est Immobilier
 GIE Silca
 Les Assurances Fédérales IARD
 Mezzasia

Passage d'un palier à une consolidation en direct :

Les filiales précédemment consolidées sous les paliers Crédit Lyonnais et Eurofactor sont désormais consolidées individuellement :

CAI Suisse (Singapour)
 CAI Suisse (Bahamas)
 Eurofactor AG (Allemagne)
 Eurofactor France
 Eurofactor S.A. (Portugal)
 Eurofactor SA/NV (Belgique)
 Eurofactor UK (Angleterre)
 Financière Européenne d'Affacturage
 Inter-Factor Europa (Espagne)

II- SOCIÉTÉS SORTIES DU PÉRIMÈTRE AU 30 JUIN 2005 :

Application des seuils de signification ou cessation d'activité :

CAIC (S) Pte Ltd
 CAIC Futures Ltd
 CAIC Hong Kong Ltd
 CAIC International UK
 CAL FP US
 Centre Est Alizée
 Crédit Lyonnais CL Rouse (USA)
 Egelant Finance BV
 Equalt Fixed Income Arbitrage X 2
 Maine Anjou Obligations
 Serves
 Soflim

Fusion ou absorption par une autre société du Groupe :

CLEE absorbe CA Épargne Longue des salariés et devient CREELIA
 La Caisse régionale de la Somme absorbe la Caisse régionale de la Brie et devient la Caisse régionale de la Brie-Picardie

III- CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE :

Banco C.L. Brasil devient Banco Calyon Brasil

CLCM Asia BV devient Calyon Capital Market Asia BV

CL DTVM devient CA Brasil Private Management

CREALFI devient Menafinance

Crédit Agricole Indosuez Turk A.S. devient Calyon Turk A.S.

Crédit Lyonnais Bank Hungary devient Calyon Bank Hungary Ltd

Crédit Lyonnais Bank Praha devient Calyon Bank Czech Republic

Crédit Lyonnais Bank Slovakia A.S. devient Calyon Bank Slovakia A.S.

Crédit Lyonnais Finance Guernesey devient Calyon Finance Guernesey

Crédit Lyonnais Financial Products devient Calyon Financial Products

Crédit Lyonnais Global Partners Inc. devient Calyon Global Partners Inc.

Crédit Lyonnais Leasing Corporation devient Calyon Leasing Corporation

Crédit Lyonnais North America Inc devient Calyon North America Inc.

Crédit Lyonnais Polska devient Calyon Polska S.A.

Crédit Lyonnais Private Equity devient Crédit Agricole Private Equity

Crédit Lyonnais Russie devient Calyon Rusbank S.A.

Crédit Lyonnais Securities USA devient Calyon Securities USA Inc.

Crédit Lyonnais Ukraine devient Calyon Bank Ukraine

Crédit Lyonnais Uruguay devient Calyon Uruguay S.A.

Finaref Group AB devient Finaref AB

Indosuez Air Finance S.A. devient Calyon Air Finance S.A.

Indosuez Asia Shipfinance Service Ltd devient Calyon Asia Shipfinance Service Ltd

Indosuez Australia devient Calyon Australia Ltd

Indosuez North America HLD devient Calyon North America Holding

Menafinance devient CREALFI

UCABAIL devient Crédit Agricole Leasing

UI devient Crédit Agricole Private Equity Holding

► 2.2 Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole S.A.

	(a)	Implantation	Méthode 30/06/05	% de contrôle			% d'intérêt		
				30/06/05	31/12/04	30/06/04	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Etablissement bancaire et financier									
Crédit Agricole S.A.		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Agos Itafinco		Italie	Globale	51,0	51,0	51,0	59,0	58,9	59,1
Al BK Saudi Al Fransi - BSF		Arabie Saoudite	Équivalence	31,1	31,1	31,1	30,4	30,4	30,4
Alsolia		France	Équivalence	34,0	34,0	34,0	33,8	33,7	33,9
Altra Banque		France	Équivalence	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Banca Intesa S.p.a.		Italie	Équivalence	17,8	18,0	18,0	16,8	16,9	16,9
Banco del Desarrollo		Chili	Équivalence	23,7	23,7	23,7	23,7	23,7	23,7
Bankoa		Espagne	Équivalence	30,0	30,0	30,0	28,5	28,5	28,5
Banque Chalus		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Banque Finaref		France	Équivalence	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
BES (Banco Espirito Santo)		Portugal	Équivalence	8,8	8,8	8,8	22,5	22,5	22,5
BFC Antilles Guyane		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
BFT (Banque Financement et Trésorerie)		France	Globale	100,0	100,0	94,7	100,0	100,0	94,7
BFT Gestion		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	94,7
BGP Indosuez		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
BNI Crédit Lyonnais Madagascar		Madagascar	Globale	51,0	51,0	51,0	49,9	49,8	49,8
C.A Alternative Investment Products Group SGR		Italie	Globale	90,0	90,0	100,0	89,9	89,9	99,1
C.A Alternative Investment Products Group Holding		France	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
C.A Alternative Investment Products Group Inc		États-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
C.A Alternative Investment Products Group Ltd (Ex-ISB)		Bermudes	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
C.A Alternative Investment Products Group Sas		France	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
C.A Asset Management Espana Holding		Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	98,0	97,9	99,0
C.A Asset Management Hong Kong Ltd		Hong Kong	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
C.A Asset Management Japan Ltd		Japon	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
C.A Asset Management Ltd (Ex-Premium)		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
C.A Asset Management Sgr Italie		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	98,0	97,9	98,9
C.A Asset Management Singapore Ltd		Singapour	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
C.A Investor Services Bank		France	Globale	100,0	100,0	100,0	98,4	99,2	99,2
C.A Investor Services Corporate Trust		France	Globale	100,0	100,0	100,0	98,4	99,0	99,0
C.A.A.M Securities Company Japan KK		Japon	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
CA - Epargne Longue des Salariés	S ^(d)	France	Globale		100,0	100,0		98,1	100,0
CA Invest. Services Banque Lux.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	98,4	97,7	97,7
CAAM		France	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
C.A. Asset Management Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0		98,1	98,0	
CAI Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CAI Merchant Bank Asia Ltd		Singapour	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CAI Private Banking Italia Spa		Italie	Globale			100,0			97,7
CAI Suisse (Bahamas)	E ⁽¹⁾	Bahamas	Globale	100,0			97,8		
CAI Suisse (Singapour)	E ⁽¹⁾	Singapore	Globale	100,0			97,8		
Caisse Régionale Alpes Provence		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Alsace Vosges		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0

	(a)	Implantation	Méthode 30/06/05	% de contrôle			% d'intérêt		
				30/06/05	31/12/04	30/06/04	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Caisse Régionale Aquitaine	S ^(d)	France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Atlantique Vendée		France	Équivalence	25,1	25,1	25,1	25,1	25,1	25,1
Caisse Régionale Brie		France	Équivalence		25,0	25,0		25,0	25,0
Caisse Régionale Calvados		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre Est		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre France		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre Loire		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Centre Ouest		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Champagne-Bourgogne		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Charente Maritime - Deux Sèvres		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Charente-Périgord		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Côtes d'Armor		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale de l'Anjou et du Maine		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale des Savoie		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Finistère		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Franche-Comté		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Gard		France	Équivalence	25,1	25,0	25,0	25,1	25,0	25,0
Caisse Régionale Guadeloupe		France	Équivalence	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2
Caisse Régionale Ille et Vilaine		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Loire - Haute Loire		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Lorraine		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Martinique		France	Équivalence	28,1	28,1	28,1	28,1	28,1	28,1
Caisse Régionale Midi		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Morbihan		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Nord de France		France	Équivalence	25,6	25,6	25,6	25,6	25,6	25,6
Caisse Régionale Nord Midi Pyrénées		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Nord-Est		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Normand		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Normandie Seine		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,1	25,1
Caisse Régionale Oise		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Paris et Île de France		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Provence - Côte d'Azur		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Pyrénées Gascogne		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Réunion		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Brie-Picardie		France	Équivalence	25,0	25,2	25,6	25,0	25,2	25,2
Caisse Régionale Sud Méditerranée		France	Équivalence	25,9	25,9	25,8	25,9	25,9	25,8
Caisse Régionale Sud Rhône Alpes		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Toulouse-Midi Toulousain		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Touraine Poitou		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse Régionale Val de France		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Cal FP (Holding)	S ^(e)	Royaume-Uni	Globale	50,0	50,0	50,0	75,0	75,0	75,0
Cal FP Bank		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	75,0	75,0	75,0
CAL FP US		États-Unis	Globale		100,0	100,0		75,0	75,0
Calyon Australia Ltd		Australie	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon Bank Hungary Ltd		Hongrie	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon North America Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Calyon Bank Ukraine		Ukraine	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7

	(a)	Implantation	Méthode 30/06/05	% de contrôle			% d'intérêt		
				30/06/05	31/12/04	30/06/04	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Calyon Bank Czech Republic		République tchèque	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon Bank Slovakia A.S.		Slovaquie	Globale	90,0	90,0	90,0	88,0	87,9	87,9
Calyon Holding Italia Due SRL		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon Leasing Corporation		États-Unis	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Calyon Polska S.A.		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon Rusbank S.A.		Russie	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon S.A.		France	Globale	97,8	97,7	97,7	97,8	97,7	97,7
Calyon Turk A.S.		Turquie	Globale	100,0	100,0	100,0	97,7	97,7	97,7
Carrefour Servizi Finanziari SPA	E	France	Équivalence	40,0			23,6		
CL Développement de la Corse		France	Globale	99,8	99,8	99,8	99,8	99,8	99,8
CLAM Finance		France	Globale	100,0	100,0		98,1	98,1	
CLASI		États-Unis	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Cofam		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Cogenec		Monaco	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CPR AM (Ex-CPR Production)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	98,4	98,4	100,0
CPR Billets		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,9	99,9	99,9
CPR BK		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,8	97,8
CPR F		France	Globale			87,7			87,7
CPR Online		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	100,0	100,0
CPR Private Equity		France	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
CREALFI		France	Globale	51,0	51,0		50,7	50,6	
Credibom		Portugal	Globale	100,0	100,0	85,0	99,5	99,2	84,7
Credigen Bank		Hongrie	Globale	100,0	100,0	100,0	99,5	99,2	99,6
Crédit Agricole Financement		Suisse	Équivalence	44,6	44,5	44,5	39,6	39,5	39,5
Crédit Agricole Indosuez (Egypt) SAE		Égypte	Globale	75,0	79,6	75,0	73,3	79,6	73,3
Crédit Agricole Indosuez (Suisse) SA		Suisse	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Crédit Agricole Indosuez Mer Rouge		Djibouti	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Crédit Agricole S.A. Securities		Jersey	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
Crédit du Maroc		Maroc	Globale	52,6	51,0	51,0	51,5	49,8	49,8
Crédit Foncier de Monaco		Monaco	Globale	77,1	77,1	77,1	74,2	74,2	74,2
Crédit Foncier de Monaco France		France	Globale	100,0	100,0	100,0	86,4	86,4	86,4
Crédit Lyonnais Leasing Cpy Japan		Japon	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Crédit Lyonnais Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Crédit Lyonnais Cameroun		Cameroun	Globale	65,0	65,0	65,0	63,5	63,5	63,5
Crédit Lyonnais Congo		Congo	Globale	81,0	81,0		79,2	79,2	
Crédit Lyonnais Sénégal		Sénégal	Globale	95,0	95,0	95,0	92,9	92,8	92,8
Crédit Uruguay Banco		Uruguay	Globale	100,0	100,0	91,1	100,0	100,0	91,1
Créditplus (Ex-Beneficial Bank)		Allemagne	Globale	100,0	100,0	100,0	99,5	99,2	99,6
Creelia		France	Globale	100,0	100,0		98,1	98,1	
Dan-Aktiv		Danemark	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
E.P.E.M		États-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
EFL Services		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Emporiki Credicom		Grèce	Équivalence	50,0	50,0	50,0	49,7	49,6	49,8
Equalt Alternative Asset Management		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Eurofactor AG (Allemagne)	E ⁽¹⁾	Allemagne	Globale	100,0			98,2		
Eurofactor SA/NV (Belgique)	E ⁽¹⁾	Belgique	Globale	100,0			98,2		
Eurofactor France		France	Globale	98,2	98,2		98,2	95,6	

	(a)	Implantation	Méthode 30/06/05	% de contrôle			% d'intérêt		
				30/06/05	31/12/04	30/06/04	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Eurofactor S.A. (Portugal)	E ⁽¹⁾	Portugal	Globale	100,0			98,1		
Eurofactor UK (Angleterre)	E ⁽¹⁾	Angleterre	Globale	100,0			98,2		
Financière Européenne d'Affacturage	E ⁽¹⁾	France	Globale	100,0			100,0		
Finanziaria Indosuez International Ltd		Suisse	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Finaref AB		Suède	Globale	100,0	100,0	90,0	100,0	100,0	90,0
Finaref AS		Norvège	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Finaref Benelux		Belgique	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Finaref OY		Finlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Finaref SA		France	Globale	100,0	100,0	90,0	100,0	100,0	90,0
Finaref Securities AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Finaref Sverige AB		Suède	Globale			100,0			90,0
Finconsum ESC SA		Espagne	Équivalence	45,0	45,0	45,0	44,8	44,7	44,8
Foncaris		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Fransabank France		France	Équivalence	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
G.F.E.R (Groupement de Financement des Ent. Régionales)		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
G.P.F (Groupement des Provinces de France)		France	Globale	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0
Gestion Privée Indosuez (G.P.I)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
GIE Attica		France	Équivalence	29,3	29,3	29,3	46,4	46,4	46,4
Groupe Crédit Lyonnais		France	Globale	94,8	94,8	94,8	94,8	94,8	94,8
Inter-Factor Europa (Espagne)	E ⁽¹⁾	Espagne	Globale	99,9			98,1		
Jotex finans AB		Suède	Globale	100,0	100,0		100,0	100,0	
LF Investments		États-Unis	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Lukas Bank		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	99,9
Lukas SA		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	99,9
Menafinance		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	49,7	49,6	49,8
Nonghyup-CA		Corée	Proportionnelle	40,0	40,0	40,0	39,3	39,2	40,0
Ribank		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	99,5	99,2	99,6
S.A.Crédit Agricole (Belgique)		Belgique	Équivalence	10,0	10,0	10,0	21,9	21,9	21,9
Sacam Consommation 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sacam Consommation 2		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sacam Consommation 3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sedef		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,5	99,2	99,6
Segespar		France	Globale	98,1	98,1	100,0	98,1	98,1	100,0
Sim Spa Selezione e Distribuzione		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	98,0	97,9	98,8
Sircam		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Société Ivoirienne Banque		Côte d'Ivoire	Globale	51,0	51,0	51,0	49,9	49,8	49,8
Sofinco		France	Globale	99,5	99,2	99,6	99,5	99,2	99,6
Sofipaca		France	Équivalence	28,3	28,3	28,3	27,5	27,5	27,5
Soflim	S ^(c)	France	Globale		100,0	100,0		97,7	97,7
Transfact		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Union Gabonaise Banque		Gabon	Globale	56,2	56,2		55,0	55,0	
Wafasalaf		Maroc	Équivalence	34,0	33,7	33,7	33,8	33,4	33,6
Sociétés de Bourse									
Altura		Espagne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	48,9	48,9	48,9
CAI Cheuvreux		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CAI Cheuvreux España SA (Ex-ICSESA)		Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CAIC (S) Pte Ltd	S ^(c)	Singapour	Globale		100,0	100,0		97,7	97,7

	(a)	Implantation	Méthode 30/06/05	% de contrôle			% d'intérêt		
				30/06/05	31/12/04	30/06/04	30/06/05	31/12/04	30/06/04
CAIC Futures Ltd	S ^(c)	Hong Kong	Globale		100,0	100,0		97,7	97,7
CAIC Hong Kong Ltd	S ^(c)	Hong Kong	Globale		100,0	100,0		97,7	97,7
CAIC International Ltd		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CAIC International UK	S ^(c)	Royaume-Uni	Globale		100,0	100,0		97,7	97,7
CAIC Italia Sim Spa		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CAIC Nordic AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CAIC North America Inc		États-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CAIC Securities Japan Ltd		Japon	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CAIC Securities Ltd		Hong Kong	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon Financial		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon Financial Inc		États-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon Financial Singapore		Singapour	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon Securities Japan		Japon	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Groupe Cholet Dupont		France	Équivalence	33,4	33,4	38,6	32,7	32,6	37,7
Assurance									
Afcalia		France	Globale			100,0			100,0
Arès	E	France	Globale	100,0			59,0		
Argence Gestion Assurances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Assurances du CA Nord-Pas de Calais		France	Équivalence	45,6	45,6	45,6	39,9	39,9	39,9
Assurances Médicales de France		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Eda		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,5	99,2	99,6
Federlux		France	Globale	100,0	100,0	99,9	100,0	100,0	99,9
Finaref Assurances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Finaref Insurance Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Finaref Life Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Finaref Risques Divers		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Finaref Vie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Immobilière Federpierre		France	Globale	99,5	99,5	99,5	99,5	99,5	99,5
Les Assurances Fédérales IARD	E	France	Équivalence	40,0			40,0		
Médicale de France		France	Globale	99,8	99,7	99,7	99,8	99,7	99,7
Pacifica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sopar		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Reinsurance Company Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Tranquilidade		Portugal	Équivalence	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3
Tranquilidade Vida		Portugal	Équivalence	29,7	29,7	29,7	29,7	29,7	29,7
Vendome Courtage		France	Globale	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0	99,0
Sociétés d'investissement									
Argence Investissement SAS		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Banco Calyon Brasil		Brésil	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Belgium CA SAS		France	Équivalence	10,0	10,0	10,0	32,8	32,8	32,8
Bercy Participations		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Bespar		Portugal	Équivalence	32,6	32,6	32,6	32,6	32,6	32,6
BFC Holding		France	Globale	99,6	99,6	99,6	97,1	97,1	97,1
CA Centre France Développement		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	20,8	20,8	20,8
CA Deveurope BV		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CA IS Holding		France	Globale	98,4	100,0		98,4	100,0	

	(a)	Implantation	Méthode 30/06/05	% de contrôle			% d'intérêt		
				30/06/05	31/12/04	30/06/04	30/06/05	31/12/04	30/06/04
CACF Immobilier	E	France	Équivalence	25,0			25,0		
CADS Développement		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
CAI BP Holding		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calixte Investissement		France	Équivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	
Calyon Air Finance SA		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon Capital Market Asia BV		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon Finance Guernesey		Royaume-Uni	Globale	99,9	99,9	99,9	97,7	97,6	97,6
Calyon Financial Products		Royaume-Uni	Globale	99,9	99,9	99,9	97,7	97,6	97,6
Calyon Global Patners Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
CALYON Investment Products Limited		Îles Cayman	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Calyon North America Holding		États-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Calyon Securities USA inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Calyon Uruguay S.A.		Uruguay	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
CAPE Holding		France	Globale	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0	99,8
Capital Plus		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CLCM International (CLCMI)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CLIFAP		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CLIM		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CLINFIM		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Cofinep		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Compagnie Française de l'Asie (CFA)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Crédit Agricole Bourse		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Centre Est Immobilier	E	France	Équivalence	25,0			25,0		
Crédit Agricole Private Equity		France	Globale	100,0	100,0		100,0	100,0	
Crédit Lyonnais Capital Investissement		France	Globale	99,9	99,8		99,9	99,8	
Crédit Lyonnais Capital Market Plc		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Crédit Lyonnais CL Rouse (USA)	S ^(c)		Globale		100,0			97,7	
Crédit Lyonnais Global Banking (CLGB)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Crédit Lyonnais Group Management Ltd		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Crédit Lyonnais Invest Ltd		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Crédit Lyonnais Property Broadwalk		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Crédit Lyonnais Rouse Limited		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Crédit Lyonnais Securities		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Crédit Lyonnais Securities Asia BV		Hong Kong	Globale	68,5	77,6		67,0	75,8	
Crédit Lyonnais Venture Capital		France	Globale	99,8	99,8		99,8	99,8	
Delfinances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Doumer Finance SAS		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Doumer Philemon		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Egelant Finance BV	S ^(c)	Pays-Bas	Globale		100,0	100,0		97,7	97,7
Equalt Sélection		Irlande	Globale	100,0	100,0		78,1	37,9	
Ester Finance		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Eurazeo		France	Équivalence	20,4	19,9		15,9	15,4	
Fininvest		France	Globale	98,3	98,3	98,3	96,1	96,0	96,0
Fletirec		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Gramont Contrepartie Option		France	Globale			100,0			97,7
I.P.F.O.		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Icauna Finance		France	Équivalence			25,0			24,4

	(a)	Implantation	Méthode 30/06/05	% de contrôle			% d'intérêt		
				30/06/05	31/12/04	30/06/04	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Icauna Sarl		France	Équivalence			25,0			25,0
ICF Holdings		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Idia Participations		France	Globale	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0	99,8
Immarex		France	Globale			100,0			97,7
Indosuez Holding UK Ltd		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
L'Esprit Cantal		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Mescas		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Nord Est Agro Partenaires		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Nordic Consumer Finans		Danemark	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Participex		France	Équivalence	38,3	31,9		18,1	17,7	
Partran		Portugal	Équivalence	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3
Prestimmo		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Rue Impériale		France	Équivalence			19,9			15,4
Safec		Suisse	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Sepi		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Socadif		France	Équivalence	36,2	36,2	36,2	31,2	31,2	31,2
Space Holding (Ireland) Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Space Lux		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Transimmo		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Vauban Finance		France	Équivalence	33,3	33,3	33,3	31,0	31,1	31,1
Sociétés de crédit-bail et location									
Auxifip	E	France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Cardinalimmo		France	Globale	49,6			48,5		
Climauto		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,7	99,5	99,7
Ergifrance		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Etica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Etica Bail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Europejski Fundusz Leasingowy (E.F.L.)		Pologne	Globale	100,0	99,8	99,8	100,0	99,8	99,8
Financière Immobilière Calyon		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Leicer		Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Lixxbail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Lixxcourtage		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Lixxcredit		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,7	99,7
Lixxservices		France	Globale	100,0	99,9	99,9	99,9	99,7	99,7
Locam		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
NVA (Négoce Valorisation des actifs)		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,7	99,7
Réunibail		France	Globale			52,0			51,8
Réuniroute		France	Globale			97,5			51,9
Slibail Énergie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Slibail Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Slibail Location Informatique (SLOI)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Slibail Longue Durée (SLD)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Slibail Murs		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Sofincar		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,5	99,2	99,6
Sofinroute		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,5	99,2	99,6
Crédit Agricole Leasing		France	Globale	100,0	99,8	99,8	100,0	99,8	99,8
Ucabail Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8

	(a)	Implantation	Méthode 30/06/05	% de contrôle			% d'intérêt		
				30/06/05	31/12/04	30/06/04	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Ucalease		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,7	99,5	99,7
Unicomi		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Unifergie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Unimat		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8
Développement touristique et promotion immobilière									
Crédit Agricole Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SIS (Société Immobilière de la Seine)		France	Globale	72,9	72,9	72,9	79,7	79,7	79,7
Unimo		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Divers									
ABF-AM SAS		France	Globale	100,0	100,0		98,1	98,1	
Adret Gestion		France	Équivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	
Alcor	E	Hong Kong	Globale	98,3			86,0		
Alli Domes		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Alsace Élite		France	Équivalence	25,0	25,0		23,7	23,7	
AMT GIE		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
CA Investor Services Fund Adm.		France	Globale	86,8	86,8	86,2	85,3	86,1	84,1
CA Participations		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
CA Preferred Funding LLC		États-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	6,5	6,5	6,5
Caapimmo 1		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 2		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 3		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 4		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 5		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 6		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
CAI Conseil Sa		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CAI Derivatives Products PLC		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CAI Preferred Funding		États-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	99,2	99,3	99,3
CAI Preferred Funding II		États-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	99,1	99,2	99,3
Calyon Asia Shipfinance Service Ltd		France	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Cedicam		France	Globale	50,0	50,0	50,0	62,5	62,5	62,5
Centre Est Alizée	S ^(c)	France	Équivalence		25,1			25,1	
Centre France Location Immobilière		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Chauray		France	Proportionnelle	34,0	34,0	34,0	33,2	33,2	33,2
Cisa Sa		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CA Brasil Private Management		Brésil	Globale	100,0	100,0		97,8	98,1	
CLAM Immobilier		France	Globale	100,0	100,0		98,1	98,1	
CPR Compensation (CPRC)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Gestion (CPRG)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Holding (CPRH)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Investissement (INVT)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
CPRA (FIGE)		France	Globale			100,0			99,9
CPRAAMI		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
CPRB (ETNB)		France	Globale			100,0			99,9
Creagrisere		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	22,8	22,8	22,8
Crédit Agricole Alternative Invest. Products Serv. Inc		États-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
Crédit Lyonnais L B 01		France	Globale	100,0	100,0		100,0	100,0	

	(a)	Implantation	Méthode 30/06/05	% de contrôle			% d'intérêt		
				30/06/05	31/12/04	30/06/04	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Defitech		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Defitech Dauphicom		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Defitech Routage et Communication		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Equalt Convertible Arbitrage Fund		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	96,5	78,0	75,0
Equalt Core Macro Fund		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	96,6	80,2	78,4
Equalt Fixed Income Arbitrage Fund	S ^(c)	Irlande	Globale		100,0	100,0		75,0	37,0
Equalt Fixed Income Arbitrage X 2	S ^(c)	Irlande	Globale		100,0			86,6	
Equalt Statistical Arbitrage Fund		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	96,4	90,8	82,4
Equalt Systematic Futures Fund		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	80,0	57,8	57,4
Europimmo		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Fasnet Luxembourg		Luxembourg	Globale	45,0	45,0	45,0	44,3	44,0	44,0
Finasic		France	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
Fonds ICF IIa		Cayman	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Fonds ICF III		Cayman	Globale	100,0	100,0		97,8	97,7	
Force Alsace		France	Équivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	
Force Lorraine Duo		France	Équivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	
Force Midi		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Oise		France	Équivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	
Force Toulouse Diversifié		France	Équivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	
Gard Obligation FCP		France	Équivalence	25,1	25,0		25,1	25,0	
GEIE Argence Développement		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
GEIE Argence Management		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Gestimocam		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
GIE Silca	E	France	Globale	100,0			99,3		
Glorious Smart Investments Co Ltd		Taiwan	Globale			100,0			97,7
Ical		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Ideam		France	Globale	90,0	80,0		88,5	78,6	
IIF BV (Indosuez International Finance B		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Indosuez Holding SCA II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	99,9	97,7	100,0
Indosuez Management Luxembourg II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Inforsud FM		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	23,3	23,3	23,3
Inforsud Gestion		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	22,1	22,1	22,1
Korea 21 st Century TR		Corée	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
LSF Italian Finance Cpy SRL		Italie	Globale	60,0	60,0		58,7	58,6	
Madison SA		France	Équivalence			25,0			25,0
Maine Anjou Obligations	S ^(c)	France	Équivalence		25,0			25,0	
Mat Alli Domes		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Mezzasia	E	Hong Kong	Globale	100,0			82,4		
Ozenne Institutionnel		France	Équivalence	25,0	25,0		24,9	24,9	
Parfin		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
Partinvest		Luxembourg	Globale			100,0			97,7
Patrimocam		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Patrimocam 2		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Process Lorraine		France	Équivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	
Progica		France	Équivalence	34,0	34,0	100,0	34,0	34,0	100,0
Réunifinance		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,5	99,2	99,6
Rivoli Vineuse 1 SAS		France	Globale	100,0	100,0		98,1	98,1	

	(a)	Implantation	Méthode 30/06/05	% de contrôle			% d'intérêt		
				30/06/05	31/12/04	30/06/04	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Routage Express Service		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Saint Georges 2		France	Équivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	
SARL Prospective Informatique		France	Équivalence	25,0	25,2	25,2	25,0	25,2	25,1
SCI Capimo		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Capucines		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI du Vivarais		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Groupe Sofinco		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,5	99,2	99,6
SCI Hautes Faventines		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	24,9	24,9	24,9
SCI La Baume		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Les Fauvins		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Les Palmiers du Petit Pérou		France	Équivalence	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2
SCI Max Hymans		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Pasteur 3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Paysagère		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Quentyvel		France	Globale	96,7	96,7	96,7	96,7	96,7	96,7
SCI Raspail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Scica HL		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	24,7	24,7	24,7
Scicam 13		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Segespar Informatique Technique Services		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,9	98,0	96,5
Serves		États-Unis	Globale		100,0	100,0		97,7	97,7
SNC Doumer		France	Globale	99,9	99,9	99,9	97,7	97,7	97,7
SNC Haussmann Anjou		France	Globale	100,0	100,0	100,0	97,8	97,7	97,7
Soaring Eagle Investments Co Ltd		Taiwan	Globale			100,0			97,7
Sofinco Participations		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,5	99,2	99,6
Sofinrec		France	Globale	99,8	99,8	99,8	99,3	99,0	99,4
Sparkway		France	Équivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	
SPI SNC		France	Équivalence	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Sté Immobilière de Picardie		France	Équivalence	25,0	25,2	25,2	25,0	25,2	25,2
Sté Picarde de Développement		France	Équivalence	25,0	25,2	25,2	25,0	25,2	25,2
Systeia		France	Globale	73,5	72,5		72,1	71,1	
Touraine Poitou Rendement		France	Équivalence	25,0	25,0		25,0	25,0	
UI Vavin 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Unibiens		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Uni-Edition		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Uniger		France	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1	98,1	100,0
Valris		France	Globale	100,0	100,0	100,0	99,5	99,2	99,6

(a) Entrées (E) et sorties (S) du périmètre.

(c) Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif ou cessation d'activité.

(d) Entité fusionnée avec une autre entité consolidée.

(1) Entité précédemment consolidée sous les paliers Crédit Lyonnais.

► États financiers au 30 juin 2005

Note 3 • Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Note 4 • Actifs financiers disponibles à la vente

NOTE 3 ► Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	330 343	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	19 153	
Juste valeur au bilan	349 496	

► 3.1 Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Créances sur la clientèle	205	
Valeurs reçues en pension	130	
Titres reçus en pension livrée	75 969	
Titres détenus à des fins de transaction	106 121	
- Effets publics et valeurs assimilées	41 976	
- Obligations et autres titres à revenu fixe	34 527	
- Actions et autres titres à revenu variable	29 618	
Instruments dérivés	147 918	
Juste valeur au bilan	330 343	

► 3.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes	17 108	
Titres détenus à des fins de transaction	2 045	
- Effets publics et valeurs assimilées	155	
- Obligations et autres titres à revenu fixe	445	
- Actions et autres titres à revenu variable	1 445	
Juste valeur au bilan	19 153	

NOTE 4 ► Actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Titres évalués à la juste valeur	142 937	
- Effets publics et valeurs assimilées	38 732	
- Obligations et autres titres à revenu fixe	87 765	
- Actions et autres titres à revenu variable ⁽¹⁾	16 440	
Total des titres disponibles à la vente	142 937	
Total des créances disponibles à la vente	1 688	
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente ⁽²⁾	144 625	

(1) dont participations non consolidées détaillées ci-après.

(2) dont dépréciation durable sur titres et créances : 2,101 millions d'euros comptabilisés au titre du 30 juin 2005.

Note 4 - Actifs financiers disponibles à la vente
Note 5 - Prêts et créances sur les établissements de crédit

DÉTAIL DES PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

	30/06/2005	
	Valeur au bilan	% de capital détenu par le Groupe
<i>(en millions d'euros)</i>		
BFO	135	99,7
Crédit Logement (titres A)	234	16,5
Crédit Logement (titres B)	217	18,0
Emporiki Bank (Banque Commerciale de Grèce)	190	9,0
FIRECA	53	51,0
SEFA	57	100,0
Autres	1 940	
Valeur au bilan des titres de participation non consolidés	2 826	

NOTE 5 ▶ Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Établissements de crédit		
Comptes et prêts	41 769	33 558
Valeurs reçues en pension	704	694
Titres reçus en pension livrée	17 935	52 261
Prêts subordonnés	438	491
Titres non cotés sur un marché actif	125	
Total en principal	60 971	87 004
Créances rattachées	803	459
Provisions	434	421
Valeur nette	61 340	87 042
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	3 979	3 703
Comptes et avances à terme	175 999	166 460
Prêts subordonnés	222	207
Total en principal	180 200	170 370
Créances rattachées	280	225
Provisions	75	75
Valeur nette	180 405	170 520
Valeur nette au bilan	241 745	257 562

NOTE 6 ► Prêts et créances sur la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	8 432	7 870
Autres concours à la clientèle	139 090	130 689
Titres reçus en pension livrée	4 042	8 212
Prêts subordonnés	321	
Titres non cotés sur un marché actif	2 910	
Créances nées d'opérations d'assurance directe	954	
Créances nées d'opérations de réassurance	33	
Avances en comptes courants d'associés	354	
Comptes ordinaires débiteurs	11 057	9 877
Total en principal	167 193	156 648
Créances rattachées	1 358	1 254
Provisions	7 033	5 301
Valeurs nettes au bilan	161 518	152 601
Opérations de crédit-bail		
Crédit-bail immobilier	5 482	5 465
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	7 946	7 843
Total en principal	13 428	13 308
Créances rattachées	218	259
Provisions	496	417
Valeurs nettes au bilan	13 150	13 150
Total	174 668	165 751

Note 7 • Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par zone géographique

Note 8 • Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par agent économique

NOTE 7 ► Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par zone géographique⁽¹⁾

	30/06/2005						31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)					
	Encours sains	Encours douteux	Provision sur encours douteux	Encours douteux compromis	Provision sur encours douteux compromis	Total	Encours sains	Encours douteux	Provision sur encours douteux	Encours douteux compromis	Provision sur encours douteux compromis	Total
<i>(en millions d'euros)</i>												
France (y compris DOM, TOM)	135 164	2 851	1 813	2 549	2 121	136 630	126 481	1 861	1 022	2 212	1 666	127 866
Autres pays de l'Union européenne	47 131	421	255	585	346	47 536	56 266	658	302	585	446	56 761
Autres pays d'Europe	9 282	239	175	104	55	9 395	9 618	108	58	158	128	9 698
Amérique du Nord	12 676	247	53	414	231	13 053	10 038	274	67	499	247	10 497
Amériques centrale et du Sud	7 052	211	188	49	21	7 103	6 363	270	181	71	25	6 498
Afrique et Moyen-Orient	8 876	177	127	386	326	8 986	8 375	119	83	369	303	8 477
Asie et Océanie (hors Japon)	8 270	79	29	120	84	8 356	7 395	149	41	139	104	7 538
Japon	4 580	4	1	14		4 597	3 533	19		15		3 567
Non ventilés ⁽²⁾	106	5	21			90	20 255	750	593	380	295	20 497
Total en principal	233 137	4 234	2 662	4 221	3 184	235 746	248 324	4 208	2 347	4 428	3 214	251 399
Créances rattachées						2 379						1 971
Provisions sur créances rattachées						(568)						(577)
Provisions collectives						(1 549)						
Valeurs au bilan						236 008						252 793

(1) Sans réallocation par zone géographique des garanties ou assurances crédit déplaçant le risque pour le Groupe.

(2) Au 31/12/2004 (hors 32-39 et IFRS 4), les encours de crédit-bail et d'affacturage figuraient en totalité sur cette ligne, soit 18 189 millions d'euros d'encours sains, 642 millions d'euros d'encours douteux, 12 millions d'euros de compromis, 535 millions d'euros de provisions sur encours douteux et 1 million d'euros de provisions sur encours compromis.

NOTE 8 ► Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par agent économique

	30/06/2005						31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)					
	Encours sains	Encours douteux	Provision sur encours douteux	Encours douteux compromis	Provision sur encours douteux compromis	Total	Encours sains	Encours douteux	Provision sur encours douteux	Encours douteux compromis	Provision sur encours douteux compromis	Total
<i>(en millions d'euros)</i>												
État, administrations et collectivités publiques	6 047	11	10	17	14	6 051	6 651	34	10	42	37	6 680
Institutions financières	80 215	414	371	36	36	80 258	104 310	339	279	31	31	104 370
Particuliers et professionnels	70 568	1 782	1 008	2 723	2 215	71 850	59 715	1 293	611	1 915	1 303	61 009
Entreprises (y compris les Assurances) et autres agents économiques	76 221	2 022	1 249	1 445	919	77 520	58 524	1 945	1 036	2 425	1 911	59 947
Non ventilés ⁽²⁾	86	5	24			67	20 512	814	624	381	296	20 787
Total en principal	233 137	4 234	2 662	4 221	3 184	235 746	249 712	4 425	2 560	4 794	3 578	252 793
Créances rattachées⁽¹⁾						2 379						
Provisions sur créances rattachées⁽¹⁾						(568)						
Provisions collectives						(1 549)						
Valeurs au bilan						236 008						252 793

(1) Au 31/12/2004, les créances rattachées et les provisions sur créances rattachées étaient ventilées par agent économique.

(2) Au 31/12/2004 (hors 32-39 et IFRS 4), les encours de crédit-bail et d'affacturage figuraient en totalité sur cette ligne, soit 18 189 millions d'euros d'encours sains, 642 millions d'euros d'encours douteux, 12 millions d'euros de compromis, 535 millions d'euros de provisions sur encours douteux et 1 million d'euros de provisions sur encours compromis.

➤ États financiers au 30 juin 2005

Note 9 • Portefeuille titres

Note 10 • Participations dans les entreprises mises en équivalence

Note 11 • Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

NOTE 9 ➤ Portefeuille titres

(en millions d'euros)	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)					Total
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation et parts dans les entreprises liées	Autres titres détenus à long terme	
Valeurs nettes au bilan	48 489	48 474	39 126	2 407	195	138 691

NOTE 10 ➤ Participations dans les entreprises mises en équivalence

Sont détaillées ci-après les quotes-parts d'une valeur supérieure à 50 millions d'euros.

(en millions d'euros)	30/06/2005		31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)	
	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Valeur de mise en équivalence	Résultat
Sociétés financières :	14 040	740	13 505	1 146
Al Bank Al Saudi Al Fransi	407	51	337	70
B.E.S.	432	34	388	34
Caisses régionales et filiales	9 542	447	8 983	729
Banca Intesa SpA	3 393	192	3 605	303
Tranquilidade - Tranquilidade Vida ⁽¹⁾	91	10	74	12
Autres	175	6	118	(2)
Sociétés non financières :	490	(2)	421	12
Partran	(104)	0	(126)	(1)
Eurazeo	523	(5)	473	5
Autres	71	3	74	8
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence	14 530	738	13 926	1 158

(1) La société Tranquilidade Vida étant une société d'assurance vie, elle a été reclassée en sociétés financières.

NOTE 11 ➤ Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en millions d'euros)	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)	01/01/2005	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2005
Immobilisations corporelles								
Valeur brute	4 826	4 352	49	188	(286)	28	48	4 379
Créances rattachées ⁽¹⁾	9	9					(9)	0
Amortissements & provisions	(2 283)	(2 034)	(14)	(157)	155	(19)	(7)	(2 076)
Valeur nette au bilan	2 552	2 327	35	31	(131)	9	32	2 303
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	1 336	1 247	25	114	(153)	6	4	1 243
Amortissements & provisions	(813)	(784)	4	(74)	69	(4)	19	(770)
Valeur nette au bilan	523	463	29	40	(84)	2	23	473

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

Note 12 • Écarts d'acquisition
Note 13 • Provisions inscrites en déduction de l'actif

NOTE 12 ► Écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)	01/01/2005	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2005
Valeur brute								
Calyon (Suisse) SA	497	497						497
E.F.L.	196	196						196
Lukas	265	265						265
sofinco	436	436						436
Groupe FINAREF	2 121	2 121						2 121
Groupe Crédit Lyonnais	5 217	5 217	17				(10)	5 224
Groupe Calyon	1 785	1 785						1 785
Groupe Prédica	483	483						483
Groupe Segespar	1 898	1 898	2					1 900
Groupe Crédit Agricole leasing	160	160						160
Cumul des pertes de valeur								
E.F.L.	(24)	(24)						(24)
Valeur nette (détail)	13 034	13 034	19	0	0	0	(10)	13 043
Autres entités	310	310	3				6	319
Cumul des pertes de valeur (autres entités)	(21)	(21)						(21)
Autres entités valeurs nettes	289	289	3	0	0	0	6	298
Valeur nette au bilan	13 323	13 323	22	0	0	0	(4)	13 341

NOTE 13 ► Provisions inscrites en déduction de l'actif

(en millions d'euros)	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)	01/01/2005	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Utilisations	Écarts de Conversion	Autres mouvements	30/06/2005
Sur créances interbancaires	496	492		29	(66)		22	32	509
Sur créances clientèle	5 301	7 046	102	726	(991)		200	(50)	7 033
- dont provisions collectives		1 396	(3)	21	(7)		76	66	1 549
Sur opérations de crédit-bail	417	461	(2)	85	(56)			8	496
Sur autres actifs ⁽¹⁾	1 785	113		4	(9)		2	4	114
Total	7 999	8 112	100	844	(1 122)	0	224	(6)	8 152

(1) Dont, au 31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4), provisions sur portefeuilles titres (placement, TAP et investissement) pour 798 millions d'euros et provisions sur participations et autres titres détenus à long terme pour 834 millions d'euros.

➤ États financiers au 30 juin 2005

Note 14 • Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Note 15 • Dettes envers les établissements de crédit

Note 16 • Dettes envers la clientèle

NOTE 14 ➤ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	287 678	
- Titres	59 429	
- Instruments dérivés	146 414	
- Autres dettes	81 835	
Juste valeur au bilan	287 678	

NOTE 15 ➤ Dettes envers les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Établissements de crédit		
Comptes et emprunts	70 114	60 442
Valeurs données en pension	7 170	6 362
Titres donnés en pension livrée	8 183	60 615
Total en principal	85 467	127 419
Dettes rattachées	864	764
Valeur au bilan	86 331	128 183
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	3 925	4 902
Comptes et avances à terme	9 565	9 197
Total en principal	13 490	14 099
Dettes rattachées	168	187
Valeur au bilan	13 658	14 286
Valeur au bilan des dettes envers les établissements de crédit	99 989	142 469

NOTE 16 ➤ Dettes envers la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Comptes ordinaires créditeurs	49 764	47 614
Comptes d'épargne à régime spécial	194 316	188 519
Autres dettes envers la clientèle	53 889	53 028
Titres donnés en pension livrée	6 222	14 465
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	211	
Dettes nées d'opérations de réassurance	531	
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	18	
Total en principal	304 951	303 626
Dettes rattachées	3 505	1 566
Valeur au bilan	308 456	305 192

► 16.1 Dettes envers la clientèle par zone géographique

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
France (y compris DOM-TOM)	248 591	256 879
Autres pays de l'Union européenne	19 711	16 837
Autres pays d'Europe	6 867	4 284
Amérique du Nord	4 879	5 678
Amériques centrale et du Sud	3 122	3 817
Afrique et Moyen-Orient	9 237	8 841
Asie et Océanie (hors Japon)	5 979	4 590
Japon	6 448	2 321
Non ventilés	117	379
Total en principal	304 951	303 626
Dettes rattachées	3 505	1 566
Valeur au bilan	308 456	305 192

► 16.2 Dettes envers la clientèle par agent économique

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
État, administrations et collectivités publiques	7 543	3 869
Institutions financières	23 987	35 273
Particuliers et professionnels	239 025	227 352
Entreprises (y compris les Assurances) et autres agents économiques	33 637	37 132
Non ventilés	759	0
Total en principal	304 951	303 626
Dettes rattachées	3 505	1 566
Valeur au bilan	308 456	305 192

Note 17 • Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

Note 18 • Provisions pour risques et charges

NOTE 17 ➤ Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	282	178
Titres du marché interbancaire	1 405	1 776
Titres de créances négociables :		
- Émis en France	34 886	36 238
- Émis à l'étranger	38 938	39 529
Emprunts obligataires	3 345	21 989
Autres dettes représentées par un titre	2 084	108
Total en principal	80 940	99 818
Dettes rattachées	1 681	1 214
Total	82 621	101 032
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	11 978	10 999
Dettes subordonnées à durée indéterminée	7 938	6 889
Dépôt de garantie à caractère mutuel	45	
Titres et emprunts participatifs		237
Total en principal	19 961	18 125
Dettes rattachées	242	345
Total	20 203	18 470
Valeur au bilan	102 824	119 502

NOTE 18 ➤ Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Risques d'exécution des engagements par signature	340	374
Risques opérationnels	65	54
Engagements sociaux, retraites et assimilées	655	605
Litiges divers	633	543
Situation nette négative des participations	126	117
Restructurations	32	52
Coûts de mise en œuvre des synergies (cf. note 27)	452	600
Épargne-logement	837	787
Autres	952	2 463
Valeurs au bilan	4 092	5 595

Note 20 • Produits et charges d'intérêts
Note 21 • Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la Juste Valeur par résultat

NOTE 20 ► Produits et charges d'intérêts

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2005	30/06/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)	31.12.2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 440	2 061	5 217
Sur opérations internes au Crédit Agricole	2 968	2 835	5 729
Sur opérations avec la clientèle	4 234	4 243	9 199
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	2 275		
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	786		
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	4 981		
Intérêts sur obligations et autres titres à revenus fixes		1 283	2 063
Sur opérations de location-financement	778	718	1 648
Autres intérêts et produits assimilés	165	30	128
Produits d'intérêts	17 627	11 170	23 984
Sur opérations avec les établissements de crédit	(2 284)	(2 538)	(7 368)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	(707)	(400)	(809)
Sur opérations avec la clientèle	(3 679)	(4 223)	(8 157)
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	(26)		
Actifs financiers disponibles à la vente	(357)		
Intérêts sur obligations et autres titres à revenus fixes		(1 587)	(3 326)
Sur dettes représentées par un titre	(2 102)		
Sur dettes subordonnées	(481)		
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(4 655)		
Sur opérations de location-financement	(428)	(376)	(967)
Autres intérêts et charges assimilés		(225)	(404)
Charges d'intérêts	(14 719)	(9 349)	(21 031)

NOTE 21 ► Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2005
Dividendes reçus	17
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actifs/passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 320
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	309
Inefficacité des couvertures de juste valeur	14
Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie	1
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 661

► États financiers au 30 juin 2005

Note 22 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

Note 23 - Commissions nettes

Note 24 - Charges et produits des autres activités

NOTE 22 ► Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2005
Dividendes reçus	386
Plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	244
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)	(17)
Plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	618

NOTE 23 ► Commissions nettes

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2005			30/06/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)			31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	137	(81)	56	80	(57)	23	167	(91)	76
Sur opérations internes au Crédit Agricole	59	(309)	(250)	51	(279)	(228)	108	(555)	(447)
Sur opérations avec la clientèle	814	(138)	676	818	(236)	582	1 535	(313)	1 222
Sur opérations sur titres	251	(105)	146	150	(113)	37	540	(168)	372
Sur opérations de change	10	(6)	4	10	(3)	7	25	(24)	1
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	323	(63)	260	84	(18)	66	120	(78)	42
Prestations de services bancaires et financiers dont :				1 852	(1 063)	789	3 533	(2 309)	1 224
- Produits nets de gestion d'OPCVM	904	(87)	817	nd	nd	nd	nd	nd	nd
- Produits nets sur moyens de paiement	284	(177)	107	nd	nd	nd	nd	nd	nd
- Autres	600	(777)	(177)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Produits nets des commissions	3 382	(1 743)	1 639	3 045	(1 769)	1 276	6 028	(3 538)	2 490

NOTE 24 ► Produits et charges nets des autres activités

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2005	30/06/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	45	(7)	17
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires des contrats d'assurance ⁽¹⁾	(2 448)		
Autres produits nets de l'activité d'assurance	4 766		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	(4 862)		
Autres produits (charges) nets	367	(6)	(16)
Produits (charges) nets des autres activités	(2 132)	(13)	1

(1) Les produits financiers correspondant à ces contrats sont comptabilisés selon la nature du support au sein du produit net bancaire (titres disponibles à la vente, titres à la juste valeur...).

NOTE 25 ► Coût du risque

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2005	30/06/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Dotations aux provisions	(1 106)	(968)	(2 286)
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	(723)	(709)	(1 732)
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)	(2)		
Provisions pour risques et charges	(381)	(259)	(554)
Reprises de provisions	813	689	1 843
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	632	469	1 121
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)	18		
Provisions pour risques et charges	163	220	722
Variation des provisions	(293)	(279)	(443)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	(59)	(47)	(127)
Récupérations sur prêts et créances amortis	87	57	112
Autres pertes	4		(7)
Coût du risque	(261)	(269)	(465)

NOTE 26 ► Gains et pertes sur autres actifs

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2005	30/06/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	13	6	17
Plus-values de cession	24	9	27
Moins-values de cession	(11)	(3)	(10)
Titres de capitaux propres consolidés	8	47	70
Plus-values de cession	8	47	70
Moins-values de cession			
Gains ou pertes sur autres actifs	21	53	87

NOTE 27 ► Coûts liés au rapprochement

	30/06/2005			30/06/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
	Coûts provisionnés nets de reprises	Coûts non provisionnés passés en charge sur l'exercice	Coût total	Coût total	Coût total
<i>(en millions d'euros)</i>					
Charges constatées en résultat hors pertes couvertes par provision ⁽¹⁾	30	114	144	171	551
Dont :					
- Coût de mise en œuvre de synergies	30	114	144	166	528
- Autres effets du rapprochement				5	23
Coûts de mise en œuvre enregistrés en situation nette (passifs identifiables)					
Total des coûts de mise en œuvre des synergies	30	114	144	166	528
Dont :					
- Frais de personnel	22	16	38	86	234
- Coûts informatiques	(2)	41	39	9	92
- Coûts liés à l'immobilier	14	25	39	6	87
- Autres	(4)	32	28	65	115

(1) Par ailleurs, 149 millions d'euros de provisions pour coûts de mise en œuvre des synergies ont été utilisées au 1^{er} semestre 2005.

Le rapprochement se traduit par des économies de coûts, les «synergies», issues du regroupement opérationnel d'activités, de la mutualisation d'investissement, de la mise en commun de moyens de production, du partage de coûts fixes... Pour atteindre ces objectifs, des actions spécifiques de mise en œuvre sont engagées, dont la nature et les coûts sont présentés ci-dessus. Les autres effets du rapprochement rassemblent les autres charges induites par le rapprochement mais ne contribuant pas à la réalisation des synergies.

NOTE 28 ► Impôt

► 28.1 Charges d'impôts différés

	30/06/2005	30/06/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)
<i>(en millions d'euros)</i>			
Charge d'impôt courant	(419)	(273)	(678)
Charge d'impôt différé	(122)	(273)	(144)
Charge d'impôt de la période	(541)	(546)	(822)

► 28.2 Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, provisions sur écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	1 844	34,93 %	(644)
Effet des différences permanentes		6,24 %	(115)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		(5,42) %	100
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		(1,95) %	36
Effet de l'imposition à long terme		0,22 %	(4)
Effet des autres éléments		(4,66) %	86
Taux et charge effectif d'impôt		29,34 %	(541)

Note 29 • Résultat par secteur d'activité au 30 juin 2005

Note 30 • Notes spécifiques à l'activité d'assurance

NOTE 29 ► Résultat par secteur d'activité au 30 juin 2005⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre & divers	Ensemble des métiers
Produit net bancaire	1 737	1 196	1 529	2 152	152	(72)	6 694
Charges de fonctionnement	(1 240)	(632)	(688)	(1 363)	(129)	(411)	(4 463)
Résultat brut d'exploitation	497	564	841	789	23	(483)	2 231
Coût du risque	(72)	(183)	4	24	(13)	(21)	(261)
Résultat d'exploitation	425	381	845	813	10	(504)	1 970
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	444	2	13	52	230	(3)	738
Résultat net sur autres actifs				3		18	21
Coûts liés au rapprochement		(18)	(30)	(40)		(56)	(144)
Variations de valeurs des écarts d'acquisition			(2)				(2)
Résultat avant impôts	869	365	826	828	240	(545)	2 583
Impôt	(198)	(123)	(262)	(192)		234	(541)
Résultat net	671	242	564	636	240	(311)	2 042
Part des minoritaires	6	13	6	34	11	107	177
Part du Groupe	665	229	558	602	229	(418)	1 865

(1) La présentation du résultat net par secteur d'activité est pour partie issue d'informations de gestion.

NOTE 30 ► Notes spécifiques à l'activité d'assurance

► 30.1 Ventilation des placements des sociétés d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/2005			31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)		
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation
1. Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	4 050	4 029	4 031	3 523	3 508	4 034
2. Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM	6 887	6 744	6 771	4 310	4 214	4 733
3. Parts d'OPCVM autres que celles visées en 4	13 630	13 562	13 635	13 234	13 234	13 585
4. Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe	11 120	11 119	11 113	8 774	8 774	9 934
5. Obligations et autres titres à revenu fixe	102 437	103 117	104 130	92 754	93 493	101 292
6. Prêts hypothécaires	4	4	4	4	4	4
7. Autres prêts et effets assimilés	292	292	292	353	353	353
8. Dépôts auprès des entreprises cédantes	402	446	484	264	311	354
9. Dépôts autres que ceux visés au 8, cautionnements en espèces et autres placements	44	51	44	141	141	156
10. Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	17 108	17 108	17 108	15 593	15 593	15 593
Total	155 974	156 472	157 612	138 950	139 625	150 038
Retraitements de consolidation		(1 169)			(1 737)	
Part des réassureurs dans les provisions techniques					671	
Valeur nette		155 303			138 559	

Note 30 • Notes spécifiques à l'activité d'assurance

Note 31 • Passage du résultat normes françaises au résultat normes IFRS (hors 32-39 et IFRS 4) au 30 juin 2004

► 30.2 Ventilation des provisions techniques d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/2005			31/12/2004 (Hors 32-39 et IFRS 4)		
	Vie	Non vie	Total	Vie	Non vie	Total
Provisions pour primes non acquises	16	501	517	9	392	401
Provisions d'assurance vie	120 967		120 967	114 695		114 695
Provisions pour sinistres	1 665	887	2 552	1 155	859	2 014
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	12 988	23	13 011	3 134	48	3 182
Provision pour égalisation					8	8
Autres provisions techniques	484	6	490	395	460	855
Total des provisions techniques brutes (hors contrats en unités de compte)	136 120	1 417	137 537	119 388	1 767	121 155
Provisions techniques des contrats en unités de compte	15 644		15 644	14 425		14 425
Total des provisions techniques d'assurance brutes	151 764	1 417	153 181	133 813	1 767	135 580
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	(655)	(201)	(856)	(506)	(165)	(671)
Total des provisions techniques nettes	151 109	1 216	152 325	133 307	1 602	134 909

NOTE 31 ► Passage du résultat normes françaises au résultat normes IFRS (hors 32-39 et IFRS 4) au 30 juin 2004

► 31.1 Passage du résultat normes françaises au résultat normes IFRS (hors 32-39 et IFRS 4)

(en millions d'euros)	Normes Françaises 30/06/2004	Reclassements IFRS	Impacts résultats	Normes IFRS 30/06/2004 (Hors IFRS 32-39 et IFRS 4)
Produit net bancaire	6 298	(6)	30	6 322
Charges générales d'exploitation	(4 083)	5	(3)	(4 081)
Dotation aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	(258)		6	(252)
Résultat brut d'exploitation	1 957	(1)	33	1 989
Coût du risque	(324)	55	0	(269)
Résultat d'exploitation	1 633	54	33	1 720
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	536		49	585
Gains ou pertes sur autres actifs	44		9	53
Coûts liés au rapprochement	(171)		0	(171)
Résultat exceptionnel	(1)	1	0	
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(347)		338	(9)
Reprise des fonds pour risques bancaires généraux	55	(55)	0	
Résultat avant impôts	1 749	0	429	2 178
Impôt sur le résultat	(517)		(29)	(546)
Résultat net de l'exercice	1 232	0	400	1 632
Intérêts minoritaires	157		0	157
Résultat net - part du Groupe	1 075	0	400	1 475

Note 31 • Passage du résultat normes françaises au résultat normes IFRS (hors 32-39 et IFRS 4) au 30 juin 2004**Note 32** • Investissements, désinvestissements, opérations de financement

► 31.2 Détail par nature des impacts IFRS au 30 juin 2004 (hors 32-39 et IFRS 4)

(en millions d'euros)	Impacts nets d'impôt - part du Groupe
Normes françaises au 30 juin 2004 : Résultat net - part du Groupe	1 075
Badwill et goodwill	338
Actions propres	(5)
Autres	18
Quote-part des impacts IAS/IFRS des sociétés mises en équivalence	49
Impacts IFRS (hors 32-39 et IFRS 4)	400
Normes IFRS au 30 juin 2004 (hors 32-39 et IFRS 4) : Résultat net - part du Groupe	1 475

NOTE 32 ► Investissements, désinvestissements, opérations de financement

En complément aux états financiers définis pour les établissements de crédit par le règlement CRB 91.03, le groupe Crédit Agricole S.A. présente et commente ci-après les flux de trésorerie relatifs aux opérations de structure financière (hors opérations courantes et de change) les plus significatives du 1^{er} semestre 2005 et de l'exercice 2004. Ces éléments reflètent la mise en œuvre de la politique du groupe en matière de gestion financière, présentée dans l'annexe au rapport de gestion.

	1 ^{er} semestre 2005	Exercice 2004
■ Actifs financiers et participations :		
► Acquisition de titres de filiales consolidées :	384 millions d'euros	606 millions d'euros
Au cours du premier semestre 2005, le groupe Crédit Agricole S.A. a principalement acquis la participation résiduelle de 10 % dans Finaref SA et Finaref AB, suite à un accord conclu le 31 décembre 2004 et effectivement payé en date du 27 janvier 2005.		
Au cours de l'exercice 2004, les acquisitions réalisées par le groupe Crédit Agricole S.A. portent essentiellement sur une tranche complémentaire de 14,5 % de Finaref SA et Finaref AB, l'acquisition de 49,1 % de la société Eurofactors auprès d'Euler		
► Cession de titres de filiales consolidées :	Néant	766 millions d'euros
Au cours de l'exercice 2004, les cessions portent essentiellement sur les titres de la Financière Lapérouse, de la Banque Libano-Française SAL et de LACIM		
► Acquisition de titres mis en équivalence :	56 millions d'euros	néant
Au cours du premier semestre 2005, le groupe Crédit Agricole S.A., au travers de Pacifica, a porté sa participation à 40 % dans la filiale Assurances fédérales IARD du groupe AGF.		
► Cession de titres mis en équivalence :	néant	néant
■ Immobilisations corporelles et incorporelles :		
► Acquisition d'immobilisations :	302 millions d'euros	635 millions d'euros
Le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas réalisé d'opérations significatives au cours du premier semestre 2005 ni au cours de l'exercice 2004.		
► Cession d'immobilisations :	228 millions d'euros	306 millions d'euros
Le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas réalisé d'opérations significatives au cours du premier semestre 2005 ni au cours de l'exercice 2004.		
■ Opérations sur capitaux propres :		
► Émission d'instruments de capital :	néant	néant
► Cession ou remboursement d'instrument de capital :	néant	néant
► Paiement de dividendes :	805 millions d'euros	1 419 millions d'euros
Le paiement des dividendes comprend à hauteur de 521 millions d'euros pour le premier semestre 2005 et 1 234 millions d'euros pour l'exercice 2004 le montant versé par Crédit Agricole S.A. à ses actionnaires. Le montant versé au cours de l'exercice 2004 comprend à hauteur de 433 millions d'euros l'acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2004. Ce montant comprend également à hauteur de 284 millions d'euros sur le premier semestre 2005 et 185 millions d'euros sur l'exercice 2004 le montant payé aux minoritaires au titre des actions de préférence qu'ils détiennent.		
■ Financement long terme :		
► Émission de dettes subordonnées :	1 597 millions d'euros	846 millions d'euros
Au cours du premier semestre 2005, Crédit Agricole S.A. a réalisé en février 2005, une émission de 531 millions d'euros d'emprunts subordonnés à échéance 2017, une émission d'emprunts subordonnés à durée indéterminée de 466 millions d'euros en juin 2005 et une émission de titres super subordonnés de 600 millions d'euros réalisée en février 2005. Au cours de l'année 2004, Crédit Agricole S.A. a réalisé en décembre 2004 deux émissions d'emprunts subordonnés à terme, l'une de 450 millions d'euros à échéance 2006, l'autre de 396 millions d'euros à échéance 2016.		
► Remboursement de dettes subordonnées :	354 millions d'euros	1 157 millions d'euros
Le groupe a réalisé des remboursements de titres subordonnés pour respectivement 354 millions d'euros au cours du premier semestre 2005 et 1 157 millions d'euros au cours de l'exercice 2004.		

Rapport sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés

(Articles L. 232-7 du Code de commerce et 297-1 du décret du 23 mars 1967)

Période du 1^{er} au 30 juin 2005

Mesdames, Messieurs les Actionnaires

En notre qualité de Commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés du groupe Crédit Agricole S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, sous la forme de comptes intermédiaires tels que définis dans le Règlement général de l'AMF. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2004 et au premier semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles à l'exception des normes IAS 32, IAS 39 et IFRS 4 qui, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1, sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2005.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard, d'une part, des règles de présentation et d'information applicables aux comptes intermédiaires telles que définies par le Règlement général de l'AMF et, d'autre part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, tels que décrits dans les notes annexes.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note préambule des états financiers qui expose les modalités retenues pour la présentation des comptes semestriels consolidés, qui n'incluent pas toutes les informations exigées par le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et permettant de donner, au regard de ce référentiel, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation ;
- la note préambule des états financiers qui expose les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport ;
- la note préambule des états financiers qui expose l'option offerte par la norme IFRS 1 et retenue par le groupe Crédit Agricole S.A. de ne pas retraiter les informations comparatives relatives aux instruments financiers conformément aux normes IAS 32, IAS 39 et IFRS 4, qui sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2005.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Neuilly-sur-Seine, le 15 Septembre 2005

Les Commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ERNST & YOUNG

Gérard Hautefeuille

Valérie Meeus

INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES AU 30 JUIN 2005 AVEC DONNÉES COMPARATIVES À NORMES CONSTANTES

(les données comparatives n'ont fait l'objet d'aucun travail des Commissaires aux comptes)

COMPTES DE RÉSULTAT	► 121
BILANS CONSOLIDÉS	► 122
• Actif	► 122
• Passif	► 123
TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	► 124
NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS	► 125
• note 3 Actifs financiers à la juste valeur par résultat	► 125
• note 4 Actifs financiers disponibles à la vente	► 125
• note 5 Prêts et créances sur les établissements de crédit	► 126
• note 6 Prêts et créances sur la clientèle	► 127
• note 7 Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par zone géographique	► 128
• note 8 Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par agent économique	► 128
• note 10 Participations dans les entreprises mises en équivalence	► 129
• note 11 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)	► 129
• note 12 Écarts d'acquisition	► 130
• note 13 Provisions inscrites en déduction de l'actif	► 130
• note 14 Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature	► 130
• note 15 Dettes envers les établissements de crédit	► 131
• note 16 Dettes envers la clientèle	► 131
• note 17 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	► 132
• note 18 Provisions pour risques et charges	► 133
• note 20 Produits et charges d'intérêts	► 133
• note 21 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	► 134
• note 22 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	► 134
• note 23 Commissions nettes	► 134
• note 24 Produits et charges nets des autres activités	► 135
• note 25 Coût du risque	► 135
• note 26 Gains ou pertes sur autres actifs	► 135
• note 27 Coûts liés au rapprochement	► 136
• note 28 Impôt	► 136
• note 29 Résultat par secteur d'activité	► 137
• note 30 Notes spécifiques à l'activité d'assurance	► 138
• note 31 Passage du résultat normes françaises au résultat normes IFRS (y compris 32-39 et IFRS 4) au 30 juin 2004	► 139
• note 32 Investissements, désinvestissements, opérations de financement	► 140

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

aux 30 juin 2005, 30 juin 2004 et 31 décembre 2004

	Notes	30/06/2005	30/06/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
<i>(en millions d'euros)</i>				
Intérêts et produits assimilés	20	17 627	16 153	33 973
Intérêts et charges assimilés	20	(14 719)	(12 113)	(26 500)
Commissions nettes	23	1 639	1 456	2 865
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	21	3 661	1 563	4 152
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	22	618	685	1 449
Charges et produits des autres activités	24	(2 132)	(1 470)	(3 832)
Produit net bancaire		6 694	6 274	12 107
Charges générales d'exploitation		(4 242)	(4 017)	(8 068)
Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		(221)	(256)	(511)
Résultat brut d'exploitation		2 231	2 001	3 528
Coût du risque	25	(261)	(309)	(575)
Résultat d'exploitation		1 970	1 692	2 953
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	10	738	580	1 169
Gains ou pertes sur autres actifs	26	21	(19)	37
Coûts liés au rapprochement	27	(144)	(164)	(552)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		(2)	(10)	(55)
Résultat avant impôt		2 583	2 079	3 552
Impôt sur les bénéfices	28	(541)	(502)	(754)
Résultat net		2 042	1 577	2 798
Intérêts minoritaires		177	157	297
Résultat net part du groupe	29	1 865	1 420	2 501
Résultat net annualisé par action		2,583	1,952	1,723

BILANS CONSOLIDÉS

aux 30 juin 2005 et 31 décembre 2004

► ACTIF

	Notes	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
<i>(en millions d'euros)</i>			
Caisse, banques centrales, CCP		18 918	23 585
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3, 3.1, 3.2	349 496	290 856
Instruments dérivés de couverture		9 542	497
Actifs financiers disponibles à la vente	4	144 625	134 819
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5, 7, 8, 13	241 745	210 261
Prêts et créances sur la clientèle	6, 7, 8, 13	174 668	163 705
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		5 619	4 584
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance		20 365	18 973
Actifs d'impôts		6 432	5 244
Comptes de régularisation et actifs divers		57 860	47 318
Participations dans les entreprises mises en équivalence	10	14 530	13 825
Immeubles de placement		3 279	3 335
Immobilisations corporelles	11	2 303	2 327
Immobilisations incorporelles	11	473	463
Écart d'acquisition	12	13 341	13 323
Total actif		1 063 196	933 115

► PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Caisse, banques centrales, CCP		800	504
Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature	14	287 678	206 483
Instruments dérivés de couverture		10 044	1 114
Dettes envers les établissements de crédit	15	99 989	89 438
Dettes envers la clientèle	16, 16.1, 16.2	308 456	297 876
Dettes représentées par un titre	17	82 621	93 068
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		3 645	3 288
Passifs d'impôts		6 528	4 762
Comptes de régularisation et passifs divers		54 287	41 916
Provisions techniques des contrats d'assurance	30	153 181	141 793
Provisions pour risques et charges	18	4 092	4 103
Dettes subordonnées	17	20 203	18 772
Capitaux propres		31 672	29 998
- Capitaux propres part du groupe		27 730	26 110
Capital et réserves liées		17 133	17 240
Réserves consolidées		7 086	5 236
Gains ou pertes latents ou différés		1 646	1 133
Résultat de l'exercice		1 865	2 501
- Intérêts minoritaires		3 942	3 888
Total passif		1 063 196	933 115

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Gains/pertes latents ou différés nets d'impôts			Résultat net part du Groupe	Total des capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires
	Capital	Primes et réserves	Élimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture			
[en millions d'euros]										
Capitaux propres au 31 décembre 2004 (hors normes 32 & 39 et IFRS 4)	4 418	22 388	(558)	26 248	(53)				26 195	3 858
Incidence de l'adoption des normes IFRS (32,39 & IFRS 4)		(1 271)		(1 271)		1 150	36		(85)	30
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2005 ⁽¹⁾	4 418	21 117	(558)	24 977	(53)	1 150	36		26 110	3 888
Mouvements liés aux relations aux actionnaires										
- Variation des titres autodétenus			(61)	(61)					(61)	
- Dividendes versés en 2005		(954)		(954)					(954)	(284)
- Dividendes reçus des CR et filiales		141		141					141	
Effet des acquisitions/cessions sur les minoritaires										(64)
Gains ou pertes latents sur le 1 ^{er} semestre 2005										
- Variation de valeurs des titres disponibles à la vente						252			252	
- Couverture de flux de trésorerie							31		31	
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence		141		141					141	
Variation de l'écart de conversion					230				230	212
Autres variations		(25)		(25)					(25)	13
Résultat au 30/06/2005								1 865	1 865	177
Capitaux propres au 30 juin 2005	4 418	20 420	(619)	24 219	177	1 402	67	1 865	27 730	3 942

(1) Le montant des capitaux propres au 01/01/05 (yc 32-39 et IFRS 4) communiqué lors de la présentation de la conversion aux normes IAS/IFRS du 22 avril 2005 s'élevait à 26 603 millions d'euros. La différence par rapport au montant figurant dans ce tableau, soit - 493 millions d'euros correspond principalement aux impacts des sociétés cotées dans lesquelles le Groupe détient une participation minoritaire qui n'avaient pas encore rendu publics les impacts de leur conversion soit - 290 millions d'euros, ainsi qu'à des ajustements sur le traitement des dérivés, le montant des provisions et des impôts différés.

Note 3 • Actifs financiers à la juste valeur par résultat
Note 4 • Actifs financiers disponibles à la vente

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE 3 • Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	330 343	272 545
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	19 153	18 311
Juste valeur au bilan	349 496	290 856

3.1. Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Créances sur la clientèle	205	173
Valeurs reçues en pension	130	
Titres reçus en pension livrée	75 969	51 996
Titres détenus à des fins de transaction	106 121	111 412
- Effets publics et valeurs assimilées	41 976	(1)
- Obligations et autres titres à revenu fixe	34 527	(1)
- Actions et autres titres à revenu variable	29 618	(1)
Instruments dérivés	147 918	108 964
Juste valeur au bilan	330 343	272 545

(1) détail non disponible.

3.2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes	17 108	15 593
Titres détenus à des fins de transaction	2 045	2 718
- Effets publics et valeurs assimilées	155	(1)
- Obligations et autres titres à revenu fixe	445	(1)
- Actions et autres titres à revenu variable	1 445	(1)
Juste valeur au bilan	19 153	18 311

(1) détail non disponible.

NOTE 4 • Actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Titres évalués à la juste valeur	142 937	133 166
- Effets publics et valeurs assimilées	38 732	(1)
- Obligations et autres titres à revenu fixe	87 765	(1)
- Actions et autres titres à revenu variable ⁽²⁾	16 440	(1)
Total des titres disponibles à la vente	142 937	133 166
Total des créances disponibles à la vente	1 688	1 653
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente ⁽³⁾	144 625	134 819

(1) Détail non disponible.

(2) Dont participations non consolidées détaillées ci-après.

(3) Dont dépréciation durable sur titres et créances :

2,101 millions d'euros comptabilisés au titre du 30 juin 2005,

2,158 millions d'euros comptabilisés au titre du 31 décembre 2004.

Note 4 • Actifs financiers disponibles à la vente

Note 5 • Prêts et créances sur les établissements de crédit

DÉTAIL DES PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

	30/06/2005		31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	
	Valeur au bilan	% de capital détenu par le Groupe	Valeur au bilan	% de capital détenu par le Groupe
<i>(en millions d'euros)</i>				
BFO	135	99,7	135	99,7
Crédit Logement (titres A)	234	16,5	234	16,5
Crédit Logement (titres B)	217	18,0	202	18,0
Emporiki Bank (Banque Commerciale de Grèce)	190	9,0	180	9,0
Fireca	53	51,0	54	51,0
Sefa	57	100,0	57	100,0
Autres	1 940		1 442	
Valeur au bilan des titres de participation non consolidés	2 826		2 304	

NOTE 5 ► Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30/06/2005		31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	
<i>(en millions d'euros)</i>				
Établissements de crédit				
Comptes et prêts		41 769		33 600
Valeurs reçues en pension		704		768
Titres reçus en pension livrée		17 935		4 756
Prêts subordonnés		438		465
Titres non cotés sur un marché actif		125		76
Total en principal		60 971		39 665
Créances rattachées		803		458
Provisions		434		417
Valeur nette		61 340		39 706
Opérations internes au Crédit Agricole				
Comptes ordinaires		3 979		3 703
Comptes et avances à terme		175 999		166 495
Prêts subordonnés		222		207
Total en principal		180 200		170 405
Créances rattachées		280		225
Provisions		75		75
Valeur nette		180 405		170 555
Valeur nette au bilan		241 745		210 261

NOTE 6 ▶ Prêts et créances sur la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	8 432	7 807
Autres concours à la clientèle	139 090	130 704
Titres reçus en pension livrée	4 042	3 720
Prêts subordonnés	321	427
Titres non cotés sur un marché actif	2 910	2 974
Créances nées d'opérations d'assurance directe	954	394
Créances nées d'opérations de réassurance	33	12
Avances en comptes courants d'associés	354	353
Comptes ordinaires débiteurs	11 057	9 877
Total en principal	167 193	156 268
Créances rattachées	1 358	1 337
Provisions	7 033	7 046
Valeurs nettes au bilan	161 518	150 559
Opérations de crédit-bail		
Crédit-bail immobilier	5 482	5 496
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	7 946	7 843
Total en principal	13 428	13 339
Créances rattachées	218	268
Provisions	496	461
Valeurs nettes au bilan	13 150	13 146
Total	174 668	163 705

Note 7 • Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par zone géographique

Note 8 • Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par agent économique

NOTE 7 ► Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par zone géographique⁽¹⁾

	30/06/2005						31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)					
	Encours sains	Encours douteux	Provision sur encours douteux	Encours douteux compromis	Provision sur encours douteux compromis	Total	Encours sains	Encours douteux	Provision sur encours douteux	Encours douteux compromis	Provision sur encours douteux compromis	Total
<i>(en millions d'euros)</i>												
France (y compris DOM, TOM)	135 164	2 851	1 813	2 549	2 121	136 630	119 995	2 442	1 602	2 211	1 705	121 341
Autres pays de l'Union européenne	47 131	421	255	585	346	47 536	35 257	691	303	598	454	35 789
Autres pays d'Europe	9 282	239	175	104	55	9 395	9 276	108	60	158	128	9 354
Amérique du Nord	12 676	247	53	414	231	13 053	9 774	275	70	496	247	10 228
Amériques centrale et du Sud	7 052	211	188	49	21	7 103	6 249	270	185	71	25	6 380
Afrique et Moyen-Orient	8 876	177	127	386	326	8 986	7 386	119	87	366	303	7 481
Asie et Océanie (hors Japon)	8 270	79	29	120	84	8 356	6 914	149	43	138	104	7 054
Japon	4 580	4	1	14		4 597	3 465	19		15		3 499
Non ventilés	106	5	21			90	2 210	620	632			2 198
Total en principal	233 137	4 234	2 662	4 221	3 184	235 746	200 526	4 693	2 982	4 053	2 966	203 324
Créances rattachées						2 379						2 063
Provisions sur créances rattachées						(568)						(580)
Provisions collectives						(1 549)						(1 396)
Valeurs au bilan						236 008						203 411

(1) Sans réallocation par zone géographique des garanties ou assurances crédit déplaçant le risque pour le Groupe.

NOTE 8 ► Créances sur les établissements de crédit et opérations avec la clientèle par agent économique

	30/06/2005						31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)					
	Encours sains	Encours douteux	Provision sur encours douteux	Encours douteux compromis	Provision sur encours douteux compromis	Total	Encours sains	Encours douteux	Provision sur encours douteux	Encours douteux compromis	Provision sur encours douteux compromis	Total
<i>(en millions d'euros)</i>												
État, administrations et collectivités publiques	6 047	11	10	17	14	6 051	7 967	36	15	30	28	7 990
Institutions financières	80 215	414	371	36	36	80 258	54 104	214	437			53 881
Particuliers et professionnels	70 568	1 782	1 008	2 723	2 215	71 850	61 276	1 227	696	1 841	1 249	62 399
Entreprises (y compris les assurances) et autres agents économiques	76 221	2 022	1 248	1 445	919	77 520	75 070	2 538	1 582	2 182	1 668	76 540
Non ventilés	86	5	24			67	2 109	678	252		21	2 514
Total en principal	233 137	4 234	2 662	4 221	3 184	235 746	20 526	4 693	2 982	4 053	2 966	203 324
Créances rattachées						2 379						2 063
Provisions sur créances rattachées						(568)						(580)
Provisions collectives						(1 549)						(1 396)
Valeurs au bilan						236 008						203 411

Note 10 - Participations dans les entreprises mises en équivalence
Note 11 - Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

NOTE 10 ► Participations dans les entreprises mises en équivalence

Sont détaillées ci-après les quotes-parts d'une valeur supérieure à 50 millions d'euros.

	30/06/2005		31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	
	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Valeur de mise en équivalence	Résultat
<i>(en millions d'euros)</i>				
Sociétés financières (détail) :	14 040	740	13 354	1 158
Al Bank Al Saudi Al Fransi	407	51	337	70
BES	432	34	388	34
Caisses régionales et filiales	9 542	447	9 111	739
Banca Intesa SpA	3 393	192	3 322	301
Tranquilidade - Tranquilidade Vida ⁽¹⁾	91	10	76	12
Autres	175	6	120	2
Sociétés non financières (détail) :	490	(2)	471	11
Partran ⁽¹⁾	(104)		(126)	(1)
Eurazeo	523	(5)	527	3
Autres	71	3	70	9
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence	14 530	738	13 825	1 169

(1) La société Tranquilidade Vida étant une société d'assurance vie, elle a été reclassée en sociétés financières.

NOTE 11 ► Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (cessions et échéances)	Écart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2005
<i>(en millions d'euros)</i>							
Immobilisations corporelles							
Valeur brute	4 352	49	188	(286)	28	48	4 379
Créances rattachées ⁽¹⁾	9					(9)	0
Amortissements & provisions	(2 034)	(14)	(157)	155	(19)	(7)	(2 076)
Valeur nette au bilan	2 327	35	31	(131)	9	32	2 303
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 247	25	114	(153)	6	4	1 243
Amortissements & provisions	(784)	4	(74)	69	(4)	19	(770)
Valeur nette au bilan	463	29	40	(84)	2	23	473

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

Note 12 - Écarts d'acquisition

Note 13 - Provisions inscrites en déduction de l'actif

Note 14 - Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

NOTE 12 ► Écarts d'acquisition

	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Pertes de valeur de la période	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2005
<i>(en millions d'euros)</i>							
Valeur brute							
Calyon (Suisse) SA	497						497
EFL	196						196
Lukas	265						265
Sofinco	436						436
Groupe FINAREF	2 121						2 121
Groupe Crédit Lyonnais	5 217	17				(10)	5 224
Groupe Calyon	1 785						1 785
Groupe Prédica	483						483
Groupe Segespar	1 898	2					1 900
Groupe Crédit Agricole leasing	160						160
Cumul des pertes de valeur							
EFL	(24)						(24)
Valeur nette	13 034	19	0	0	0	(10)	13 043
Autres entités	310	3				6	319
Cumul des pertes de valeur (autres entités)	(21)						(21)
Autres entités valeurs nettes	289	3	0	0	0	6	298
Valeur nette au bilan	13 323	22	0	0	0	(4)	13 341

NOTE 13 ► Provisions inscrites en déduction de l'actif

	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Utilisations	Écarts de conversion	Autres mouvements	30/06/2005
<i>(en millions d'euros)</i>								
Sur créances interbancaires	492		29	(66)		22	32	509
Sur créances clientèle	7 046	102	726	(991)		200	(50)	7 033
- dont provisions collectives	1 396	(3)	21	(7)		76	66	1 549
Sur opérations de crédit-bail	461	(2)	85	(56)			8	496
Sur autres actifs	113		4	(9)		2	4	114
Total	8 112	100	844	(1 122)		224	(6)	8 152

NOTE 14 ► Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
<i>(en millions d'euros)</i>		
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	287 678	206 483
- Titres	59 429	34 414
- Instruments dérivés	146 414	110 394
- Autres dettes	81 835	61 676
Juste valeur au bilan	287 678	206 483

Note 15 • Dettes envers les établissements de crédit
Note 16 • Dettes envers la clientèle

NOTE 15 • Dettes envers les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Établissements de crédit		
Comptes et emprunts	70 114	60 316
Valeurs données en pension	7 170	6 355
Titres donnés en pension livrée	8 183	7 533
Total en principal	85 467	74 204
Dettes rattachées	864	742
Valeur au bilan	86 331	74 946
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	3 925	4 902
Comptes et avances à terme	9 565	9 402
Total en principal	13 490	14 304
Dettes rattachées	168	188
Valeur au bilan	13 658	14 492
Valeur au bilan des dettes envers les établissements de crédit	99 989	89 438

NOTE 16 • Dettes envers la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Comptes ordinaires créditeurs	49 764	47 614
Comptes d'épargne à régime spécial	194 316	188 519
Autres dettes envers la clientèle	53 889	53 037
Titres donnés en pension livrée	6 222	5 880
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	211	609
Dettes nées d'opérations de réassurance	531	622
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	18	29
Total en principal	304 951	296 310
Dettes rattachées	3 505	1 566
Valeur au bilan	308 456	297 876

16.1. Dettes envers la clientèle par zone géographique

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
France (y compris DOM-TOM)	248 591	247 408
Autres pays de l'Union européenne	19 711	15 921
Autres pays d'Europe	6 867	7 663
Amérique du Nord	4 879	5 885
Amériques centrale et du Sud	3 122	3 298
Afrique et Moyen-Orient	9 237	8 872
Asie et Océanie (hors Japon)	5 979	4 533
Japon	6 448	2 351
Non ventilés	117	379
Total en principal	304 951	296 310
Dettes rattachées	3 505	1 566
Valeur au bilan	308 456	297 876

Note 16 • Dettes envers la clientèle

Note 17 • Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

16.2. Dettes envers la clientèle par agent économique

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
État, administrations et collectivités publiques	7 543	3 688
Institutions financières	23 987	28 171
Particuliers et professionnels	239 025	227 341
Entreprises (y compris les assurances) et autres agents économiques	33 637	35 850
Non ventilés	759	1 260
Total en principal	304 951	296 310
Dettes rattachées	3 505	1 566
Valeur au bilan	308 456	297 876

NOTE 17 • Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	282	178
Titres du marché interbancaire	1 405	1 773
Titres de créances négociables :		
- Émis en France	34 886	32 270
- Émis à l'étranger	38 938	36 188
Emprunts obligataires	3 345	18 356
Autres dettes représentées par un titre	2 084	3 099
Total en principal	80 940	91 864
Dettes rattachées	1 681	1 204
Total	82 621	93 068
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	11 978	11 624
Dettes subordonnées à durée indéterminée	7 938	6 762
Dépôt de garantie à caractère mutuel	45	39
Total en principal	19 961	18 425
Dettes rattachées	242	347
Total	20 203	18 772
Valeur au bilan	102 824	111 840

Note 18 • Provisions pour risques et charges
Note 20 • Produits et charges d'intérêts

NOTE 18 ► Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	30/06/2005	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Risques d'exécution des engagements par signature	340	376
Risques opérationnels	65	54
Engagements sociaux, retraites et assimilées	655	605
Litiges divers	633	543
Situation nette négative des participations	126	117
Restructurations	32	52
Coûts de mise en œuvre des synergies (cf. note 27)	452	600
Épargne-logement	837	802
Autres	952	954
Valeurs au bilan	4 092	4 103

NOTE 20 ► Produits et charges d'intérêts

(en millions d'euros)	30/06/2005	30/06/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 440	983	2 769
Sur opérations internes au Crédit Agricole	2 968	2 824	5 706
Sur opérations avec la clientèle	4 234	3 676	7 661
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	2 275	2 293	4 827
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	786	1 084	1 628
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	4 981	4 481	9 476
Sur opérations de location-financement	778	716	1 648
Autres intérêts et produits assimilés	165	96	258
Produits d'intérêts	17 627	16 153	33 973
Sur opérations avec les établissements de crédit	(2 284)	(1 266)	(4 573)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	(707)	(442)	(1 304)
Sur opérations avec la clientèle	(3 679)	(3 707)	(6 706)
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	(26)	(28)	(64)
Actifs financiers disponibles à la vente	(357)	(42)	(90)
Sur dettes représentées par un titre	(2 102)	(1 213)	(2 695)
Sur dettes subordonnées	(481)	(442)	(862)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(4 655)	(4 595)	(9 239)
Sur opérations de location-financement	(428)	(378)	(967)
Charges d'intérêts	(14 719)	(12 113)	(26 500)

Note 21 - Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Note 22 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

Note 23 - Commissions nettes

NOTE 21 ► Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2005	30/06/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Dividendes reçus	17	9	107
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actifs/passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 320	1 659	2 161
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	309	(77)	1 811
Inefficacité des couvertures de juste valeur	14	(48)	37
Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie	1	20	36
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 661	1 563	4 152

NOTE 22 ► Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30/06/2005	30/06/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Dividendes reçus	386	270	484
Plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	244	417	1 045
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)	(17)	(2)	(67)
Plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5		(13)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	618	685	1 449

NOTE 23 ► Commissions nettes

(en millions d'euros)	30/06/2005			30/06/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)			31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	137	(81)	56	85	(60)	25	168	(97)	71
Sur opérations internes au Crédit Agricole	59	(309)	(250)	51	(279)	(228)	108	(555)	(447)
Sur opérations avec la clientèle	814	(138)	676	807	(236)	571	1 514	(313)	1 201
Sur opérations sur titres	251	(105)	146	150	(116)	34	540	(168)	372
Sur opérations de change	10	(6)	4	10	(3)	7	25	(25)	0
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	323	(63)	260	358	(96)	262	637	(245)	392
Prestations de services bancaires et financiers dont :									
- Produits nets de gestion d'OPCVM	904	(87)	817	757	(170)	587	1 766	(204)	1 562
- Produits nets sur moyens de paiement	284	(177)	107	280	(190)	90	565	(370)	195
- Autres	600	(777)	(177)	815	(707)	108	1 207	(1 688)	(481)
Produits nets des commissions	3 382	(1 743)	1 639	3 313	(1 857)	1 456	6 530	(3 665)	2 865

Note 24 • Charges et produits des autres activités

Note 25 • Coût du risque

Note 26 • Gains ou pertes sur autres actifs

NOTE 24 ► Produits et charges nets des autres activités

(en millions d'euros)	30/06/2005	30/06/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	45	2	28
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires des contrats d'assurance ⁽¹⁾	(2 448)	(1 822)	(4 592)
Autres produits nets de l'activité d'assurance	4 766	4 095	7 530
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	(4 862)	(4 158)	(7 409)
Autres produits (charges) nets	367	413	611
Produits (charges) nets des autres activités	(2 132)	(1 470)	(3 832)

(1) Les produits financiers correspondant à ces contrats sont comptabilisés selon la nature du support au sein du PNB (titres disponible à la vente, titres à la juste valeur, etc.).

NOTE 25 ► Coût du risque

(en millions d'euros)	30/06/2005	30/06/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Dotations aux provisions	(1 106)	(928)	(2 250)
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	(723)	(665)	(1 731)
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)	(2)	(3)	(3)
Provisions pour risques et charges	(381)	(260)	(516)
Reprises de provisions	813	701	1 695
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	632	475	1 094
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)	18	8	27
Provisions pour risques et charges	163	218	574
Variation des provisions	(293)	(227)	(555)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	(59)	(46)	(125)
Décote sur les crédits restructurés	(24)	(28)	(49)
Récupérations sur prêts et créances amortis	87	57	112
Autres	28	(65)	42
Coût du risque	(261)	(309)	(575)

NOTE 26 ► Gains ou pertes sur autres actifs

(en millions d'euros)	30/06/2005	30/06/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	13	6	17
Plus-values de cession	24	9	27
Moins-values de cession	(11)	(3)	(10)
Titres de capitaux propres consolidés	8	(25)	20
Plus-values de cession	8		20
Moins-values de cession		(25)	
Gains ou pertes sur autres actifs	21	(19)	37

Note 27 • Coûts liés au rapprochement

Note 28 • Impôt

NOTE 27 ► Coûts liés au rapprochement

	30/06/2005			30/06/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
	Coûts provisionnés nets de reprises	Coûts non provisionnés passés en charge sur l'exercice	Coût total	Coût total	Coût total
<i>(en millions d'euros)</i>					
Charges constatées en résultat hors pertes couvertes par provision ⁽¹⁾	30	114	144	164	552
Dont :					
- Coût de mise en œuvre de synergies	30	114	144	159	528
- Autres effets du rapprochement				5	24
Coûts de mise en œuvre enregistrés en situation nette (passifs identifiables)					
Total des coûts de mise en œuvre des synergies	30	114	144	159	528
Dont :					
- Frais de personnel	22	16	38	86	234
- Coûts informatiques	(2)	41	39	9	92
- Coûts liés à l'immobilier	14	25	39	6	87
- Autres	(4)	32	28	58	115

(1) Par ailleurs, 149 millions d'euros de provisions pour coûts de mise en œuvre des synergies ont été utilisées au 1^{er} semestre 2005.

Le rapprochement se traduit par des économies de coûts, les « synergies », issues du regroupement opérationnel d'activités, de la mutualisation d'investissement, de la mise en commun de moyens de production, du partage de coûts fixes... Pour atteindre ces objectifs, des actions spécifiques de mise en œuvre sont engagées, dont la nature et les coûts sont présentés ci-dessus. Les autres effets du rapprochement rassemblent les autres charges induites par le rapprochement mais ne contribuant pas à la réalisation des synergies.

NOTE 28 ► Impôt

► 28.1. Charges d'impôts différés

	30/06/2005	30/06/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)	31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)
<i>(en millions d'euros)</i>			
Charge d'impôt courant	(419)	(285)	(639)
Charge d'impôt différé	(122)	(217)	(115)
Charge d'impôt de la période	(541)	(502)	(754)

► 28.2. Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, provisions sur écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	1 844	34,93%	(644)
Effet des différences permanentes		6,24%	(115)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		(5,42%)	100
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		(1,95%)	36
Effet de l'imposition à long terme		0,22%	(4)
Effet des autres éléments		(4,66%)	86
Taux et charge effectif d'impôt		29,34%	(541)

NOTE 29 ► Résultat par secteur d'activité

► 29.1. Résultat par secteur d'activité au 30 juin 2005⁽¹⁾

	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre & divers	Ensemble des métiers
<i>(en millions d'euros)</i>							
Produit net bancaire	1 737	1 196	1 529	2 152	152	(72)	6 694
Charges de fonctionnement	(1 240)	(632)	(688)	(1 363)	(129)	(411)	(4 463)
Résultat brut d'exploitation	497	564	841	789	23	(483)	2 231
Coût du risque	(72)	(183)	4	24	(13)	(21)	(261)
Résultat d'exploitation	425	381	845	813	10	(504)	1 970
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	444	2	13	52	230	(3)	738
Résultat net sur autres actifs				3		18	21
Coûts liés au rapprochement		(18)	(30)	(40)		(56)	(144)
Variations de valeurs des écarts d'acquisition			(2)				(2)
Résultat avant impôts	869	365	826	828	240	(545)	2 583
Impôt	(198)	(123)	(262)	(192)	(0)	234	(541)
Résultat net	671	242	564	636	240	(311)	2 042
Part des minoritaires	6	13	6	34	11	107	177
Part du Groupe	665	229	558	602	229	(418)	1 865

(1) La présentation du résultat net par secteur d'activité est pour partie issue d'informations de gestion.

► 29.2. Résultat par secteur d'activité au 30 juin 2004 (y compris 32-39 et IFRS 4)⁽¹⁾

	Banque de proximité en France	Services Financiers spécialisés	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre & divers	Ensemble des métiers
<i>(en millions d'euros)</i>							
Produit net bancaire	1 696	1 130	1 384	1 939	144	(19)	6 274
Charges générales d'exploitation	(1 240)	(592)	(662)	(1 375)	(113)	(291)	(4 273)
Résultat brut d'exploitation	456	538	722	564	31	(310)	2 001
Coût du risque	(80)	(189)	(11)	7	(11)	(25)	(309)
Résultat d'exploitation	376	349	711	571	20	(335)	1 692
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	375	(2)	4	36	171	(4)	580
Résultat net sur autres actifs				(22)		3	(19)
Coûts liés au rapprochement		(8)	(22)	(74)		(60)	(164)
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		(6)				(4)	(10)
Résultat avant impôts	751	333	693	511	191	(400)	2 079
Impôts sur les bénéfices	(175)	(118)	(229)	(119)	(5)	144	(502)
Résultat net	576	215	464	392	186	(256)	1 577
Part des minoritaires	20	18	9	14	9	87	157
Part du Groupe	556	197	455	378	177	(343)	1 420

(1) La présentation du résultat net par secteur d'activité est pour partie issue d'informations de gestion.

Note 29 - Résultat par secteur d'activité

Note 30 - Notes spécifiques à l'activité d'assurance

29.3. Résultat par secteur d'activité au 31 décembre 2004 (y compris 32-39 et IFRS 4)⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre & divers	Ensemble des métiers
Produit net bancaire	3 396	2 260	2 749	3 715	275	(288)	12 107
Charges générales d'exploitation	(2 477)	(1 216)	(1 355)	(2 652)	(219)	(660)	(8 579)
Résultat brut d'exploitation	919	1 044	1 394	1 063	56	(948)	3 528
Coût du risque	(169)	(372)	(9)	43	(22)	(46)	(575)
Résultat d'exploitation	750	672	1 385	1 106	34	(994)	2 953
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	733	(2)	13	74	347	4	1 169
Résultat net sur autres actifs				(25)		62	37
Coûts liés au rapprochement		(17)	(53)	(207)		(275)	(552)
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	(3)	(24)	(9)		(3)	(16)	(55)
Résultat avant impôts	1 480	629	1 336	948	378	(1 219)	3 552
Impôts sur les bénéfices	(294)	(223)	(413)	(227)	(14)	417	(754)
Résultat net	1 186	406	923	721	364	(802)	2 798
Part des minoritaires	3	32	19	26	14	203	297
Part du Groupe	1 183	374	904	695	350	(1 005)	2 501

(1) La présentation du résultat net par secteur d'activité est pour partie issue d'informations de gestion.

NOTE 30 - Notes spécifiques à l'activité d'assurance

30.1. Ventilation des placements des sociétés d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/2005			31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)		
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation
1. Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	4 050	4 029	4 031	3 523	3 508	4 034
2. Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM	6 887	6 744	6 771	4 378	4 281	4 800
3. Parts d'OPCVM autres que celles visées en 4	13 630	13 562	13 635	15 092	15 092	15 443
4. Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe	11 120	11 119	11 113	10 256	10 256	11 416
5. Obligations et autres titres à revenu fixe	102 437	103 117	104 130	97 276	98 015	105 814
6. Prêts hypothécaires	4	4	4	4	4	4
7. Autres prêts et effets assimilés	292	292	292	353	353	353
8. Dépôts auprès des entreprises cédantes	402	446	484	264	311	354
9. Dépôts autres que ceux visés au 8, cautionnements en espèces et autres placements	44	51	44	141	141	156
10. Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	17 108	17 108	17 108	15 593	15 593	15 593
Total	155 974	156 472	157 612	146 880	147 554	157 967
Retraitements de consolidation		(1 169)			(1 677)	
Valeur nette		155 303			145 877	

Note 30 • Notes spécifiques à l'activité d'assurance

Note 31 • Passage du résultat normes françaises au résultat normes IFRS (y compris 32-39 et IFRS 4) au 30 juin 2004

► 30.2. Ventilation des provisions techniques d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/2005			31/12/2004 (yc 32-39 et IFRS 4)		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Provisions pour primes non acquises	16	501	517	9	392	401
Provisions d'assurance vie	120 967		120 967	114 695		114 695
Provisions pour sinistres	1 665	887	2 552	1 155	859	2 014
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	12 988	23	13 011	9 356	56	9 412
Autres provisions techniques	484	6	490	395	451	846
Total des provisions techniques brutes (hors contrats en unités de compte)	136 120	1 417	137 537	125 610	1 758	127 368
Provisions techniques des contrats en unités de compte	15 644		15 644	14 425		14 425
Total des provisions techniques d'assurance brutes	151 764	1 417	153 181	140 035	1 758	141 793
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	(655)	(201)	(856)	(506)	(165)	(671)
Total des provisions techniques nettes	151 109	1 216	152 325	139 529	1 593	141 122

NOTE 31 ► Passage du résultat normes françaises au résultat normes IFRS (y compris 32-39 et IFRS 4) au 30 juin 2004

► 31.1. Passage du résultat normes françaises au résultat normes IFRS (y compris 32-39 et IFRS 4)

(en millions d'euros)	Normes françaises 30/06/2004	Reclassements IFRS	Impacts résultats	Normes IFRS 30/06/2004 (y compris IFRS 32-39 et IFRS 4)
Produit net bancaire	6 298	66	(90)	6 274
Charges générales d'exploitation	(4 083)	5	61	(4 017)
Dotation aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	(258)		2	(256)
Résultat brut d'exploitation	1 957	71	(27)	2 001
Coût du risque	(324)	55	(40)	(309)
Résultat d'exploitation	1 633	126	(67)	1 692
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	536		44	580
Gains ou pertes sur autres actifs	44	(72)	9	(19)
Coûts liés au rapprochement	(171)		7	(164)
Résultat exceptionnel	(1)	1		
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(347)		337	(10)
Reprise des fonds pour risques bancaires généraux	55	(55)		
Résultat avant impôt	1 749		330	2 079
Impôt sur le résultat	(517)		15	(502)
Résultat net de l'exercice	1 232		345	1 577
Intérêts minoritaires	157			157
Résultat net – part du groupe	1 075		345	1 420

Note 31 - Passage du résultat normes françaises au résultat normes IFRS (y compris 32-39 et IFRS 4) au 30 juin 2004

Note 32 - Investissements, désinvestissements, opérations de financement

► 31.2. Détail par nature des impacts IFRS au 30 juin 2004 (y compris 32-39 et IFRS 4)

(en millions d'euros)	Impacts nets d'impôt - part du Groupe
Normes françaises au 30 juin 2004. Résultat net - part du Groupe	1 075
Badwill et goodwill	337
Actions propres	(5)
Day one profit	(35)
Autres	4
Quote-part des impacts IAS/IFRS des sociétés mises en équivalence	44
Impacts IFRS (y compris 32-39 et IFRS 4)	345
Normes IFRS au 30 juin 2004 (y compris 32-39 et IFRS 4). Résultat net - part du Groupe	1 420

NOTE 32 ► Investissements, désinvestissements, opérations de financement

En complément aux états financiers définis pour les établissements de crédit par le règlement CRB 91.03, le groupe Crédit Agricole S.A. présente et commente ci-après les flux de trésorerie relatifs aux opérations de structure financière (hors opérations courantes et de change) les plus significatives du 1^{er} semestre 2005 et de l'exercice 2004. Ces éléments reflètent la mise en œuvre de la politique du groupe en matière de gestion financière, présentée dans l'annexe au rapport de gestion.

	1 ^{er} semestre 2005	Exercice 2004
■ Actifs financiers et participations :		
► Acquisition de titres de filiales consolidées :	384 millions d'euros	606 millions d'euros
Au cours du premier semestre 2005, le groupe Crédit Agricole S.A. a principalement acquis la participation résiduelle de 10 % dans Finaref SA et Finaref AB, suite à un accord conclu le 31 décembre 2004 et effectivement payé en date du 27 janvier 2005.		
Au cours de l'exercice 2004, les acquisitions réalisées par le groupe Crédit Agricole S.A. portent essentiellement sur une tranche complémentaire de 14,5 % de Finaref SA et Finaref AB, l'acquisition de 49,1 % de la société Eurofactors auprès d'Euler		
► Cession de titres de filiales consolidées :	Néant	766 millions d'euros
Au cours de l'exercice 2004, les cessions portent essentiellement sur les titres de la Financière Lapérouse, de la Banque Libano-Française SAL et de LACIM		
► Acquisition de titres mis en équivalence :	56 millions d'euros	néant
Au cours du premier semestre 2005, le groupe Crédit Agricole S.A., au travers de Pacifica, a porté sa participation à 40 % dans la filiale Assurances fédérales IARD du groupe AGF.		
► Cession de titres mis en équivalence :	néant	néant
■ Immobilisations corporelles et incorporelles :		
► Acquisition d'immobilisations :	302 millions d'euros	635 millions d'euros
Le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas réalisé d'opérations significatives au cours du premier semestre 2005 ni au cours de l'exercice 2004.		
► Cession d'immobilisations :	228 millions d'euros	306 millions d'euros
Le groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas réalisé d'opérations significatives au cours du premier semestre 2005 ni au cours de l'exercice 2004.		
■ Opérations sur capitaux propres :		
► Émission d'instruments de capital :	néant	néant
► Cession ou remboursement d'instrument de capital :	néant	néant
► Paiement de dividendes :	805 millions d'euros	1 419 millions d'euros
Le paiement des dividendes comprend à hauteur de 521 millions d'euros pour le premier semestre 2005 et 1 234 millions d'euros pour l'exercice 2004 le montant versé par Crédit Agricole S.A. à ses actionnaires. Le montant versé au cours de l'exercice 2004 comprend à hauteur de 433 millions d'euros l'acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2004. Ce montant comprend également à hauteur de 284 millions d'euros sur le premier semestre 2005 et 185 millions d'euros sur l'exercice 2004 le montant payé aux minoritaires au titre des actions de préférence qu'ils détiennent.		
■ Financement long terme :		
► Émission de dettes subordonnées :	1 597 millions d'euros	846 millions d'euros
Au cours du premier semestre 2005, Crédit Agricole S.A. a réalisé en février 2005, une émission de 531 millions d'euros d'emprunts subordonnés à échéance 2017, une émission d'emprunts subordonnés à durée indéterminée de 466 millions d'euros en juin 2005 et une émission de titres super subordonnés de 600 millions d'euros réalisée en février 2005. Au cours de l'année 2004, Crédit Agricole S.A. a réalisé en décembre 2004 deux émissions d'emprunts subordonnés à terme, l'une de 450 millions d'euros à échéance 2006, l'autre de 396 millions d'euros à échéance 2016.		
► Remboursement de dettes subordonnées :	354 millions d'euros	1 157 millions d'euros
Le groupe a réalisé des remboursements de titres subordonnés pour respectivement 354 millions d'euros au cours du premier semestre 2005 et 1 157 millions d'euros au cours de l'exercice 2004.		

EXTRAIT DES COMPTES DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (SOCIÉTÉ MÈRE) (ÉTABLIS SELON LES NORMES COMPTABLES FRANÇAISES)

BILAN DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.(COMPTES INDIVIDUELS)	➤ 142
• Actif	➤ 142
• Passif	➤ 143
HORS BILAN DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (COMPTES INDIVIDUELS)	➤ 144
COMPTE DE RÉSULTAT DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (COMPTES INDIVIDUELS)	➤ 145
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	➤ 146

BILAN DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (COMPTES INDIVIDUELS)

aux 30 juin 2005, 31 décembre 2004 et 30 juin 2004

► ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Opérations interbancaires et assimilées	46 752	39 211	43 599
Caisse, banques centrales, CCP	3 905	2 144	2 562
Effets publics et valeurs assimilées	4 061	3 815	4 092
Créances sur les établissements de crédit	38 786	33 252	36 945
Opérations internes au Crédit Agricole	180 377	170 596	162 204
Créances sur la clientèle	3 096	2 853	2 922
Autres concours à la clientèle	2 922	2 638	2 809
Comptes ordinaires débiteurs	174	215	113
Opérations sur titres	14 017	18 993	11 588
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 160	16 438	9 005
Actions et autres titres à revenu variable	3 857	2 555	2 583
Valeurs immobilisées	46 317	44 996	44 835
Participations et autres titres détenus à long terme	11 683	11 691	11 709
Parts dans les entreprises liées	34 441	33 106	32 927
Immobilisations corporelles et incorporelles	193	199	199
Actions propres	526	572	401
Comptes de régularisation et actifs divers	16 147	16 661	14 819
Autres actifs	7 634	7 487	6 550
Comptes de régularisation	8 513	9 174	8 269
TOTAL ACTIF	307 232	293 882	280 368

► PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Opérations interbancaires et assimilées	31 552	30 793	29 933
Banques centrales et CCP	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	31 552	30 793	29 933
Opérations internes au Crédit Agricole	13 667	14 300	13 106
Comptes créditeurs de la clientèle	168 805	166 066	162 191
Comptes d'épargne à régime spécial	160 145	158 739	154 531
Autres dettes	8 660	7 327	7 660
Dettes représentées par un titre	37 186	30 448	23 759
Comptes de régularisation et passifs divers	13 342	13 055	11 953
Autres passifs	2 690	2 176	1 657
Comptes de régularisation	10 652	10 879	10 296
Provisions et dettes subordonnées	20 421	17 922	17 281
Provisions pour risques et charges	1 951	1 208	1 169
Dettes subordonnées	18 470	16 714	16 112
Fonds pour risques bancaires généraux	636	1 246	1 280
Capitaux propres hors FRBG	21 623	20 052	20 865
Capital souscrit	4 421	4 421	4 421
Primes d'émission	12 260	12 260	12 260
Réserves	2 615	2 553	2 553
Report à nouveau	232	-	9
Provisions réglementées et subventions d'investissement	1	2	3
Acomptes sur dividendes versés aux actionnaires	-	[433]	-
Résultat de l'exercice	2 094	1 249	1 619
TOTAL PASSIF	307 232	293 882	280 368

HORS BILAN DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (COMPTES INDIVIDUELS)

aux 30 juin 2005, 31 décembre 2004 et 30 juin 2004

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Engagements donnés	15 412	51 909	19 073
Engagements de financement	3 149	6 816	6 088
Engagements en faveur d'établissements de crédit	2 163	5 544	4 862
Engagements en faveur du Crédit Agricole	685	994	956
Engagements en faveur de la clientèle	301	278	270
Engagements de garantie	12 263	45 093	12 529
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	8 508	41 420	8 615
Engagements d'ordre du Crédit Agricole	3 347	3 256	3 497
Engagements d'ordre de la clientèle	408	417	417
Engagements sur titres	-	-	456
Engagements reçus	3 709	3 456	4 342
Engagements de financement	3 470	3 328	4 203
Engagements reçus d'établissements de crédit	260	134	383
Engagements reçus du Crédit Agricole	3 210	3 194	3 820
Engagements de garantie	239	128	139
Engagements reçus d'établissements de crédit	231	113	122
Engagements reçus du Crédit Agricole	4	4	5
Engagements reçus d'autres organismes	4	11	12

COMPTE DE RÉSULTAT DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (COMPTES INDIVIDUELS)

aux 30 juin 2005, 31 décembre 2004 et 30 juin 2004

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/05	31/12/04	30/06/04
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	(304)	(485)	(212)
Revenus des titres à revenu variable	2 793	2 344	1 975
Produits nets des commissions	(253)	(448)	(225)
Produits nets sur opérations financières	110	107	36
Autres produits nets d'exploitation bancaire	(41)	293	(14)
Produit net bancaire	2 305	1 811	1 560
Charges générales de fonctionnement	(233)	(410)	(184)
Frais de personnel	(116)	(204)	(91)
Autres frais administratifs	(110)	(184)	(83)
Dotations aux amortissements	(7)	(22)	(10)
Résultat brut d'exploitation	2 072	1 401	1 376
Coût du risque	10	24	(47)
Résultat d'exploitation	2 082	1 425	1 329
Résultat net sur actifs immobilisés	(162)	(561)	14
Résultat courant avant impôt	1 920	864	1 343
Charges liées au rapprochement CA/CL	(12)	(87)	(56)
Résultat net exceptionnel	(624)	(2)	0
Impôt sur les bénéfices	199	383	276
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées	611	91	56
Résultat net de l'exercice	2 094	1 249	1 619

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Primes et réserves et report à nouveau	Provisions réglementées subventions d'investissement	Total des capitaux propres
<i>(en millions d'euros)</i>				
Solde au 31 décembre 2002	2 917	9 323	5	12 245
Dividendes versés au titre de 2002		(729)		(729)
Variation de capital ⁽¹⁾	1 504			1 504
Variation des primes d'émission ⁽²⁾		6 306		6 306
Résultat de l'exercice 2003		611		611
Autres variations ⁽³⁾	-	112	(1)	111
Solde au 31 décembre 2003	4 421	15 623	4	20 048
Dividendes versés au titre de 2003		(800)		(800)
Variation de capital ⁽¹⁾				
Acompte sur dividende au titre de l'exercice 2004		(433)		(433)
Variation des primes d'émission ⁽²⁾				
Résultat de l'exercice 2004		1 249		1 249
Autres variations	-	(10)	(2)	(12)
Solde au 31 décembre 2004	4 421	15 629	2	20 052
Solde de dividendes versé au titre de 2004		(521)		(521)
Variation de capital ⁽¹⁾				
Variation des primes d'émission ⁽²⁾				
Résultat au 30 juin 2005		2 094		2 094
Autres variations	-	(1)	(1)	(2)
Solde au 30 juin 2005	4 421	17 201	1	21 623
(1) Répartition de la variation du capital selon ses origines :				
		31/12/03	31/12/04	30/06/05
Paiement du dividende en actions				
Augmentation du capital en numéraire		445		
Augmentation du capital par apport		1 059		
(2) Répartition de la variation des primes selon ses origines :				
		31/12/03	31/12/04	30/06/05
Paiement du dividende en actions				
Augmentation du capital en numéraire		1 860		
Augmentation du capital par apport		4 446		
(3) Autres variations de l'exercice 2003 : elles résultent pour 118 millions d'euros de l'affectation en compte de report à nouveau de l'impact du changement de méthode d'amortissement des frais d'émission des emprunts.				

3

Table de concordance

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le règlement européen n° 809/2004 pris en application de la Directive dite « Prospectus » d'une part, et aux pages du Document de référence D.05-0233 et de ses actualisations (A.01, A.02, A.03, A.04) que le présent document actualise d'autre part.

Législation européenne ⁽¹⁾	N° de page du Document de référence (DR) et de ses actualisations	N° de page du présent document
1. Personnes responsables		
Personnes responsables des informations	p. 206 DR, p. 2 A.01, p. 3 A.02, p. 3 A.03, p. 2 A.04	p. 4
Déclaration des personnes responsables	p. 206 DR, p. 2 A.01, p. 3 A.02, p. 3 A.03, p. 2 A.04	p. 4
2. Contrôleurs légaux des comptes	p. 206 DR, p. 2 A.01, p. 4 A.02, p. 4 A.03, p. 3 A.04	p. 4
3. Informations financières sélectionnées	p. 6-8, 31 et 47 DR, p. 9 et 25 A.01, p. 8 et 16 A.03	p. 10-11
4. Facteurs de risques	p. 61-78 DR	p. 24-28
5. Informations concernant l'émetteur		
Histoire et évolution de la Société	p. 9, 12-13, 53, 58-60, 113-114, 186 et 212 DR, p. 28-34 A.01, p. 38-39 A.02, p. 7-54 A.03	p. 5-74
Investissements	p. 28-29, 58-60 et 113-114 DR, p. 6-7 et 58-59 A.01. p. 38 A.02, p. 53-54 A.03, p. 6-7 A.04	p. 21, 22, 117, 140
6. Aperçu des activités		
Principales activités	p. 16-26 et 60 DR, p. 7 A.04	p. 12
Principaux marchés	p. 36- 47, 77, 163-165 DR, p. 11-24, 109-111 A.01	p. 13-20
7. Organigramme		
Description du groupe et filiales importantes	p. 14-15, 61, 112-113, et 128-137 DR, p. 11-12, 74-83 A.01, p. 8-10 A.04	
Liens de dépendance entre les entités du groupe	p. 8 A.04	
8. Propriétés immobilières, usines, équipements	p. 144 DR, p. 90 A.01, p.10 A.04	p. 106, 129
9. Examen de la situation financière et du résultat		
Situation financière*	p. 28-60 DR, p. 5-34 A.01 et p. 7-51 A.03	p. 8-74
Résultat d'exploitation*	p. 30-60 DR, p. 5-34 A.01 et p. 7-51 A.03	p. 8-74
10. Trésorerie et capitaux		
Informations sur les capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme)	p. 6-7, 47-49, 150-152 et 178 DR, p. 25-27, 96-98 A.01, p. 7-8 A.02, p. 46 A.03	p. 11, 21, 78-80, 122-124, 117, 140
Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur et description de ces flux de trésorerie	p. 7, 49-50, 62 et 148-149 DR, p. 26-28, 38-39, 94-95 A.01, p. 41 A.03	p. 117, 140
Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	p. 61-62, 146-149, 190-191 DR, p. 67 et 92-94 A.01	p. 108-110, 131-132
Sources de financement attendues pour honorer les décisions d'investissement	p. 7 A.04	p. 117, 140
11. Recherche et développement	N/A	
12. Informations sur les tendances	p. 53 DR, p. 28 A.0.1, p.10 A.04	p. 23-24

Législation européenne ⁽¹⁾	N° de page du Document de référence (DR) et de ses actualisations	N° de page du présent document
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	N/A	
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction	p. 102-105 DR, p. 10-28 A.04	p. 21-25
Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	p.28 A.04	
15. Rémunération et avantages	p. 102-103 DR, p. 28 A.04	
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
Date d'expiration du mandat	p. 103 à 105 DR, p.14-20 A.04	
Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration à l'émetteur ou à l'une de ses filiales	p. 29 A.04	
Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	p. 91-92 DR	
Conformité de l'émetteur au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	p. 88-89 DR, p. 29 A.04	
17. Salariés		
Nombre de salariés et répartition par principal type d'activité et par site	p. 78-83 DR, p. 29 A.04	
Participations et stock-options	p. 102-103 DR	
Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	p. 192-193 DR	p. 21, 30
18. Principaux actionnaires	p. 8, 88-89 et 190 DR, p. 29 A.04	p. 21
19. Opérations avec des apparentés	p. 90, 112-113, et 194 DR	
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
Informations financières historiques *	p. 107 -184 et 208-209 DR, p. 3-4, 53-117 A.01, p. 5-6 A.02 p. 5-6 A.03	
Informations financières pro forma	p. 30 et 208-209 DR, p. 3-4 et 8 A.01	
États financiers	p. 173-184 DR	
Vérifications des informations financières historiques annuelles	p. 170, 183-184, 208-209 DR, p. 3-4, 116-117 A.01, p. 5-6 A.02 p. 5-6 A.03	
Informations financières intermédiaires	A.03	p. 7-146
Politique de distribution du dividende	p. 8, 10 et 190 DR	
Procédures judiciaires et d'arbitrage	p. 76-77 DR, p. 30 A.04	p. 28
Changement significatif de la situation financière ou commerciale	p. 30 A.04	
21. Informations complémentaires		
Capital social	p. 8, 52, 86, 189, 190, 193 DR, p. 30-33 A.04	p. 21, 146
Actes constitutifs et statuts	p. 88-92 DR, p. 186-190 DR, p. 33 A.04	
22. Contrats importants	p. 112-113 et 194 DR, p. 33 A.04	
23 Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	N/A	
24. Documents accessibles au public	p. 186 DR, p. 33 A.04	
25. Informations sur les participations	p. 14-15 et 18-26 DR	

⁽¹⁾ La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la Directive. N/A = non applicable.

* Sont incorporés par référence les documents de référence 2002 et 2003 de Crédit Agricole S.A. enregistrés respectivement par la COB le 23 mai 2003 sous le n° R.03-093 et par l'AMF le 4 mai 2004 sous le n° R.04-073 et leurs différentes actualisations. En application de l'article 28 du règlement (CE) 809/2004, les éléments suivants ont été inclus par référence dans la présente actualisation :

- les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole pour l'exercice clos au 31 décembre 2003 ainsi que les comptes des groupes Crédit Agricole S.A et Crédit Agricole au 31 décembre 2003 ;
- les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole pour l'exercice clos au 31 décembre 2002 ainsi que les comptes des groupes Crédit Agricole S.A et Crédit Agricole au 31 décembre 2002
- les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pro forma des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole sur l'exercice clos au 31 décembre 2003, 31 décembre 2002 et 31 décembre 2001 ainsi que les comptes pro forma des groupes Crédit Agricole S.A et Crédit Agricole au 31 décembre 2003, 31 décembre 2002 et 31 décembre 2001.



Crédit Agricole S.A.
Société anonyme au capital de 4 491 966 903 euros
RCS Paris 784 608 416
91-93, boulevard Pasteur – 75015 Paris
Tél. (33) 1 43 23 52 02
www.credit-agricole-sa.fr